

LES EFFETS DE COMPLAISANCE

(Etude de Jurisprudence)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Mai 1937 à 14 heures

par

Jean DENIS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Jean ESCARRA, Professeur

Suffragants : M. Maurice PICARD, Professeur

M. AMIAUD, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

LES EFFETS DE COMPLAISANCE

(Etude de Jurisprudence)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551607_0047

LES EFFETS DE COMPLAISANCE

(Etude de Jurisprudence)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Mai 1937 à 14 heures

par

Jean DENIS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Jean ESCARRA, Professeur
Suffragants : M. Maurice PICARD, Professeur
M. AMIAUD, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Au moment de la rédaction du Code de Commerce, Bégouen, orateur du corps législatif, disait: « L'invention de la lettre de change a formé dans l'histoire du commerce une époque presque comparable à celle de la découverte de la boussole et de l'Amérique; elle a fait disparaître toutes les entraves. La lettre de change a affranchi les capitaux mobiliers, elle en a facilité les mouvements, les dispositions; elle a créé une somme immense de crédit. » Bégouen selon le langage cher aux orateurs de cette époque proclame son admiration enthousiaste et en termes expressifs montre bien le double rôle des effets de commerce dans le monde des affaires: l'instrument de transport de numéraire et l'instrument de crédit.

En 1807, les effets de commerce étaient essentiellement des instruments de change, ce qui expliquait l'interdiction de tirer un effet d'un lieu sur un même lieu; la remise devait être de place à place.

Mais ce rôle de moyens de paiement perdit peu à peu d'importance avec l'apparition d'autres modes d'envoi d'argent. La loi du 7 Juin 1894 fit disparaître l'obligation de tirer la lettre de change d'« un lieu sur un autre ».

Aujourd'hui, les commerçants se servent des effets de commerce comme instruments de crédit; un exemple banal fera bien comprendre ce rôle. Un industriel vend des produits manufacturés à un commerçant, payables à trois mois du jour de la livraison; l'industriel tire sur son acheteur une lettre de change, pour une somme équivalente

au montant de sa créance, payable également à trois mois. Avant l'échéance le fabricant peut avoir besoin de ses fonds, or sa créance n'est pas exigible; il présente alors sa traite, acceptée par le commerçant acquéreur des marchandises, à l'escompte d'un banquier; la banque lui remettra immédiatement la somme d'argent inscrite sur la traite, déduction faite d'une certaine retenue variable selon le taux de l'escompte, et selon le délai à courir jusqu'à l'échéance. La lettre de change aura donc été un instrument de crédit à double titre: l'industriel a obtenu une avance de fonds de la banque endossatrice et grâce à cette possibilité d'escompte, il a pu consentir à son acquéreur un crédit de trois mois.

Dès lors, l'effet de commerce pourra devenir une source miraculeuse de crédit; un commerçant peut demander à un collègue d'accepter comme tiré une lettre de change, bien qu'il n'y ait pas entre eux d'opérations commerciales. Muni de cette traite acceptée, le tireur obtiendra l'argent dont il a besoin par voie d'escompte et l'opération se déroule, comme si l'effet présenté à la banque était régulier et émis à la suite d'une transaction commerciale réelle. A l'échéance le tireur enverra les fonds au tiré pour lui permettre de payer la traite et ainsi s'organise un trafic de complaisance.

Ce trafic de complaisance est très intéressant à étudier car il pose de nombreux problèmes au point de vue juridique et au point de vue bancaire. En effet, le monde bancaire joue, en France surtout, un rôle primordial dans la circulation des effets de commerce car les banquiers sont les grands pourvoyeurs de crédit à court terme: ils achètent et vendent les traites, ils les escomptent et les réescomptent. Quand un banquier deviendra acquéreur

d'une traite, il devra donc rechercher la confiance qu'il doit accorder au titre négocié; il devra examiner si le titre a des chances sérieuses d'être payé à l'échéance. Il déterminera le crédit du titre à un double point de vue; d'abord le crédit réel c'est-à-dire l'opération commerciale qui a provoqué l'émission de la traite.

Si le tireur est bien créancier du tiré, c'est une garantie de paiement à l'échéance; si au contraire la traite n'est l'expression d'aucun engagement réel entre les parties signataires, le banquier se méfiera car au moment du paiement, le tiré accepteur pourra refuser le paiement. Il examinera ensuite le crédit personnel des divers signataires, c'est-à-dire leur solvabilité.

Le trafic de complaisance mérite donc une étude approfondie : nous avons voulu aborder ce travail dans le but de mettre au point toutes les questions soulevées qui intéressent la vie économique d'un pays commerçant. Nous proposons à cet effet d'adopter le plan suivant qui a le mérite d'être simple et logique.

Dans un premier chapitre, nous préciserons les divers mécanismes qui permettent de se procurer du crédit au moyen des effets de commerce et ainsi, nous préciserons la notion d'effets de complaisance; nous examinerons les divers critères proposés par la doctrine.

Dans un chapitre second, nous aborderons la question de la valeur juridique des effets de complaisance; cette étude est primordiale. Nous examinerons l'opinion de la doctrine et surtout nous chercherons à bien dégager la position prise par la jurisprudence qui évolue sans cesse vers la validité des effets de complaisance.

Dans un chapitre troisième, nous étudierons les conséquences de la jurisprudence actuelle; nous verrons les

répercussions qu'elle provoque entre les différentes parties signataires de la traite et entre les tiers porteurs, puis nous passerons aux sanctions pénales qui atteignent les trafiquants de complaisance.

Ayant ainsi fait l'analyse détaillée de la jurisprudence française, nous jetterons un coup d'œil rapide sur les conceptions des législations étrangères. Nos conclusions exprimeront notre désir de voir triompher le principe de la validité des effets de complaisance. Nous chercherons à justifier cette opinion qui est, selon nous, la seule solution véritablement juridique et que la jurisprudence se refuse d'appliquer pour satisfaire aux exigences bancaires.

CHAPITRE PREMIER

Définition de l'Effet de Complaisance

Aucun texte ne définit l'effet de commerce; l'expression ne se rencontre même pas dans le Code de Commerce; les lois fiscales et le langage commercial l'ont consacrée. La définition généralement admise est la suivante: « un effet de commerce est un titre négociable, représentatif d'une somme d'argent, qui donne droit, à court terme, au paiement de cette somme. »

Nous étudierons l'effet de commerce le plus ancien, la lettre de change; elle suppose en principe deux créances: la provision, créance du tireur sur le tiré, et la valeur fournie, cause de l'obligation du tireur envers le bénéficiaire.

Dans la pratique des affaires, apparaissent de nombreuses exceptions à cette conception de la lettre de change régulière; il importe de préciser ces divers types de traites qui présentent des caractères particuliers et qui évoquent généralement des idées très confuses. Nous préciserons ensuite la notion d'effet de complaisance.

§ 1. — PRINCIPAUX MECANISMES DE TIRAGE

L'effet de commerce régulier a pour but de liquider les deux créances que nous avons indiquées; le tirage de certaines traites s'inspire souvent d'idées différentes. Il faut les analyser pour préciser une terminologie souvent défec-

tueuse; nous envisagerons les tirages les plus fréquemment usités.

I. — L'EFFET DE CIRCULATION

L'effet de circulation, ou de renouvellement, est un effet qui, dès l'époque de son émission, et d'accord entre le tireur et le tiré, est stipulé renouvelable. Par exemple, un marchand d'engrais tire une lettre de change sur un cultivateur auquel il a vendu ses produits; le cultivateur pourra payer seulement le jour de sa récolte, donc bien après la livraison des engrais; le marchand et le cultivateur s'entendent pour qu'on renouvelle l'effet, de trois mois en trois mois, jusqu'à cette date. Très fréquent dans le domaine agricole, l'usage des effets de renouvellement se trouve aussi dans le domaine industriel: ainsi un fabricant de machines vend un outillage à un industriel, en lui accordant un délai de six mois pour le paiement du prix; le fabricant veut, dès maintenant, tirer sur son débiteur une traite qu'il puisse escompter. Les banquiers n'accordent, en général, sous forme d'escompte, qu'un crédit à court terme; il faut que les effets escomptés soient payables à trois ou quatre mois au maximum. Dans notre espèce, l'échéance de la dette est à six mois, on fait donc une traite à trois mois, et il est entendu qu'à la veille de son échéance, elle sera renouvelée; le vendeur créera sur son acheteur une nouvelle traite, payable trois mois plus tard; il fait escompter cette traite, et par cette négociation, il procure au tiré les fonds nécessaires pour payer la première.

Nous proposons la définition suivante: l'effet de circulation est celui qui est tiré par un fournisseur sur l'un

de ses clients, en représentation d'une marchandise livrée mais avant l'exigibilité du prix de cette marchandise (V. Tr. de Com. de Boulogne, 25 Avril 1931 Sem. Jur. 1932, III).

L'effet correspond bien à une opération réelle, il n'y a aucune intention frauduleuse: la valeur est éloignée, sans doute, mais elle est sérieuse et le but de l'effet de renouvellement est de régler cette opération sérieuse.

L'usage des effets de circulation se retrouve aussi sous une autre forme: le tiré est un bailleur de fonds qui ouvre un crédit au tireur. Pour réaliser l'opération, l'emprunteur tire une traite sur son bailleur; le tiré accepte la traite, la paye à l'échéance et devient ainsi créancier du tireur. Dans cette hypothèse, la base de l'effet est bien une opération réelle et sérieuse.

Il y a des cas où il est très délicat d'analyser les faits pour savoir si la base de l'effet est, ou non, une opération sérieuse et réelle. Un exemple précis permettra de bien faire comprendre la difficulté; nous l'empruntons à une espèce soumise au Tribunal de Commerce de Lyon.

Il s'agit d'un certain Estival, qui était dans une situation fort gênée; ayant besoin d'argent, il s'adresse à un fournisseur dont l'intérêt était de maintenir son crédit, soit pour sauvegarder une créance antérieure, soit en échange de la promesse d'avantages futurs. L'opération suivante fut adoptée: le fournisseur tirait des traites sur Estival, qui les acceptait; il les acceptait à titre de remboursement de crédit que le tireur lui avait accordé. Le tireur escomptait les traites et, à peine les sommes touchées, il les faisait parvenir au tiré qui les employait dans son affaire. Le compère en débitait Estival, en compte-courant, aux intérêts de 6 % avec commission pour chaque renouvelle-

ment; l'effet à 90 jours représentait la rentrée dans ces avances. Les traites étaient payées avec les fonds provenant de l'escompte des traites émises en renouvellement des premières.

Le Tribunal de Commerce de Lyon (jugement du 7 Mars 1896) jugea que de tels agissements étaient incorrects, mais la Cour de Lyon, par son arrêt du 30 Mars 1897 (S. 1900.2.153) a infirmé la décision des premiers juges. Elle considéra qu'il y avait effet de circulation, car « à chaque
« échéance, grâce à une convention soit de crédit, soit de
« prolongation d'un crédit déjà ouvert, ces effets sont re-
« tirés par le créancier (tireur) de ses deniers, pour être
« remplacés immédiatement par des effets, grossis des
« agios des premiers. La loi, en effet, n'interdit pas au
« commerçant qui a besoin de ses capitaux, de disposer
« du montant de ses avances non encore exigibles, en se
« faisant souscrire des valeurs renouvelables jusqu'à l'ex-
« piration du crédit...»

Il semble étonnant de voir la Cour d'Appel qualifier de tels effets « effets de circulation »; incontestablement le crédit ouvert à Estival par son compère, était un crédit simulé. L'opération originale n'était pas réelle; il y avait un mensonge à la base et le tirage créait un crédit apparent, manœuvre doublée d'une spéculation sur capitaux, puisque le compère payait à son banquier 2 % d'escompte et débitait son client de cette somme à 6 %. La Cour de Lyon a certainement faussement qualifié un semblable effet; le tribunal avait justement apprécié en décidant qu'il n'y avait pas, dans cette espèce, effet de circulation.

II. — TIRAGE EN L'AIR

Une traite est, selon nous, purement fictive, lorsque un négociant qui doit se procurer d'urgence des fonds, s'arrange de manière à créer du papier sur une personne imaginaire. Aucun accord ne se manifeste entre le tireur et le tiré; l'effet de commerce est tiré soit sur une personne inexistante, soit sur une personne existant réellement, mais qui n'a jamais eu connaissance de l'émission. Ces opérations sont qualifiées de « tirage en l'air » car la lettre de change est purement fictive. Le procédé assez fréquemment employé consiste, pour le négociant gêné, à tirer ses traites sur un ancien client avec lequel il n'est plus en relations d'affaires: (V. Cass. Crim. 4 Nov. 1897. S. 98-1-424); l'opération sera ainsi plus difficile à être décelée par le banquier habituel du commerçant gêné. Souvent, la traite est tirée sur un commerçant dont le nom prête à confusion avec celui d'un négociant solvable et connu sur la place.

Ces opérations sont dénommées, dans la pratique, « tirages en l'air » ou « effets fictifs. » Malheureusement la terminologie n'est pas toujours très ferme; dans un arrêt du 13 Janvier 1902, la Cour de Cassation appelle ces sortes de traites « vrais effets de complaisance (S. 1902-I-279). Nous trouvons l'expression « tirage en l'air » plus significative et plus précise.

III. — TRAITE SANS PROVISION

L'art. 116 al. I C. Com. édicte « Il y a provision si, « à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle « est fournie est redevable au tireur, ou à celui pour « compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins

« égale au montant de la lettre de change. » La provision est donc une somme d'argent, dont le tiré est redevable au tireur au jour de l'échéance. (1)

La doctrine française est unanime pour admettre que, au cas d'envoi de marchandises ou d'effets de commerce donnant naissance à l'émission de traites, la provision consiste non pas dans ces valeurs mais dans une créance de somme d'argent, qui pourra naître soit d'une vente, soit d'un crédit. (Thaller et Percerou. Tr. de Dr. Com. N° 1426; Lacour 3^e édit. II-1239; Lyon-Caen Tr. de Dr. Com. IV-166).

La jurisprudence française est pleinement d'accord avec les auteurs; sans cesse, les arrêts affirment que la provision est constituée, non pas par la marchandise, mais par la créance du prix de vente (Civ. 16 Juin 1909 D. 1909-I-385).

Hémard écrit dans sa thèse, avec beaucoup de vérité: « Si l'on examine la nature de lettre de change, tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il est normal qu'il y ait provision, mais ce n'est pas essentiel »; une lettre de change non approvisionnée est parfaitement valable et régulière. Le tiré peut souscrire une traite dans le seul but de rendre service au tireur; il n'y a aucune dette entre les deux parties, mais le tiré peut, en signant la lettre, avoir l'intention de s'engager. Il peut être disposé à payer, lors de l'échéance, le montant de l'effet: le tiré accepte alors avec la seule intention de faire des avances à un collègue qui lui inspire confiance. Au moment de l'émission, la lettre de change est démunie de provision, mais elle est valable.

Un exemple précis, emprunté à un arrêt (Paris. 3 Nov.

(1) V. *infra*. Exposé critique de la théorie qui fonde le critère distinctif de l'effet de complaisance sur le défaut de provision.

1926 D.H. 1927-73) montre bien ce qu'est une traite sans provision. Aux termes d'un acte sous seing privé, la Société de Gérance des Etablissements Doriot, Flandrin et Paraut, se constitue pour exploiter le fonds de la Société Doriot, Flandrin et Paraut, en faillite, et elle vend à M. Laurens 70 châssis d'automobiles de types donnés, pour un prix donné. L'acheteur consent à payer un acompte de 50.000 francs avant livraison des marchandises, qui devait se faire par fraction pendant le délai d'un an. En exécution de cette convention, Laurens accepta une traite de 500.000 francs tirée sur lui par la Société de Gérance, vendeuse, à l'ordre de Benoit. syndic de la faillite de la première Société Doriot. A son échéance, la traite initiale fut remplacée par plusieurs traites équivalentes; Laurens accepta ces nouveaux effets et acquitta certaines, laissant des impayées à concurrence de 250.000 francs.

Un sieur Brun, tiers porteur des traites impayées, en réclama le montant solidairement au tireur (Société de Gérance) et au tiré accepteur (Laurens); ce dernier résista à la demande, parce qu'il n'avait pas reçu livraison du lot entier de châssis et parce que, selon lui, son engagement était nul pour défaut de provision. Il est exact que, dans l'espèce, il n'y avait pas provision, la Cour de Paris jugea en ce sens, mais ne prononça pas la nullité pour défaut de provision.

IV. — TIRAGE CROISÉ

Lorsqu'un commerçant n'a plus aucun moyen de se procurer des ressources, il cherche un collègue dans une même situation et, tous les deux vont mutuellement se rendre le service nécessaire pour échapper à la ruine, du

moins provisoirement. Ils vont faire traite réciproquement l'un sur l'autre: chacun accepte l'effet mis en circulation par son collègue, et chacun porte son effet à un escompteur.

Le procédé permet de gagner 90 jours; ce délai est souvent suffisant pour que les affaires reprennent et que chacun puisse, à l'échéance, payer les traites de l'autre, mais souvent le délai sera insuffisant et il faut continuer l'opération. Le premier renouvellera l'effet, tiré trois mois auparavant sur le second ; il l'escomptera, et paiera avec ces fonds la première traite échue; de son côté, le second commerçant agira de la même façon.

Mais le passif s'alourdit de plus en plus ; il faut intensifier le chiffre de la circulation ; un jour, le banquier refusera l'escompte de ces traites : c'est la chute définitive des deux commerçants véreux. Lorsque les deux commerçants se connaissent, ils appuient leur action sur des pièces de correspondance. Le Bulletin Judiciaire (Ann. de Dr. Com. 1896, p. 343) relate l'exemple suivant: X... frères font accepter à la maison N... & C° des effets croisés ; ils prennent la précaution préalable de se mettre à l'abri de toute suspicion et ils écrivent :

Messieurs N... & C° à Paris,

« Nous vous confirmons notre lettre de ce matin, avec
« quatre valeurs, ensemble 5.200 fr. 30, dont nous atten-
« dons le renvoi. Comme votre commerce n'a aucun rap-
« port avec le nôtre, et pour éloigner tout soupçon de
« nos banquiers, il serait nécessaire que vous nous écri-
« viez une lettre nous accusant réception de notre envoi
« de vins pour la Sté Coopérative que vous avez à votre
« usine du Nord. A Paris, on ne fait peut-être pas autant

« de difficultés qu'en province. Les banquiers tiennent
« à savoir quelles sont les relations que l'on a avec tel
« ou tel correspondant. Nous comptons donc sur vous
« pour la rédaction de cette lettre, et nous vous prions
« d'accepter... X... Frères. »

Il existe, du reste, certains agents d'affaires, ou certaines officines qui mettent en relations les commerçants à la recherche de semblables procédés de crédit. Ces agences font une publicité de mauvais aloi : dans leurs prospectus ou réclames, nous lisons : « J'ai l'honneur
« de vous soumettre trois combinaisons qui rendent de
« réels services aux commerçants et industriels sol-
« vables ». La première consiste à fournir des traites acceptées, à l'ordre du commerçant gêné, par des signatures sur diverses villes ; ces traites peuvent être escomptées en banque, le bénéficiaire doit faire les fonds à l'échéance. Evidemment, une remise de 3 % est allouée à l'agent.

La seconde combinaison est nommée « escompte en compte à demi » : Le commerçant gêné accepte une traite tirée par un négociant entremis par l'agence ; ce négociant escompte la traite et remet la moitié du produit à l'accepteur dans la gêne. Le jour de l'échéance, l'accepteur doit payer la traite, c'est-à-dire restituer la somme encaissée, plus la seconde moitié.

Enfin, la troisième combinaison consiste à mettre en rapport deux commerçants pouvant traiter ensemble : c'est l'échange de signatures déjà étudié.

A la fin du XIX^e siècle, le parquet de la Seine a poursuivi ces agences ; nous verrons la question en détail, au cours de notre étude.

V. — TIRAGE EN CAVALERIE

Dans le procédé de l'effet en circulation, les parties jouent alternativement le rôle de complaisant et de bénéficiaire ; c'est une circulation double, mais si cette circulation ne comprenait jamais que deux personnes, les banquiers escompteurs remarqueraient vite le retour régulier des signatures et ils refuseraient l'escompte, arrêtant ainsi les renouvellements. Pour parer à la vigilance du banquier, plusieurs personnes s'engagent dans l'opération, c'est le tirage en cavalerie.

Primus tire une traite sur Secundus, Secundus, à son tour, tire sur Tertius, qui tire sur Primus ; chaque tireur d'un effet est également tiré accepteur d'un autre effet du même montant. Il y a ainsi une cascade de tirages ; chaque personne engagée porte à son banquier l'effet qui lui a été accepté et obtient la somme nécessaire pour ses besoins, et la somme nécessaire pour payer l'effet qu'elle a accepté.

Toutes ces lettres de change reposent sur la traite initiale qui les supporte « comme le cheval porte son cavalier ». En Allemagne, où la circulation de tels effets était très abondante (surtout vers 1900), les légistes l'appelaient « Wechselreiterei » ; la traduction littérale de cette expression est assez délicate. Pour certains, avec M. Thaller, la traduction exacte serait « traite en cavalerie », pour d'autres, ce serait « faire la navette ». Quoi qu'il en soit, l'expression veut désigner que les effets chevauchent l'un sur l'autre. Il y a une première traite qui procure le crédit (Grundtratte), les autres servent à la couvrir (Deckungstratte).

Un arrêt de la Cour de Grenoble, 19 Nov. 1895 (D.98.

2-401) analyse un cas de tirage en cavalerie dans une affaire Bergisch-Bank c/Ignonet ès-qualité ; il y a deux complaisants, l'un tirant pour le compte du bénéficiaire, l'autre tenant le rôle de son acceptant.

§ 2. L'EFFET DE COMPLAISANCE

Ayant dégagé le sens précis et le mécanisme de diverses opérations, il faut définir l'effet de complaisance, en rechercher le criterium.

Evidemment, le criterium ne doit pas être recherché dans la forme de la lettre de change ; celle-ci, régulière ou complaisante, revêtira le même aspect extérieur, les mêmes mentions, dates, signatures.

Il faut examiner la traite dans sa structure interne.

1. *Doctrine classique.* — Il est bon de rappeler qu'aucun texte ne définit l'effet de complaisance, qu'aucune loi n'en précise les conséquences.

M. Thaller estime que « l'effet de complaisance est celui où la provision est faite avec la traite elle-même, au moment où on l'escompte où on la renouvelle » (Thaller D. 1897-2-385).

Nous avons déjà prouvé que l'art. 116 Code Com. n'a jamais exigé que la provision fût concommittante à l'émission de la traite ; de plus, il peut fort bien arriver que la somme provenant de l'escompte de la traite, soit immédiatement appliquée par l'obligé à ses besoins, et qu'il fasse ensuite les fonds avec d'autres ressources, sans qu'il soit nécessaire de tirer une traite en renouvellement.

Ainsi, il y a des effets sans provision qui ne sont pas des effets de complaisance ; il y a des effets de complaisance qui ont une provision.

Enfin, ce critérium ne peut être retenu car il peut y avoir des billets à ordre de complaisance; or, un billet à ordre ne comporte pas de provision.

II. M. Perroud estime que deux éléments sont nécessaires pour qu'on se trouve en présence d'un véritable effet de complaisance: *a)* absence de toute opération commerciale sérieuse expliquant l'effet, *b)* convention intervenant entre les parties, au moment de la création de l'effet, et d'après laquelle le complaisant n'est pas engagé vis-à-vis de son obligé à payer quoi que ce soit (Annales de Dr. com. 1905, p. 2).

Les « effets de circulation » ne sont donc pas des « effets de complaisance » car ils comportent une opération commerciale sérieuse; il y a un rapport d'affaires véritables entre tireur et tiré.

Au cas de tirage en l'air ou d'effets fictifs, il n'y a pas non plus d'effets de complaisance, car il n'y a pas convention entre le complaisant et l'obligé.

III. MM. Lyon, Caen et Renault donnent une définition assez rapprochée: « L'expresion d'effets de complaisance « indique qu'il s'agit d'un échange de signatures entre deux « ou plusieurs personnes voulant se procurer mutuelle-
« ment du crédit, en faisant croire à des opérations
« sérieuses qui ne sont pas intervenues entre elles. » Cette définition qui vise l'hypothèse de circulation réciproque, ou tirage croisé, met bien en relief le premier des caractères que doit présenter un effet de complaisance, l'absence d'opération sérieuse.

Sur le second point, nécessité d'une convention, les auteurs s'écartent de l'opinion de Perroud, en ajoutant: « il y a ainsi une entente frauduleuse, qui est précisément la

caractéristique de la combinaison ». Ils admettent une convention qu'ils estiment être toujours frauduleuse: nous verrons la question en discutant la valeur de l'effet de complaisance.

IV. M. Lacour apporte une définition encore voisine: « Les effets de complaisance sont ceux dont la création se rattache à un accord entre un commerçant, gêné dans ses affaires, qui emploie ce moyen pour se procurer du crédit, et une personne qui, sans être sa débitrice, consent, soit pour lui rendre service, soit dant un but intéressé, à apposer sa signature sur ces effets de manière à en faciliter la négociation. » (Note Lacour D. 1912.I-281).

V. Hémar, dans sa thèse soutenue en 1900, distingue les effets résultant d'actes de complaisance, et les effets de complaisance.

Les premiers sont basés sur le désir d'obliger un commerçant dans la gêne; un collègue, un ami, un tiers accepte une traite ou bien augmente la valeur d'un effet déjà existant, par un endossement. Il y a entente des parties, sans aucune intention frauduleuse.

Les seconds, au contraire, reposent essentiellement sur une idée de fraude. « Il y a moins complaisance que complicité. Le but unique est de procurer au bénéficiaire, quelle que soit la qualité qu'il ait prise, un crédit apparent, destiné à tromper les tiers (Hémar, Thèse p. 8).

Lescot (S. 28-1-363) adopte la même distinction que Hémar: « L'effet de complaisance est un effet simulé créé « en vue de se procurer un crédit imaginaire et qui n'implique nullement, de la part des signataires, l'intention « de s'engager cambiairement. » Il n'y a pas de relations antérieures entre le complaisant et le bénéficiaire de la

complaisance, et de plus (différence avec l'effet accepté par complaisance) les parties ne veulent pas, vis-à-vis des tiers, s'obliger réellement, lors de la négociation, à en effectuer le paiement.

Le véritable but est de dissimuler, aux yeux de tous, la véritable situation pécuniaire d'une partie, si ce n'est des deux.

Selon nous, l'effet de complaisance est : tout effet émis, bien que le tireur et le tiré n'aient fait aucune opération commerciale et qu'il n'existe entre eux aucune créance, par lequel la partie complaisante prête son nom à l'autre pour lui permettre de se procurer du crédit.

Le complaisant peut être le tireur ou le tiré ; dans le premier cas, le tireur escompte la traite et envoie de suite les fonds au tiré ; dans le second, le tiré accepte l'effet et la veille de l'échéance, le tireur lui enverra la somme nécessaire pour payer la traite. L'intention frauduleuse de tromper les tiers n'existe pas toujours ; l'intention du complaisant est de procurer du crédit.

CHAPITRE II

La Validité des Effets de Complaisance

La notion de l'effet de complaisance étant ainsi précisée, il faut étudier le problème de sa validité juridique. Doit-il être déclaré valable ? N'est-il pas au contraire frappé de nullité ? La vérité est-elle dans une solution plus nuancée ?

Nous allons envisager successivement les réponses apportées par la doctrine et par nos cours de justice; nous établirons par l'étude des décisions les plus typiques, la solution actuelle de la jurisprudence française. Cette analyse des arrêts nous semble nécessaire et capitale pour mettre au point toutes les questions soulevées par le trafic de complaisance.

§ 1. — LA DOCTRINE

La majorité des auteurs estime que l'effet de complaisance est frappé de nullité: aucune action de justice ne peut, de ce chef, être intentée; toutefois, les porteurs de bonne foi peuvent exiger le paiement de tels effets, car ils ne doivent pas avoir à supporter la manœuvre, dirigée précisément contre eux.

Il est intéressant de savoir sur quelle base juridique les divers auteurs appuient leurs opinions; les divergences sont nombreuses, il faut les envisager successivement.

1. DÉFAUT DE PROVISION. — Certains auteurs ont soutenu que la provision est la condition indispensable à la validité de la lettre de change; leur raisonnement est basé sur l'art. 115 du Code de Commerce, aux termes duquel la provision doit être faite par le tireur. M. Bourcart, professeur à la faculté de Nancy, a notamment développé cette théorie. Selon lui, toute lettre de change est basée sur la provision; dire que la traite repose sur la provision, c'est dire que la provision est la cause de l'émission de la lettre de change « l'émission est basée sur la croyance que le tiré fera « honneur à la traite; cette croyance tient à la provision « et il y a provision, même en l'absence de relations antérieures entre les deux commerçants, lorsque le tiré fera « honneur à la traite. » (Ann. Dr. Com. 1925-185). Pour Bourcart, la cause persistante, unique pour tous les tireurs de toutes les traites, c'est que la traite émise sera acquittée; il s'agit bien là de la cause et non pas du simple motif. En effet, le motif peut varier selon les individus: pour l'un, ce sera le désir d'avoir un titre de circulation, pour un autre ce sera la difficulté de se procurer du numéraire.

Ce qui manque aux effets de complaisance, c'est une cause licite c'est-à-dire au fond la provision et en dernière analyse, la provision est la cause de l'effet de commerce.

Une telle théorie est absolument inexacte; il est certain que la provision est la base de la lettre de change, mais le législateur s'est bien gardé d'en faire une exigence à peine de nullité, et dans le silence de la loi, nous ne pouvons pas admettre que le défaut de provision entraîne une sanction aussi rigoureuse que la nullité.

D'ailleurs, dire que l'effet de complaisance est toujours dénué de provision, est une erreur. Nous en avons cité des exemples; ce sont toutes les espèces où une banque reçoit

d'une société des effets tirés sur une tierce personne qui les avait revêtus de son acceptation. Le jour des poursuites pour non paiement, invariablement l'accepteur objecte qu'il ne doit rien à la société tireur, que son engagement est nul pour défaut de provision.

Invariablement, et à bon droit, les jugements et arrêts répondent que, sans doute, il n'y avait pas provision lors de l'émission, mais que la provision devait exister au jour de l'échéance, puisque le tiré accepteur avait promis de s'engager cambiairement. Peu importe qu'il tienne ou non sa parole, que les fonds soient ou non versés, la nature de l'effet reste toujours la même et l'engagement est valable, car le tiré entendait, par son acceptation, ouvrir un crédit au tireur. Si cette ouverture de crédit ne réalise pas la provision au sens complet du mot, du moins elle satisfait suffisamment à l'exigence de la loi.

V. Lacour Tr. Dr. Com. 2^e édit. II p. 45.

V. Cass. 17 Nov. 1909 G.P. 1909, 2-588.

Tr. Com. Roanne, 25 Oct. 1922 (R.D.B. 1923-319). Cass. 12 Mars 1928. R.D.B. 1929-75; Rouen 21 Oct. 1930 Rec. Havre 1931 2-16; Tr. Com. Seine 6 Déc. 1932 S. 1933, 2-144).

Enfin, des billets à ordre sont souvent des effets de complaisance et ils ne comportent pas de provision; le raisonnement de nullité pour défaut de provision serait inefficace pour cette catégorie de billets de complaisance. Nous estimons que la théorie de la provision ne doit pas être étendue au billet à ordre, parce que l'art. 187 du Code de Comm. n'énonce, parmi les dispositions de la lettre de change applicables au billet à ordre, aucune relative à la provision. De plus, le souscripteur joue à la fois le rôle de tireur et de tiré accepteur : la provision se ramenant à une dette du tiré envers le tireur, comment le souscripteur pourrait-il

être tenu envers lui-même ? Il n'y a donc pas de provision.

Tous ces arguments montrent nettement que des traites de complaisance ne sauraient être considérées comme nulles par le seul fait que la provision n'aurait pas été préalablement faite entre les mains du tiré.

(V. *infra* commentaires des arrêts de Paris 13 Nov. 1926 et Cass. 17 Nov. 1909).

2. DÉFAUT DE CAUSE. — De nombreux auteurs expliquent la nullité des effets de complaisance en se basant sur la notion de cause. La cause est un élément consitutif d'un contrat, elle fait partie intégrante du contrat: on ne conçoit pas de libéralité sans intention libérale, on ne conçoit pas une vente sans engagement réciproque de livrer une chose et de payer un prix. Le contrat dont une obligation serait dénuée de cause, serait dépourvu de toute efficacité: il serait inexistant au même titre que l'acte juridique qui serait dépourvu d'objet. L'art. 1131 du Code Civil précise du reste que l'obligation sans cause est dépourvue de tout effet.

Dans un engagement cambiaire, quelle est la cause ? Quand un tiré accepte une lettre de change, c'est normalement parce que le tireur a une créance sur lui, et cette dette du tiré est la cause de l'engagement qu'il a souscrit envers le porteur.

Si la traite est un effet de complaisance, aucune opération sérieuse et réelle n'est intervenue entre le tireur et le tiré; l'acceptation de ce dernier est alors sans cause réelle, et l'obligation est sans effet en vertu de l'art. 1131. Plusieurs arrêts ont adopté ce raisonnement et semblent confirmer la thèse énoncée.

Certains arrêts affirmaient, en effet, que les effets de complaisance étaient faussement causés. (Ex. Paris 16 Nov. 1888 D.P. 1889 253).

Tr. Comm. de Troyes sous note.

Nancy 1893 31 Janv. 1893.

Douai 3 Avr. 1896.

Tr. Com. Nantes 17 Avr. 1899.

Tr. Com. St-Etienne 17 Oct. 1933 G.P. 1933 2-983.

Les parties altèrent sérieusement la vérité en assignant à l'opération une cause autre que la cause véritable: « le « tiré accepte la traite pour faire croire à un crédit imaginaire et tromper ainsi les tiers sur la situation véritable des parties. » Dès lors, l'art. 1131 du Code Civil doit s'appliquer.

D'autres arrêts affirment que les effets de complaisance sont dénués de cause (Req. 18 Oct. 1886 D.P. 1887.I-34). La cause d'une obligation de change est la dette du tiré envers son tireur; quand il n'y a pas créance du tireur sur le tiré, l'obligation est nulle pour absence de cause réelle.

Dans les deux hypothèses, ce sera évidemment au tiré accepteur de prouver l'absence ou la fausseté de la cause. Si la traite contient la mention de la valeur fournie, le débiteur se contentera de prouver l'inexactitude de cette mention; mais depuis la loi du 8 Févr. 1922, cette mention n'est plus nécessaire; si la traite n'indique pas la valeur fournie, la preuve devient singulièrement plus difficile, car il faudra démontrer que la traite n'a aucune cause.

Telle est la doctrine qui invoque l'art. 1131 pour expliquer la nullité des effets de complaisance. Il apparaît de suite que cette théorie pêche à la base, car elle s'appuie sur une mauvaise interprétation des principes en matière

de cause des obligations. En effet, la traite de complaisance est-elle réellement dénuée de cause ? Il faut pousser l'analyse juridique à fond : souvent, certes, les traites seront sans cause commerciale, elles ne correspondent ni à des fournitures faites par le tireur au tiré, ni à un compte créateur existant au profit du tireur contre le tiré ; si le tiré accepte cependant, son engagement est-il dénué de cause ? Non, l'effet de complaisance a toujours une cause réelle : la cause est l'engagement de payer, engagement pris par le tiré accepteur, soit parce que le tireur lui a promis l'envoi des fonds pour payer la traite à l'échéance, soit parce que le tiré complaisant entend faire une avance au tireur. Le tiré accepteur qui consent ainsi une véritable ouverture de crédit, contracte l'obligation unilatérale de payer la somme pour laquelle il a consenti à s'engager ; son engagement existe indépendamment de l'effet qui le véhicule. « Foi est due au titre, celui qui accepte se doit à son acceptation. » Tr. Com. Seine 1925 R.D.B. 1925-397.

Le tiré soutiendrait vainement qu'il n'est pas en réalité débiteur du tireur ; cette circonstance est indifférente dans les rapports du tiré accepteur et du tiers porteur ; l'acceptation constituant aux termes de l'art. 121 C. Com. un engagement personnel qui ne permet plus au tiré de discuter envers le tiers porteur, la cause de la traite qu'il s'est obligé à payer. (Cass. 23 Mars 1908 D.P. 1908.I.27).

L'effet de complaisance a donc toujours une cause, qui est l'engagement de payer (promesse de prêt, ouverture de crédit...).

Supposons cependant que la cause, au lieu d'être réelle et véritable, soit fausse, l'art. 1131 C. Civ. ne saurait s'appliquer. Si la valeur de la traite de complaisance est men-

tionnée en marchandise, la cause est simulée, mais la traite n'est pas nulle. La simple simulation n'entraîne pas la nullité d'un acte; « elle oblige seulement la partie qui « demande son exécution, à prouver la cause véritable qui « servira de support à l'obligation. » (Baudry Lacantinerie traité des obligations. I-308) ». Ce principe de notre droit (Civ. 5 Déc. 1900 D.P. 1901 1-192) a été constamment appliqué aux lettres de change (Cass. 16 Déc. 1879) (Rép. général du droit français V. Lettres de change 379. S. 1881 I-421).

3. CAUSE IMMORALE OU ILLICITE. — La doctrine précédente s'avérant fragile, la majorité des auteurs ont invoqué l'application de l'art. 1131 C. Civ. pour expliquer la nullité des effets de complaisance, mais en s'appuyant sur un terrain nouveau.

Peut-être les effets de complaisance ont-ils toujours une cause; en tout cas, cette cause est immorale et illicite. Nous allons envisager les deux aspects: cause immorale, cause illicite.

1. *Cause immorale des effets de complaisance.* — Le principe de la liberté régit le domaine des obligations; tout acte juridique est l'œuvre d'une ou de plusieurs volontés. Les contractants peuvent mettre dans leurs accords tout ce qu'ils jugent bon d'insérer, mais les volontés individuelles ne jouissent que d'une « autonomie partielle ». Il est, en effet, parmi les dispositions du droit écrit, certaines dispositions que les particuliers ne sauraient écarter. L'art. 6 du Code Civil énonce une prohibition générale: « on ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes

mœurs. » Ce texte pose un principe: il est interdit de déroger aux lois intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs, notions du reste aussi vagues que fondamentales: déterminer ces lois est une tâche très délicate qui sera confiée au juge. Dans l'application, le juge doit tenir compte de l'état des mœurs et de l'opinion publique, car, dans le domaine juridique, il y a une marche changeante et évolutive. N'oublions pas qu'au moment de la rédaction du code civil, l'assurance sur la vie était une combinaison très dangereuse et très mal considérée.

Le principe est que toutes les fois où les parties visent à un résultat que réprouvent l'honnêteté ou le bon ordre des affaires, la convention est sans valeur.

La loi permet aux commerçants de se procurer par tous les moyens, et notamment grâce aux effets de commerce, des ressources en rapport avec leur crédit normal. L'ordre public est intéressé au développement régulier du crédit commercial, à la moralité et à l'honnêteté dans les affaires. Dès que l'ordre public sera atteint, il en résultera la nullité pour la convention intervenue entre les parties et pour les effets qui en sont nés.

L'effet de complaisance est-il blâmable ? Le trafic de tels effets porte-t-il atteinte à l'ordre public ? Beaucoup d'auteurs répondent affirmativement.

M. Lyon-Caen estime que les effets de complaisance ont certainement un but immoral, à savoir « se donner un « crédit supposé en faisant croire à l'existence d'opérations qui n'existent pas; c'est là quelque chose de contraire à l'honnêteté commerciale, à l'ordre public. » (Lyon, Caen, IV 357 3°). Il serait inadmissible que des commerçants parviennent à se constituer, par leurs agissements déloyaux, un crédit imaginaire et trompent les

tiers, en leur laissant croire à des opérations sérieuses et à un crédit qui n'existent pas.

M. Ripert soutient le même point de vue dans son livre remarquable: « La règle morale dans les obligations civiles. » (Examen des conventions immorales, p. 49): « Nous dénoncerons le même oubli du devoir moral dans « la création des effets de complaisance par lesquels un « commerçant, qui devait avoir le courage de déposer « son bilan essaie de prolonger une situation désespérée « en se créant un crédit imaginaire et fabrique, a-t-on « dit, de la fausse monnaie. Il cherche dans l'emploi d'un « mécanisme juridique, comme un moyen illégitime de « se procurer des ressources. Cela suffit pour que la ju- « risprudence déclare nulles les traites ainsi créées. »

Les économistes et les personnalités du monde bancaire ont à leur tour, stigmatisé le trafic de complaisance qui accumule des ruines. Ils lui font un double grief: nuire à l'organisation du crédit et au mécanisme de l'escompte, créer un danger pour la circulation fiduciaire.

Les opérations de crédit sont parmi les plus importantes opérations d'une banque; elles comportent un très grand risque, à tel point que: « la qualité essentielle d'un banquier doit être la juste appréciation. » Le banquier travaille, en effet, avec l'argent de sa clientèle; il doit donc agir avec prudence. Parmi les nombreux risques, le risque de l'escompte est l'un des principaux. L'escompte constitue pour le banquier le placement qui correspond le mieux à ses propres engagements: c'est une opération-type de courte durée et si la banque a un besoin immédiat d'argent, elle peut facilement réescompter les effets, soit à la Banque de France, soit à d'autres banques. Normalement, le mécanisme de l'escompte devrait offrir une

grande sécurité, mais le risque apparaît avec la difficulté des moyens dont dispose le banquier pour connaître le crédit, mérité par un client éventuel d'escompte.

Il faut être sûr qu'à l'échéance, le tiré paiera l'effet escompté, ou que le présentateur à l'escompte le remboursera; en plus de la solvabilité de son client, le banquier doit aussi être renseigné sur la clientèle de son propre client.

Parfois, sans doute, le caractère de complaisance saute aux yeux du banquier vigilant: ce sont les cas de parenté du tireur et du tiré v.g. le « papier d'embouche », dont usent les paysans français pour l'achat de leur cheptel, est un effet tiré par le jeune fermier sur ses beaux-parents. Souvent c'est une société qui tire une traite sur un de ses administrateurs; ailleurs, c'est un échange de signatures croisées entre plusieurs sociétés d'un même groupe. Dans ces cas, le banquier escompteur et réescompteur ne se trompe pas; il sait que l'effet n'est pas lié à une créance d'opération commerciale et que, seules, les ressources normales et la solvabilité des signataires doivent compter. Mais l'arrière-pensée du banquier qui connaît le caractère d'une telle traite, sera de trafiquer ce papier, de le repasser à un autre banquier qui sera de bonne foi, déçu par l'apparence régulière de l'effet; le jour où le papier entre dans la grande circulation, le danger devient très grand. Sans doute, nous le verrons, le porteur de bonne foi aura un recours, mais il est certain que les garanties effectives de paiement ne seront pas les mêmes que si l'effet avait été émis pour une opération commerciale régulière telle qu'une fourniture de marchandises.

Parfois, les commerçants dont les affaires sont mau-

vaies, trouvent un complice décidé à se livrer avec lui à des agissements frauduleux ; des banques ou des agences se chargent, moyennant rétribution évidemment, de trouver le complice et, sous couvert de faciliter le crédit commercial, nuisent au crédit régulier. Le banquier vigilant doit s'entourer de renseignements sérieux avant de traiter avec un client nouveau qui présente des effets à l'escompte ; les renseignements sont généralement donnés par des agences, des fournisseurs ou d'autres banques ; parfois, ils seront pris dans l'étude du bilan et des livres de commerce, mais, dans le premier cas, les renseignements seront souvent erronés ; dans le second ils seront souvent difficiles à demander. Les banquiers, trompés par les renseignements donnés par les agences commerciales, ont cherché à les assigner pour obtenir réparation du préjudice causé : en vertu d'une jurisprudence constante, de telles demandes ont toujours été repoussées : « Attendu que, si les renseignements « fournis engageaient *ipso facto* la responsabilité des « agences, le fait par un commerçant de s'adresser à une « agence équivaldrait à contracter une assurance sur « l'affaire qu'il veut entreprendre, ce qui, de toute évidence, est contraire au bon sens et à l'équité » (Tr. Com. Lyon 28 Janv. 1926 Gaz. Lyon 1926-301) (Paris 10 Octobre 1929 Recueil Havre 1930 II. 17).

Il apparaît donc que, même pour un banquier prudent, les moyens de connaître le crédit qu'il faut accorder à un client sont relativement précaires ; sa bonne foi sera souvent abusée par des commerçants qui cherchent à le tromper. Le mécanisme de l'escompte se trouve faussé dans son jeu régulier, et il importe que le trafic de complaisance soit sévèrement sanctionné.

Puisqu'il porte atteinte à la sécurité de l'escompte, au développement régulier du crédit commercial, à la moralité et à la loyauté dans les affaires, il porte nécessairement atteinte à la notion de l'ordre public. Dès lors, de tels effets doivent être frappés de nullité.

Les économistes prétendent, en outre, que le trafic des effets de complaisance porte atteinte à l'ordre public, car il crée un danger au point de vue circulation monétaire.

La Banque de France assure et réalise la circulation fiduciaire, correspondant aux besoins des transactions dans le pays. Elle émet les billets de banque, en période normale, surtout à l'occasion d'opérations d'escompte et d'avance ; les billets se trouvent ainsi proportionnés automatiquement au volume des échanges et aux besoins des affaires ; ils ne sont que la mobilisation de créances dont le montant varie avec l'activité économique du pays. Il y a une relation intime entre le trois termes du bilan de la Banque d'émission : encaisse, ensemble du numéraire et des lingots possédés par la Banque ; — portefeuille, montant des effets escomptés par elle ; — circulation, chiffre des billets émis en contre-partie de ses opérations. L'augmentation du porte-feuille montre l'activité des affaires commerciales ; la diminution de l'encaisse laisse présager une circulation trop grande ou une spéculation sur le numéraire.

L'effet de complaisance vient créer une gêne considérable ; il passe pour un véritable effet commercial, correspondant à une créance née d'une opération commerciale et spécialement à une opération de vente à crédit. Lorsque le trafic de tels effets s'accroît et que la Banque de France les réescompte, elle émet des billets en contre-partie d'opérations qui sont purement fictives. Le porte-

feuille augmente non plus par suite d'une activité commerciale débordante, mais à cause de ce trafic qui aboutit à une sorte de fabrication de fausse monnaie ; la circulation fiduciaire augmente, bien que les transactions commerciales n'aient pas augmenté, et ainsi elle dépasse les besoins purement commerciaux du pays. Sans doute cette cause d'inflation fiduciaire est infime quand on la compare à la principale, qui réside dans les avances consenties par la Banque d'émission à l'Etat ; elle n'en est pas moins réelle (1).

La jurisprudence est souvent venue confirmer ce point de vue, défendu par de très nombreux auteurs ; sans étudier en détail ces décisions, puisque nous reviendrons très longuement sur la question, nous pouvons en citer quelques-unes : elles prononcent la nullité des effets de complaisance, parce que les signataires poursuivent un but illicite et frauduleux, parce qu'ils ont l'intention de tromper des tiers. Un arrêt de Bordeaux en date du 10 Mars 1903 (S. 1903.2-243) montre bien le sens de cette jurisprudence : « Attendu qu'il est reconnu par toutes
« les parties que les traites dont M... demande le paiement à V... ne sont que des valeurs de complaisance,
« que ledit V... tirait sur M... et que celui-ci revêtait de
« son acceptation.

« Attendu que les valeurs de cette nature constituent
« un expédient destiné à procurer aux commerçants qui
« y recourent de trompeuses apparences de crédit, qu'elles
« sont contraires à l'ordre public et dénuées de toute

(1) V. Discours en ce sens de M. BAUDELOT, président du Tr. de Com. de la Seine, 18 Janvier 1879.

Discours de M. VINDRY, président du Tr. de Com. de Lyon, Ann. Dr. Com. 1897, page 73.

« cause licite ; qu'il n'en peut résulter aucune obligation
« sanctionnée par la loi civile et qu'elles ne donnent lieu
« à aucune action en faveur de ceux qui les ont tirées ou
« acceptées, ou qui les détiennent en connaissance du
« vice dont elles sont entachées. »

La doctrine de la nullité des effets de complaisance, basée sur l'atteinte à la probité commerciale et à l'ordre public, étant ainsi exposée en détail, nous devons la critiquer, car elle nous paraît inadmissible.

La règle énoncée par l'art. 6 du Code Civil est certainement une règle fondamentale de notre droit français ; soutenir une opinion contraire serait puéril. Mais les auteurs qui frappent d'une réprobation uniforme tous les commerçants qui jouent un rôle de complaisant, n'ont-ils pas tort de formuler une règle trop absolue ? Y a-t-il toujours et nécessairement une pensée coupable, une intention immorale dans les conventions de complaisance ?

Nous verrons en détail la réponse à cette question lorsque nous étudierons la jurisprudence actuelle ; d'ores et déjà, nous indiquons que, souvent, l'effet de complaisance cache des opérations louches, parfois même délictueuses, et dans l'opinion publique, il y a contre l'effet de complaisance une présomption de malhonnêteté. C'est la loi du plus grand nombre qui s'est imposée : c'est le « *plurimumque fit* » parce que certaines traites de ce genre sont malhonnêtes, l'on généralise, toute traite de complaisance est malhonnête et l'on applique indistinctement la nullité.

En réalité, il faut bien reconnaître que l'effet de complaisance peut être un moyen parfaitement légitime de procurer le crédit à un commerçant. Lorsqu'un parent, ou ami, accepte ainsi une lettre de change, il agit à titre de

bienfaisance; librement il consent à ouvrir sa bourse au tireur, espérant ainsi le sauver de la faillite et des difficultés momentanées; où est l'immoralité ?

L'opération se déroule régulièrement et le complaisant joue un rôle analogue à celui d'une caution: si, à l'échéance de la traite de complaisance, le tireur est remis à la tête de ses affaires, il envoie les fonds à l'accepteur complaisant, et ce dernier n'a subi aucun sacrifice. Si, par contre, à l'échéance les affaires du tireur sont toujours difficiles, le complaisant doit payer; sa situation est identique à celle d'une caution et la convention de complaisance n'est aucunement immorale.

Il est donc trop absolu de prononcer la condamnation globale de tout effet de complaisance; il faut faire une distinction que nous étudierons en détail.

Quant aux risques courus par l'escompteur, il en est de même; il n'y a pas toujours tromperie susceptible de lui préjudicier. L'inexistence d'une opération commerciale sérieuse n'entraîne pas automatiquement un danger: bien souvent l'escompteur ne compte pas sur les garanties de la provision; il estime sa garantie en considérant les responsabilités personnelles du tireur et du tiré accepteur qu'il peut poursuivre. Il semble même que, dans la pratique, les banquiers envisagent à peu près uniquement la qualité de la signature du tireur. En résumé, nous pensons que la théorie soutenue par les auteurs qui prononcent la nullité absolue pour cause immorale est trop absolue; il faut repousser le criterium basé sur l'art. 6 du Code Civil.

2. *Cause illicite.* — Quelques auteurs ont soutenu que la nullité des effets de complaisance ne se discutait pas, car

les textes de loi ne permettent aucune équivoque. Ils invoquent notamment l'art. 585 du Code du Commerce et la loi du 24 Germinal an XI.

L'art. 585. 3°. du Code de Commerce énonce: « sera « déclaré banqueroutier simple, tout commerçant failli « qui se trouvera dans un des cas suivants... 3° si, dans « l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats « pour revendre au-dessous des cours; si, dans la même « intention, il s'est livré à des emprunts, circulation d'effets, ou autres moyens ruineux de se procurer des « fonds. » Ce texte, d'après les partisans de la nullité basée sur la cause illicite, prononce nettement la condamnation du trafic de complaisance; la loi condamne la circulation de tels effets, car elle est un moyen ruineux de se procurer des fonds. La loi pénale la considère comme un fait blâmable et elle la sanctionne sévèrement, puisqu'elle y voit un acte de banqueroute; si l'opération comporte une sanction pénale, elle doit, a fortiori, être dépourvue de toute sanction civile, et la nullité s'impose.

Une telle explication apparaît simpliste et anormale; l'art. 585 3° C. Commerce est interprété d'une façon un peu trop extensive. D'une loi particulière et précise, l'on voudrait tirer un principe général: la nullité du trafic de complaisance. A l'examen et à la lecture approfondie du texte, nous voyons qu'il ne suffit pas pour qu'un commerçant doive être déclaré banqueroutier simple, qu'il se soit livré à une circulation d'effets atteignant un chiffre important; il faut encore que cette circulation ait eu lieu dans l'intention de retarder la faillite. Or, très souvent l'intention des signataires est bien différente: c'est souvent simplement dans le but de se procurer des fonds que le commerçant recourt à cette opération. Ainsi, un arrêt de

Lyon, 27 Juin 1889, nous rapporte une espèce « où le « commerçant s'est livré à une circulation d'effets consi- « dérable, afin de se procurer des ressources nécessaires « pour faire face à ses goûts de luxe exagéré et de dé- « bauche. » (D. 1900 2-127) : dans ces cas, la jurisprudence est unanime à affirmer que le commerçant ne saurait être déclaré banqueroutier simple, car l'art. 585 ne s'applique pas. Du reste, de nombreux auteurs ont développé cette thèse, d'accord avec l'unanimité de la jurisprudence (Voir Jurisp. Gén. Suppl. V. Faillites n° 1415 : Renouard, Tr. des Faillites T. II, page 442.

Lyon-Caen, Tr. de Dr. Comm. T. VIII, n° 941.

Thaller, Tr. Elém. Dr. Comm. 1^{re} éd. n° 1934, p. 1052).

L'autre texte souvent invoqué est l'art. 5 de la loi du 24 Germinal an XI: « La Banque refusera d'escompter les « effets dérivant d'opérations qui paraîtront contraires à « la sécurité de la République; les effets qui résulteraient « d'un commerce prohibé; les effets dits de circulation, « créés collusoirement entre les signataires, sans cause « ni valeur. » Ce texte énonce une interdiction, afin que la Banque de France ne soit pas amenée à entamer des procès, ou à se trouver dans des situations délicates, mais il n'indique aucune sanction: la Banque d'émission refusera l'escompte des effets de complaisance, c'est une mesure de prudence pour sa gestion. Mais la loi de Germinal ne prononce pas la nullité de ces effets; du reste cette loi est une loi particulière qui établit le statut de la Banque de France et qui n'a pas prononcé une disposition d'ordre public.

Bien plus, le texte a pris soin de préciser que l'escompte sera interdit lorsque les effets seront « collusoirement créés »; si le texte avait voulu prononcer la nullité des

effets de complaisance, la nullité s'appliquerait seulement aux traites émises dans un but de fraude et de tromperie. La nullité ne s'étendrait pas à tous les effets de complaisance.

Dans la pratique, la Banque de France escompte des traites de complaisance; or, la nullité ne lui est pas opposable, les tribunaux appliquant à l'égard de notre premier établissement financier les mêmes règles qu'à l'égard de tout porteur de bonne foi (V. Req. 10 Mars 1915. S. 1916 I.5 ; D. 1916 I.241).

Il semble même que, aujourd'hui, la Banque de France suscite le trafic de complaisance, enfreignant ainsi l'art. 5 de la loi de Germinal.

§ 2. — ETUDE DE LA JURISPRUDENCE

Après la création de la Banque de France et la rédaction du Code de Commerce, le trafic des effets de commerce se développa et bientôt apparurent des effets de complaisance. Au début du XIX^e siècle, les tribunaux prononçaient la validité des billets de complaisance (V. Cass. 20 Décembre 1837. S. 38. I. 146; Trib. de Com. Caen 6 Mai 1839; Req. 21 Mars 1842).

Mais, avec l'avènement de la seconde république, le malaise économique s'accroît; le crédit devient difficile et la confiance dans les instruments de crédit disparaît peu à peu. Les économistes et les banquiers accusent les effets de complaisance d'être la cause de ces difficultés, et demandent, pour la défense de l'escompte, que tous les titres de crédit irréguliers au fond, bien que réguliers en apparence, soient déclarés nuls.

Les tribunaux se laissaient peu à peu convaincre, et le

13 Janvier 1849, la Cour Suprême prononçait la nullité pour la première fois (Req. 13 Janvier 1849-D-49.I.134). Le Tribunal de Commerce de la Seine rendait son premier jugement défavorable le 14 Septembre 1854 (Journ. Trib. Com. 1855, p. 29).

La Cour de Paris adopta le même point de vue: le Tribunal de Commerce de Versailles avait prononcé la nullité de billets de complaisance; la Cour confirma le jugement par un arrêt du 26 Juin 1857 (Journ. Trib. de Com. 1857, p. 190) qui contient l'exposé de la nouvelle théorie: « On ne peut admettre à la faillite des billets qui en réalité n'avaient aucune cause sérieuse, soit à l'égard du souscripteur, soit à l'égard des endosseurs, ayant été créés dans le but de procurer aux différents signataires un crédit factice (Code Napol. art. 1131).

Dès lors, le principe de la nullité paraît certain et à diverses reprises, la Cour de Cassation affirme sa position. Citons notamment les arrêts suivants, survenant tant de la Chambre des Requêtes que de la Chambre Civile:

Civ., 17 Janvier 1870 (S. 70.1.217, D. 70.1.102) : « Un effet de commerce dont la valeur n'a pas été fournie et qui a été créé dans le but unique d'alimenter une circulation d'effets établie entre le bénéficiaire et l'endosseur, est dépourvu de cause et n'engage pas le souscripteur envers l'endosseur. »

Req. 30 Mai 1883 (S. 84-I.154): « Peuvent être déclarés sans cause, des billets à ordre consentis entre commerçants et causés valeur en marchandises, si les juges au moyen de présomptions graves, précises et concordantes, reconnaissent que ces billets n'ont pas de cause réelle et ne sont que des billets de complaisance, nuls comme tels. »

La Chambre des requêtes prononce également la nullité,

en estimant que la convention de complaisance est une convention honteuse, contraire à l'ordre public. Son arrêt du 18 Octobre 1886 (D. 1887-I.340) déclare: « Le billet à ordre sans cause, ou ayant une fausse cause, ne peut produire aucun effet entre le souscripteur et le bénéficiaire. Cette nullité est opposable au tiers porteur qui n'est pas de bonne foi; la bonne foi consiste, en ce cas, à avoir ignoré le vice qui résulte de l'absence de cause ou de la fausseté de la cause. Il appartient au juge du fond d'apprécier souverainement la bonne foi du tiers porteur. »

Ainsi, au cours du siècle dernier, les tribunaux étaient effrayés par les progrès rapides des effets de complaisance et en prononçaient la nullité, espérant ainsi entraver leur développement.

Au début du XX^e siècle, une évolution se dessine dans la jurisprudence; les jugements et arrêts vont peu à peu essayer de justifier le trafic de complaisance, dans certains cas. Sans doute, ils n'abandonnent pas encore la théorie de la nullité, mais ils ne l'admettent plus comme un principe absolu. Nous allons étudier en détail ce mouvement très intéressant dont l'aboutissement logique, et prochain maintenant, devra être le principe de la validité des effets de complaisance.

Les premières atteintes à la théorie de la nullité furent portées par des jugements du Tribunal de Commerce de Marseille (6 Février 1900. Journ. des Faillites 1900, p. 479), et du tribunal de Douai (11 Février 1902. Rec. Douai 1902, p. 191). Le premier arrêt qui doit retenir notre attention fut rendu par la Cour d'Amiens le 9 Janvier 1903 (D. 1904-2.449) dans un litige survenu entre L. & D. commerçants: chacun d'eux avait souscrit à son co-contractant des billets à ordre. L'échange des signatures avait eu lieu

jusqu'à concurrence de 3.000 frs ; ces divers effets portés à l'escompte, assurent au bénéficiaire un crédit équivalent à leur montant. D'ordinaire, l'échange s'opère à égalité, c'est-à-dire qu'à l'émission d'un effet au profit d'un négociant, correspond l'émission d'une valeur de même montant, au profit de l'autre. Mais, dans l'espèce il existait entre les parties « des relations d'affaires suivies, comme entrepreneurs » : seul D. « avait fait usage des billets de complaisance échangés ». Dans ce cas, les parties conviennent que les effets souscrits pour des sommes inégales, seront passés en compte, et se régleront avec l'ensemble des autres opérations commerciales qu'elles auront traitées ensemble. L., pouvait-il réclamer à D. les 3.000 frs qu'il avait dû déboursier pour retirer de la circulation les billets signés par lui ? Cet échange de billets était-il licite et valable ?

La Cour d'Amiens commence par répondre: « que les traites ou billets échangés entre deux commerçants, à titre de réciprocité ou de complaisance, sans que leur valeur corresponde à celle d'affaires faites entre eux, ne sont pas sans cause, dans le sens de l'art. 1131 du Code Civil, puisque les billets souscrits par l'un ont précisément pour cause la souscription des billets par l'autre, pour une valeur égale. »

Nous avons déjà démontré que la cause consiste dans l'équivalent juridique immédiat, en vue duquel l'obligation est prise. Ici, l'arrêt souligne bien que le défaut de cause ne peut pas être invoqué, puisque chaque négociant a souscrit des effets ayant précisément pour cause la souscription des billets par l'autre.

L'arrêt ajoute: « Considérant que la cause de l'obligation ainsi contractée par chacun des commerçants n'est

pas fausse mais bien réelle et consentie volontairement; qu'elle est seulement dissimulée dans le contexte des billets qui constatent l'obligation lorsque ceux-ci sont causés, valeur reçue en travaux et fournitures diverses. »

Nous avons précédemment adopté ce point de vue, conforme aux principes civilistes: les parties peuvent toujours faire apparaître la véritable cause, qui est simplement dissimulée, et l'obligation sera alors valable si cette cause n'est pas illicite. Tel est le point capital à résoudre; la Cour estime: « que l'échange unique de billets à ordre, opéré les 26 et 27 Janvier 1897, à concurrence de 3.000 frs pour chacun d'eux, entre L. et D. qui étaient en relations d'affaires suivies, comme entrepreneurs, ne constitue pas, indépendamment de toute autre circonstance de fait, un contrat ayant une cause illicite, c'est-à-dire prohibée par la loi, ou contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public; qu'on peut n'y avoir qu'un prêt mutuel de crédit, dont en fait une seule des parties a fait usage. »

L. et D. ont échangé leurs signatures jusqu'à concurrence d'une somme de 3.000 frs; les billets sont certainement des valeurs de complaisance, puisqu'ils ne correspondent à aucune opération commerciale réelle et sérieuse. La Cour d'Amiens reconnaît cependant dans l'espèce, l'opération licite : elle l'interprète comme un prêt mutuel de crédit. Les commerçants peuvent en effet, se procurer des ressources par tous moyens, pourvu qu'elles soient en rapport de leur crédit normal: utiliser, dans ce but, les effets de commerce, n'est prohibé par aucun texte; bien au contraire, l'effet de commerce est un excellent instrument de crédit très souvent employé par les commerçants. Deux commerçants peuvent-ils disposer de leur crédit respectif en utilisant des effets de commerce ? Certainement

rien ne s'oppose à ce que des effets de commerce réalisent valablement un prêt mutuel de crédit car le crédit accordé par chacun d'eux à l'autre, justifie la souscription des effets. La seule condition est qu'au moment de l'émission, les parties contractantes créent ces valeurs avec la certitude que le paiement en sera effectué à l'échéance; il faut qu'elles usent de leur crédit et que ce crédit soit réel, c'est-à-dire que les parties qui échangent leurs signatures soient solvables.

Dans l'espèce, pour donner tout apaisement aux banquiers escompteurs notamment, qui voient dans une telle opération un moyen de tromper les tiers, la Cour d'Amiens a le soin de remarquer que « les affaires entre L. et D., auraient pu prendre assez d'extension, jusqu'à l'échéance du 15 Mars pour constituer provision (1) et rendre vraie la mention : valeur reçue en travaux et fournitures divers.

Ainsi, cet arrêt fait ressortir nettement la notion de crédit: si les échanges de signatures sont faits par des personnes qui jouissent de crédit, les effets engendrent valablement un prêt mutuel de crédit. Si, par contre, les négociants sont dans une situation très obérée et cherchent à éviter une faillite imminente, ils ne pourraient prétendre se procurer des fonds par le moyen d'effets de commerce, car ils prendraient des engagements auxquels ils seraient certains de ne pas pouvoir satisfaire.

Ils ne sauraient se prêter un crédit qu'ils ne possèdent pas. Les tribunaux doivent donc rechercher si, lors de l'émission, les parties avaient du crédit, et si elles pou-

(1) La cour emploie dans son arrêt le mot « provision » à tort, puisqu'il s'agit de billet à ordre ; c'est une confusion souvent faite entre provision et valeur fournie.

vaient en disposer: seule cette notion de crédit leur permettra de prononcer la nullité ou la validité de l'effet. Dans notre espèce, L. et D. ont usé d'un crédit qu'ils avaient: la cour aurait pu prononcer la validité pour cette seule raison, mais après avoir bien dégagé la convention de prêt mutuel de crédit, elle accorde une action basée sur le paiement de l'indû et sur l'enrichissement sans cause: « En tous cas, « quand une des parties a, seule, fait usage des billets de « complaisance échangés, l'autre partie, qui a dû débours- « ser une somme pour retirer de la circulation les billets « signés par elle, a fait un indû paiement et a le droit d'en « réclamer le remboursement. Considérant que L. peut « se porter contre D. créancier des 3.000 frs qu'il a dû « déboursier pour retirer de la circulation les billets signés « par lui. »

Y avait-il lieu à répétition de l'indû ? Il semble bien que non, puisqu'en raison de la convention de prêt mutuel de crédit, le souscripteur a payé ce qu'il avait promis, ce qui était dû. Il est vrai, cet arrêt est un des premiers qui rejettent la théorie de la nullité absolue, en interprétant l'usage des effets de complaisance sous forme de convention de prêt mutuel de crédit: c'est le point capital que nous avons cherché à bien dégager.

Les premiers coups sont portés contre l'ancienne jurisprudence; sans doute les décisions continuent à affirmer le principe de la nullité mais elles ne l'acceptent plus comme un principe absolu. Le 17 Novembre 1909, la chambre des Requêtes consacre, par un arrêt célèbre, la nouvelle tendance jurisprudentielle (Req. 17 Nov. 1909-D.P. 1912 I.281 note Lacour): il faut distinguer parmi les effets ceux qui sont bons et ceux qui sont mauvais. Les premiers sont sanctionnés civilement, parce qu'ils ont une cause licite

et valable; au contraire, les autres sont frappés de nullité. L'arrêt de 1909 ne cherche pas à définir les mauvais effets de complaisance, il s'occupe des bons.

Nous allons étudier en détail cette décision qui a été maintes fois reproduite depuis lors: elle vaut la peine d'être citée intégralement avant de la commenter.

« Attendu qu'il a été constaté par l'arrêt attaqué (Lyon
« 3 Juin 1908) et reconnu par les parties qu'en acceptant
« les lettres de change, tirées sur lui le 21 Décembre 1906,
« par Gorrand & C^o de St-Etienne, à l'ordre de Cabaud
« & C^o, banquiers à Lyon, qui les ont négociées, le sieur
« Fontanille avait pour but de faciliter au tireur l'ouver-
« ture de crédit qu'ils sollicitaient des banquiers sus-
« nommés; que celui-ci, qui n'était ni le débiteur ni le
« créancier d'aucun des intéressés, n'est en réalité qu'un
« tiers intervenu par son acceptation comme caution des
« souscripteurs Gorrand & C^o;

« Attendu que c'est donc avec raison que l'arrêt, après
« avoir déclaré que les opérations critiquées n'avaient au-
« cun caractère fictif, qu'elles avaient une cause licite et
« valable, a attribué à la signature, apposée volontaire-
« ment par le demandeur sur les lettres de change dont
« s'agit, la réalisation d'un contrat antérieur de garantie,
« l'obligant envers les défendeurs éventuels au paiement
« de la valeur énoncée aux titres à leur ordre; que, dans
« ces circonstances, loin d'avoir violé aucune des disposi-
« tions de lois visées au pourvoi, l'arrêt attaqué, qui est
« régulièrement motivé, en a fait une exacte application;
« Par ces motifs, rejette... »

Nous inspirant des conclusions de M. l'Avocat Général Feuilloley, nous allons analyser cette importante décision.

Quels sont exactement les faits ?

Des industriels de St-Etienne, MM. Gorrand & C^o, ont besoin d'argent: ils demandent une ouverture de crédit à la banque lyonnaise Cabaud & C^o. La banque y consent, uniquement, selon les termes de l'arrêt de la Cour de Lyon, à condition qu'il serait fourni une garantie sur une caution solvable. M. Fontanille donna cette garantie sous forme de traites tirées par Gorrand sur lui, Fontanille, « qui les a acceptées » ; deux traites de 2.500 frs furent ainsi émises à l'ordre de la banque Cabaud qui en fit l'escompte.

Ces traites étaient donc certainement des effets de complaisance puisqu'il n'y avait eu aucune opération commerciale réelle; les tireurs avaient, du reste, promis au tiré accepteur de lui fournir les fonds nécessaires pour effectuer les paiements à l'échéance. Les banquiers étaient évidemment au courant de l'opération, puisque ils avaient exigé cette garantie.

A l'échéance, Gorrand & C^o ne remettent pas les fonds promis; Fontanille laisse protester les deux traites qui lui sont présentées et les banquiers l'assignent en payement devant le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne, puis devant la Cour de Lyon. Condamné à payer, Fontanille fit un pourvoi en cassation, pris de la violation des articles 115, 116 du Code de Commerce (défaut de provision) et de l'art. 1131 du Code Civil (défaut de cause, cause illicite); il invoquait également la jurisprudence antérieure Req. 18 Oct. 1887 (D.P. 1887-I.340) Req. 8 Févr. 1892 (D.P. 1894-I.39). Les traites, soutenait le demandeur, sont sans cause, l'acceptation était purement complaisante; les banquiers savaient bien que la cause énoncée était fictive; de tels effets sont certainement frappés de nullité et il ne peut pas, en droit, être condamné à payer.

Le problème qui se posait devant la Cour de Cassation était bien clair : la Cour de Lyon avait reconnu, en fait, que les deux traites litigieuses étaient bien des effets de complaisance et que le banquier avait bien connaissance de ce caractère ; et la Cour de Lyon avait jugé en droit : « qu'il n'en résulte pas moins pour ce tribunal que les « acceptations de Fontanille n'ont aucun caractère fictif, « qu'elles couvrent des opérations parfaitement licites... « que Fontanille s'est valablement engagé... et qu'il se « doit à sa signature qu'il a volontairement apposée. »

La Cour de Cassation devait-elle juger que les effets de complaisance sont nuls ? soit en vertu d'un texte, soit pour défaut de provision, soit pour défaut de cause, ou pour cause illicite ? La cour suprême a répondu par son arrêt du 17 Nov. 1909 qui est à la fois :

1. un arrêt de principe
2. un arrêt d'espèce

Arrêt de principe. — La Cour affirme que l'effet de complaisance n'est pas nul *ipso facto* ; avant de prononcer sa condamnation, il faut analyser le mécanisme des traites litigieuses. Souvent il résulte de cet examen qu'en droit, l'effet de complaisance peut avoir une cause licite et valable : le tiré accepteur, en effet, peut s'engager volontairement et consciemment en apposant sa signature, et cet engagement, cette cause juridique, n'ont rien de nécessairement illicite. Selon les hypothèses, il y aura donc des effets de complaisance, sanctionnés civilement, d'autres frappés de nullité.

Arrêt d'espèce. — L'affaire Fontanille contre Cabaud offre précisément un exemple où l'effet de complaisance est sanctionné civilement à juste titre. Pourquoi ?

Car ici l'engagement de Fontanille a une cause licite : « les opérations critiquées n'avaient aucun caractère fictif, elles avaient une cause licite et valable ». Le banquier, pour consentir à Gorrand l'ouverture de crédit, avait exigé le concours de Fontanille à l'opération ; Fontanille s'était engagé personnellement en acceptant les traites tirées sur lui, et il contracte, envers le tireur et les porteurs, l'obligation de payer les traites qui lui seront présentées à l'échéance. Quelle était la situation juridique de Fontanille ? « Ni créancier ni débiteur, il n'est en « réalité qu'un tiers intervenu, par son acceptation, « comme caution des souscripteurs Gorrand & C^o. » Fontanille a réalisé une promesse de prêt, sous une forme commerciale, en acceptant les traites ; or, il est tout à fait licite de donner un cautionnement efficace sous cette forme exceptionnelle. Fontanille avait du crédit, il l'a mis à la disposition de Gorrand pour lui venir en aide ; en acceptant de donner sa signature, il savait qu'il devrait payer si, à l'échéance, le tireur ne lui envoyait pas les fonds. Son obligation, bien que sans contrepartie d'opération commerciale, ne saurait être nulle, à raison de sa nature même ; elle ne peut être nulle, d'une nullité absolue, que si un texte formel prononce cette nullité. Nous avons vu les objections invoquées par les partisans de la nullité, examinons les réponses apportées dans l'espèce.

Y a-t-il défaut de provision ? Non, la provision est l'existence d'une créance, au profit du tireur contre le tiré, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change ; cette créance n'est pas nécessairement une créance commerciale. Il suffit que cette créance existe réellement, quelle que soit sa cause, pourvu qu'elle soit morale et licite ; il suffit que la dette du tiré soit vraiment

réelle. Dans notre espèce, la provision consiste dans la promesse de prêt, contractée par Fontanille qui est venu en aide à Gorrand: le tiré a consenti, par son acceptation, une ouverture de crédit au tireur et les traites qui ont servi à cette opération sont bien « provisionnées. »

Peut-on invoquer l'art. 1131 du Code Civil ? Y a-t-il un défaut de cause ? Non plus, la cause est ici l'engagement de payer, souscrit par Fontanille, qui a permis, par sa signature, une ouverture de crédit. La cause existe bien et elle est vraie, car les traites portaient mention « valeur en espèces » ; du reste, si elles étaient causées « valeur en marchandises », la cause serait simplement simulée, or, nous avons vu que l'unanimité des auteurs estime que la simple simulation n'engendre pas la nullité, il suffit de faire apparaître la cause réelle. La Cour de Cassation a également adopté ce point de vue depuis un arrêt définitif du 9 Novembre 1891 (V. Req. 9 Nov. 1891-D. 1892-I.151).

Quant à l'argument tiré de l'art. 6 du Code Civil, il résulte du long commentaire que nous avons exposé, qu'il faut distinguer les effets de complaisance qui sont un moyen honnête de procurer le crédit à un commerçant honnête, et ceux qui couvrent des opérations malhonnêtes. Ici Fontanille a contracté une obligation dont la cause est licite et le but n'a rien d'immoral; il doit donc payer. Ce qui serait parfaitement immoral, c'est qu'il puisse se soustraire à son obligation, volontairement contractée.

L'arrêt de 1909 s'efforce donc de combattre le principe de la nullité absolue: il faut, avant de prononcer la nullité ou la validité, examiner si les effets ont un caractère fictif et immoral, ou bien au contraire, s'ils reposent sur une cause licite et valable.

Des décisions intéressantes et nombreuses sont venues confirmer et préciser cette jurisprudence nouvelle.

Le 14 Février 1912, le Tribunal Civil de Corté, statuant commercialement, a rendu un jugement dans une affaire Caitucelli & Rastelli, ès qualité de liquidation judiciaire de Arrighi de Casanova contre la Banque de France; la Banque de France, qui se trouvait créancière de cette liquidation parce qu'elle avait escompté plusieurs traites, ne fut pas admise à produire au passif. Elle fit appel, et la Cour d'Appel de Bastia infirma la décision des premiers juges, par son arrêt du 9 Juillet 1912. Les liquidateurs se pourvirent en cassation, mais la Chambre des Requêtes rejeta leur pourvoi par son arrêt du 1^{er} Mars 1915 (D. 1916-I.241). Pour bien saisir les différentes thèses en présence, il faut résumer rapidement la situation de fait.

Un marchand de grains de Rennes, M. Bertin, est adjudicataire d'un marché passé avec l'Intendance, pour constituer en Corse, pendant 9 ans, un approvisionnement de 17.000 quintaux de blé; il s'arrange avec un minotier de Corté, M. Arrighi, qui s'engage à prêter les magasins à blé et à prendre sur les stocks de blé ancien, une quantité égale à celle des blés de la nouvelle récolte qui arrivent à Corté. Le minotier devait payer à M. Bertin le prix des blés et sacs ainsi prélevés, dans les 60 jours, par traites bancables, à Ajaccio ou à Bastia. Les opérations se déroulèrent régulièrement, lorsqu'en 1907, Bertin décède; la Banque de France se trouve à cette époque créancière de la succession Bertin pour 720.000 frs de traites relatives aux blés, garanties par des titres déposés et par des warrants de blé endossés par elle, et également créancière du minotier Arrighi pour une somme de 240.000 frs, garantie sérieusement. La Banque de France continue des opéra-

tions avec les héritiers de Bertin ; Arrighi travaille aussi avec eux. Les héritiers de Bertin donnent un jour leur signature à Arrighi pour une ouverture de crédit de 300.000 frs; les traites tirées par les héritiers sur Arrighi sont escomptées par la Banque de France. Mais le 6 Juin 1911, Arrighi doit déposer son bilan; la Banque de France, tiers porteur d'effets signés Arrighi, se trouve alors créancière de 429.161 frs. Certaines traites, signées du liquidé judiciaire, avaient pour cause une ouverture de crédit consentie par la succession Bertin à Arrighi, d'autres avaient été tirées par Arrighi sur des clients, boulangers et dépositaires de farine, qui lui avaient acheté de la marchandise; d'autres, enfin, avaient pour cause une promesse de prêt faite par le tiré au tireur.

La Banque de France demande donc à produire au passif, en se prétendant créancière chirographaire, comme tiers porteur de ces nombreux effets. Le tribunal rejette la prétention de la demanderesse car « ces effets étaient « entachés de nullité absolue, comme revêtant un caractère illicite, contraire à l'ordre public, n'étant que des « effets de complaisance, créés pour tromper des tiers « frauduleusement et dans un but intéressé. »

Etant donné l'étude détaillée des faits, il est incontestable que les traites litigieuses étaient bien des effets de complaisance, signées du liquidé judiciaire, qui les avait acceptées ou tirées; elles n'avaient pour cause aucune opération commerciale réelle. Que va décider la Cour d'Appel de Bastia ? Elle infirme la décision des premiers juges et il faut citer les termes mêmes de l'arrêt :

« Attendu que, si les effets de complaisance reposant « sur des créances purement simulées sont nuls faute de « cause, il n'en est pas de même des valeurs de crédit qui,

« à chaque échéance, grâce à une convention de crédit ou
« de prolongation de crédit déjà ouvert, sont retirées de
« ses deniers par le créancier, pour être immédiatement
« remplacées par d'autres valeurs ; qu'un effet de com-
« plaisance peut avoir une *cause réelle et licite* lorsque
« le tiré, qui ne doit rien au tireur, s'est engagé à donner
« à celui-ci la garantie de sa signature, pour lui permettre
« de se procurer des fonds, un pareil engagement cons-
« tituant une promesse unilatérale de payer, ou promesse
« de prêt, que ne prohibent ni la loi ni la morale... qu'au-
« cune loi n'exige que la créance du tireur, pour valoir
« provision aux termes de l'art. 116 C. Commerce, ait une
« cause commerciale, résulte d'une fourniture de mar-
« chandises (1) ; qu'il suffit que cette créance existe,
« qu'elle qu'en soit la cause, pourvu que cette créance soit
« réelle et licite..., que l'acceptation du tiré, qui emporte
« obligation de payer, vaut en conséquence provision
« toutes les fois que cette obligation est réelle et sérieuse...

« Attendu que c'est en invoquant ces principes que la
« Banque de France demande avec raison à être admise,
« comme tiers porteur de bonne foi de tous les effets com-
« pris dans les diverses catégories spécifiées :... que la
« validité des premiers ne saurait être contestée, s'agis-
« sant de traites régulières tirées par Bertin sur Arrighi,
« soit en remboursement des avances faites, en vertu de
« la convention de crédit du 23 Sept. 1902, soit en paye-
« ment de fournitures de marchandises faites par le
« premier au second pour les besoins de son industrie ;
« qu'il doit en être de même des effets de la seconde
« catégorie, ces effets ayant été créés en vertu de la con-

(1) Rien de plus exact : V. *Rep. prat. Lettre de change* N° 136.146.
V. *Lyon-Caen et Renault* 4° T. 3 N° 329.330..

« vention d'ouverture de crédit de 1907, et les fonds
« provenant de la négociation de ces effets ayant été remis
« à Arrighi par la succession Bertin, qui les avait pré-
« sentés à l'escompte. {

« Attendu, quant aux effets compris dans la 3^e caté-
« gorie, qu'il s'agit d'une ouverture régulière de crédit
« faite par un sieur Gambarelli à Arrighi, crédit qui,
« d'après la doctrine et la jurisprudence, peut être utilisé
« au moyen des lettres de change ; que ces effets ont
« donc pour cause la convention de crédit, intervenue
« entre le tireur Gambarelli et le tiré, et pour provision,
« les fonds remis par le tireur au tiré, fonds provenant
« de la négociation desdits effets...

« Attendu, en ce qui concerne les autres effets, tirés
« par Arrighi sur Santini, que Santini, qui, il est vrai,
« ne devait rien à Arrighi, a consenti cependant à lui
« donner la garantie de sa signature, pour lui permettre
« de toucher les fonds dont il avait besoin ; que cet enga-
« gement constitue une promesse unilatérale de payer,
« une promesse de prêt, réalisée sous la forme commer-
« ciale d'une lettre de change acceptée par Santini ; que
« la régularité de l'effet ne peut donc être contestée, du
« moment que la cause véritable de l'obligation est licite,
« et que la convention intervenue entre Arrighi et Santini
« était réelle et sérieuse...

« Attendu, quant aux derniers effets tirés par Arrighi
« sur des clients, qu'ils sont tous réguliers en la forme,
« que la Banque de France en a fourni la valeur, et que
« chacun d'eux porte l'acceptation du tiré, ce qui, aux
« termes de l'art. 117 C. Com. suppose la provision et en
« établit la preuve à l'égard des endosseurs.

« Attendu en droit que, dès qu'une lettre de change est

« régulière en la forme, le porteur est fondé à tenir pour
« bon et valable le contenu de l'effet ; qu'il n'est aucu-
« nement tenu d'examiner, au moment de la négociation
« qui lui est faite, si la cause licite qui s'y trouve exprimée
« est réelle, ou si les conditions que l'existence du titre
« peut révéler ont été exécutées.

« Attendu que pour déclarer la Banque de France dé-
« chue de ses droits, il faudrait démontrer sa mauvaise
« foi.

« Attendu que cette preuve n'est pas rapportée... »
L'arrêt de la Cour d'Appel montre très bien qu'il peut y
avoir de bons effets de complaisance qui doivent juridi-
quement être validés ; ce qui est curieux dans l'espèce,
c'est que la bonne foi de la Banque de France, tiers por-
teur des effets litigieux, ne pouvait pas être contestée ; dès
lors, même si les effets avaient été déclarés nuls, cette
nullité ne lui était pas opposable, car nous verrons qu'un
titre à ordre, transféré par endossement régulier confère
au porteur de bonne foi le droit d'exiger le paiement de
quiconque a apposé sa signature sur le titre : (souscrip-
teur, endosseur, avaliseur...).

Il faut enfin noter que la Cour esquisse déjà une théorie
basée sur la notion abstraite du change, que nous étudie-
rons en détail ; signalons au passage cet attendu : « Dès
« qu'une lettre de change est régulière en la forme, le
« porteur est fondé à tenir pour bon et valable le contenu
« de l'effet. »

Un pourvoi en cassation fut formé par les liquidateurs ;
la Cour Suprême a rejeté le pourvoi, estimant que la Cour
de Bastia avait bien jugé en droit. Par son arrêt du 10
Mars 1915, la Chambre des Requêtes confirma la distinc-
tion qu'il faut faire entre les bons et les mauvais effets

de complaisance, les premiers reposant sur une cause licite et valable.

Cette jurisprudence, bien établie par la Cour Suprême, fut assez longtemps critiquée par les juridictions inférieures, mais bientôt cette résistance devait s'affaiblir. Le Tribunal de Commerce de Roanne l'expliqua dans un jugement intéressant du 25 Octobre 1922 (R.D.B. 1923-319).

La Banque Régionale du Centre avait reçu de la Société des Verreries du Roannais, deux effets tirés sur un nommé Perron, qui les avait revêtus de son acceptation. Poursuivi pour non paiement, l'accepteur objecta que « les effets étaient uniquement fictifs » car il ne devait rien à la Société tireur et « n'avait accepté ces traites que par complaisance, et pour procurer à la société du crédit auprès de la banque, qui était d'ailleurs parfaitement au courant de l'opération. » Par son jugement, le Tribunal de Commerce admit qu'en effet, la banque était au courant de la situation : « elle savait en recevant les effets que Perron, tiré accepteur, n'avait jamais reçu de provision. » Mais rappelant la jurisprudence antérieure, il ajoute « La signature apposée volontairement sur les lettres de change par le tiré constitue la réalisation d'un contrat antérieur de garantie, obligeant le signataire au paiement des effets ; on assimile le tiré à un tiers, intervenant par son acceptation comme caution du souscripteur. » Appliquant ce principe, le tribunal estime que, dans l'espèce, on se trouve en présence d'une opération réelle et licite, une ouverture de crédit réalisé ouvertement entre Perron, le banquier escompteur, et la Société des Verreries, au moyen de l'émission des deux effets de complaisance.

En effet, « la Société des Verreries tire sur Perron les

« deux traites litigieuses, bien qu'il ne soit pas débiteur
« vis-à-vis d'elle ; cette émission d'effets n'eut lieu qu'a-
« près un accord entre les parties ; la Société demande
« ensuite à Perron son acceptation, nécessaire pour que la
« Banque Régionale du Centre escomptât les effets. Perron
« promet cette acceptation, sans quoi la Société n'eût pas
« tiré les effets ; l'acceptation qu'il y apposa constituait
« donc bien la résiliation de la garantie promise ; Perron
« est donc bien débiteur vis-à-vis de la Banque... » Le
jugement démontre en des termes irréprochables que
l'opération n'avait aucun caractère fictif, mais était par-
faitement licite et devait être reconnue valable : par
l'apposition de sa signature sur la traite, le tiré réalise
un contrat antérieur de garantie. Des obligations actives
et passives naissent : même la partie qui a connu le
caractère de complaisance, a une action en justice com-
plète afin d'obliger le tiré au paiement. Une telle solution
n'a rien d'illicite ni d'immoral, au contraire, par sa pro-
messe de payer, Perron avait fait avancer par la Banque
une somme très importante, 100.000 francs.

Soustraire à son engagement, celui qui avait signé en
pleine connaissance de cause, voilà ce qui serait profon-
dément immoral (1). L'opération avait une cause licite et
valable, aucune disposition légale ne s'opposant à ce qu'un
cautionnement soit fourni par lettre de change. Le tiré
qui accepte ainsi, par complaisance étant considéré comme
une caution vis-à-vis du porteur de l'effet, les principes
ordinaires du droit relatif aux obligations de la caution
doivent donc recevoir leur application.

(1) D' autres décisions similaires ont validé les effets de complai-
sance, lorsque le tiré accepteur peut être assimilé à une caution du
tireur ; signalons Paris 16 Juin 1926, D. H. 1926-424 ; Cass. 12 Mars
1928, R. D. B. 1929-75 et S-1928 - I. 363.

Le Tribunal de Commerce de la Seine s'est rallié à cette opinion assez tardivement ; la première décision dans ce même sens est, à notre connaissance, en date du 5 mai 1924 (R.D.B. 1925 page 212) « L'acceptation du tiré par complaisance en vue d'assurer un crédit est valable... » Cette solution apparaît à cette époque d'autant plus certaine que la loi du 8 Février 1922, Art. 2, abroge l'alinéa 7 de l'Art. 110 du Code de Com. : la mention de la valeur fournie n'a plus besoin d'être exprimée. Puisque la cause de la lettre de change ne s'énonce plus, il faut et il suffit que sa cause soit licite. Le jugement précité fait l'application de ce principe « l'intérêt qu'a le président du conseil d'administration d'une société à user de son crédit personnel pour permettre à cette société d'attendre des circonstances plus favorables, constitue le juste motif d'une acceptation, indispensable à la bonne marche des affaires de la société. »

Puisque cet industriel avait un crédit personnel, il avait le droit d'en disposer ; le bénéficiaire est la société qu'il préside ; peu importe, ce fait n'est pas suffisant pour décider que l'opération est illicite. Plusieurs juridictions avaient, avant le Tribunal de Commerce de la Seine, adopté cette distinction entre bons et mauvais effets de complaisance. Citons entre autres :

Trib. Comm. Nantes, 21 Juin 1911, Rec. Nantes 1911-I-427 ; 24 Août 1913, Rec. Nantes 1913-1-57 ;

Nancy, 18 Novembre 1913, Gaz. Pal. 1913-2.646 ;

Lyon, 21 Mai 1913, Le Droit 31 Mai 1913 ;

Douai, 10 Avril 1913, 29 Mai 1913, Rec. Douai 1913-265 ;

Trib. Comm. Marseille, 21 Juillet 1914, Rec. Mars. 1916-I-52 ;

Trib. Comm. Nantes, 4 Octobre 1923, Gaz. Pal. 1924 I-147.

Nancy, 3 Décembre 1923, Gaz. Pal. 1924 I-147.

Le Tribunal de Commerce de la Seine ne devait pas s'en tenir à sa décision prise en date du 5 Mai 1924 ; en effet, par un jugement du 20 Mai 1925 (R.D.B. 1925. 397) les magistrats consulaires vont bien plus loin, respectant la parfaite logique et les principes juridiques. La cause de l'engagement pris par le tiré accepteur existe en dehors de la traite qui le soutient, qui le « véhicule » ; dès lors, un effet de complaisance, fût-il purement fictif, doit toujours être valide, parce que la cause d'un tel effet résulte de l'engagement de payer, librement assumé par l'accepteur qui appose sa signature. Examinons dans quelle espèce le tribunal applique cette nouvelle conception.

Le 6 Février 1925, un sieur Fery avait pris un jugement par défaut contre un sieur Buchard, qui fait opposition : « La demande qui a donné lieu au jugement précité, tend
« au paiement de 150.000 frs, montant de trois traites de
« 50.000 frs chacune, tirées de Paris le 5 Septembre 1924,
« par Verdun sur Buchard, stipulées payables le 5 Dé-
« cembre 1924, endossées à l'ordre de Fery, qui s'en
« présente porteur, toutes trois impayées à leur échéance,
« protestées et enregistrées. »

Buchard soutient qu'il avait accepté ces traites à découvert et qu'un accord était intervenu entre lui et le tireur, en vertu duquel ces trois traites devaient être « mobilisées » en portefeuille ; or, disait-il, c'est à l'insu de Verdun le tireur, que Bondeaux le bénéficiaire, les avait mises en circulation. A cette argumentation, le tribunal répond : « qu'en acceptant ces traites, Buchard s'est
« engagé à en payer le montant ; que, si même, ainsi qu'il

« l'allègue, il s'agit de traites de complaisance, il convient
« d'observer que la loi, tout en envisageant la circulation
« des effets de complaisance comme un procédé coupable,
« et en faisant même de sa répétition un délit (Code de
« Comm. Art. 585 § 3) ne frappe point de nullité ces dits
« effets...

« Attendu que l'obligation ainsi contractée n'est pas
« sans cause que la cause est l'engagement de payer.

« Attendu que de tels effets ne sauraient être confondus
« avec ceux collusoirement créés, c'est-à-dire ceux qui ne
« sont créés que dans un but de fraude et de tromperie.

« Attendu que la promesse faite par Verdun à Buchard
« ne peut être invoquée à l'encontre de Fery, alors qu'il
« n'est pas autrement justifié que ce dernier soit un tiers
« porteur de mauvaise foi.

« Attendu, au surplus, qu'il n'est pas rapporté la preuve
« que Bondeaux, bénéficiaire des traites dont s'agit, ait
« pris un engagement conforme au désir de Buchard et
« même de Verdun.

« Attendu que foi est due au titre ; qu'accepteur,
« Buchard se doit à sa signature ; qu'il convient en con-
« séquence de l'obliger au paiement de la somme de
« 150.000 frs, montant total des traites litigieuses, en fai-
« sant droit à la demande. »

Le tribunal a donc débouté Buchard de son opposition, et de nouveaux principes sont mis en évidence : Foi est
« due au titre ; celui qui accepte se doit à son accepta-
« tion... la cause est l'engagement de payer... » Nous
reviendrons sur cette décision quand nous ferons, après
l'analyse de la jurisprudence, la synthèse pour dégager
notre opinion ; déjà nous disons que ce jugement marque
un heureux progrès. Il n'est, en somme, que l'application

des alinéas 1 et 2 de l'art. 117 du Code de Com. « l'acceptation suppose la provision et en établit la preuve à l'égard des endosseurs » ; il n'est d'autre part qu'une conséquence de l'art. 121 alinéa 1 du même code : « celui qui accepte une lettre de change, contracte l'obligation d'en payer le montant » Ce jugement démontre que le tiré accepteur devient débiteur personnel du porteur et ne peut se prévaloir contre lui des exceptions qu'il aurait pu opposer au tireur (1). Ce jugement qui a poussé à fond la validité des effets de complaisance n'a malheureusement pas été suivi.

En effet, après cette décision qui pouvait faire espérer le départ d'une jurisprudence nouvelle, nous trouvons de nombreux arrêts qui prononcent la nullité des effets de complaisance, en se basant sur la théorie de la cause. Les plus intéressants émanent des juridictions suivantes :

Trib. de Com. Lyon, 26 Août 1926, Gaz. Pal. 1926 2.623 ;

Trib. Civil Montpellier, 22 Juil. 1926, Gaz. Pal. 1926 2.623.

Montpellier, 26 Janvier 1927, S. 1930 2.108 ;

Lyon, 25 Juil. 1927, D. 1928 2.163.

Mieux que tout commentaire, nous allons étudier l'arrêt de la Cour de Montpellier. Il s'agissait d'une valeur de 15.711,25 tirée sur un commissionnaire-expéditeur G... habitant Pommerols, par un commerçant F... de Marseille ; ce titre fut protesté, faute de paiement le 17 Juin 1925 et la banque, la Cie Algérienne, assigna le tiré en paiement,

(1) Le tiré accepteur peut, du reste, après avoir payé le tireur, recourir contre le tireur, s'il peut prouver que ce dernier a tiré sur lui la traite à découvert et ne lui a pas fourni provision ; car la présomption établie par l'art. 117, alinéa I, que le tiré a reçu la provision, peut être combattue par la preuve contraire. En ce sens, V. Tr. Com. Poitiers 28 Avril 1930 : G. P. 1930-2-107.

devant les juges consulaires d'Agde. Par un jugement du 22 juillet 1926, le tiré fut condamné au paiement ; il fit appel de cette décision devant la Cour de Montpellier.

Le titre litigieux est un mandat émis le 9 Janvier 1925, à échéance du 15 Mars suivant, pour valeur en marchandises. Il s'agit bien d'un effet de complaisance : « Attendu « qu'il résulte des justifications produites, que cet effet « rentre dans la catégorie des effets de complaisance ; « qu'à aucun moment, C... le tiré n'a reçu de F..., le tireur, « ni en marchandises, ni en espèces la contrepartie du « mandat tiré sur lui... ; qu'il l'a, il est vrai, accepté, « qu'il a ainsi facilité au tireur l'usage d'un crédit factice, « que, quelque grief qui lui soit adressé de renier sa « signature, il demeure fondé à invoquer les vices de son « engagement ». La Cour repousse ici, nettement, la thèse invoquée par l'intimé, que le tiré accepteur s'engage valablement par le seul fait d'apposer sa signature sur le titre, et l'arrêt continue : « Attendu que l'acceptation du tiré, « sans observation ni réserve, n'a pas effacé la nullité « dont la traite était entachée ; qu'elle n'a contribué qu'à « donner à un instrument fictif de crédit les apparences « de la sincérité ; qu'une lettre de change de complaisance n'est, en définitive, qu'une traite tirée sans traction commerciale sur un correspondant qui l'accepte « (Code de Com., art. 115) ; qu'une pareille opération, « n'ayant d'autre fondement qu'un concert frauduleux « masqué par une fausse cause, est radicalement nulle au « regard de tous ceux qui y ont collaboré sciemment. » La banque avait prétendu également que cette traite était destinée à couvrir une ouverture de crédit sollicitée par F., de sorte que les tirés ne seraient, en réalité, que les cautions du tireur ; l'argument semblait d'autant plus

sérieux qu'entre la banque C^{ie} Algérienne et le sieur F., il y avait toute une catégorie d'effets classés sous une rubrique « Effets spéciaux ». Mais la Cour a répondu : « Cette traite a été escomptée à une époque qui n'est pas « concomittante à aucune ouverture de crédit au profit de « F. ; que cette traite fait partie d'une abondante circu- « lation d'effets de complaisance qui a permis à F. de « dissimuler assez longtemps sa situation critique ; que « ce résultat n'a pu être obtenu qu'avec le concours des « banques dont il était client, en particulier de la C^{ie} « Algérienne ; que celle-ci ne saurait donc se prétendre « tiers porteur de bonne foi et contraindre le tiré C. au « paiement. » Par ces motifs la Cour a jugé que « la « traite est faussement causée valeur en marchandises et « ne correspond pas à une opération commerciale réelle » ; elle a infirmé le jugement entrepris et déchargé le tiré des condamnations prononcées contre lui.

Cet arrêt base la nullité de la traite sur la théorie de la cause, mais pour refuser au banquier, qui avait refusé l'effet, toute action contre l'accepteur, il prend soin de constater que, non seulement le banquier avait connaissance du caractère de complaisance des acceptations, mais aussi qu'il « s'était associé aux mauvaises manœuvres « destinées à assurer au tireur la prolongation d'un cré- « dit sur son déclin ». L'arrêt de la Cour de Lyon (25 Juillet 1927) insiste sur un point semblable : « la banque « qui a escompté les traites avait agi, en pleine connais- « sance de cause : situation obérée du tireur et ses agis- « sements pour se procurer des fonds ». L'intérêt de ces deux décisions réside surtout dans l'ensemble de leurs motifs ; après avoir défini l'effet de complaisance, après avoir prononcé sa nullité pour fausse cause, ils établissent

le concert frauduleux de tous ceux qui ont collaboré à l'opération, spécialement du banquier escompteur, et ainsi, ils répondent d'avance à tout pourvoi en cassation qui se baserait sur la distinction juridique consacrée par la Chambre des Requêtes en 1912. Ces arrêts estiment que seulement, accidentellement et rarement la validité d'un effet de complaisance pourra être prononcée ; c'est pourquoi ils s'efforcent de prouver qu'en fait, le tiré, par son acceptation, n'avait pas pour but d'apporter au tireur un appui légitime, et que les banquiers escompteurs, étant de mauvaise foi, savaient très bien que les tirés ne paieraient pas l'effet présenté à l'échéance.

Au contraire, quelques semaines après, la Cour de Montpellier n'hésitait pas à prononcer la validité d'une traite de complaisance : arrêt du 8 Novembre 1927 (R.D.B.1929, p. 128). Dans cette espèce, l'appui fourni au tireur par le tiré accepteur était légitime, et la traite avait une cause légitime : il s'agissait d'effets créés en vertu d'une ouverture de crédit, pour procurer au banquier, par leur aval, une garantie supplémentaire, exigible seulement en raison de leur renouvellement prévu au moment de l'arrêté du compte. La Cour a jugé : « malgré la forme
« de lettres de change qu'ils revêtaient, ces effets consti-
« tuaient en réalité des billets à ordre, ne pouvant être
« considérés comme fictifs... ; souscrits pour le rembour-
« sement et la garantie d'une dette reconnue, ils ont une
« cause légitime, une utilité manifeste et une valeur légale
« certaine. »

Nous retrouvons donc la distinction : l'effet de complaisance sera bon et valable lorsque le tiré entend faire profiter un commerçant de son crédit ; il sera mauvais et frappé de nullité lorsqu'il consiste en manœuvres d'un

commerçant dont la situation est obérée, manœuvres pour prolonger son crédit, et aggraver ainsi sa situation en la dissimulant.

Un arrêt de la Cour de Paris (13 Novembre 1926, D.H. 1927, p. 73) affirme également que « le défaut de provision, même connu du tiers porteur, ne dispense pas le « tiré accepteur de payer le montant de la traite quand « son acceptation répond à un engagement sérieux qu'il « a pris, soit avec la volonté de cautionner volontairement le tireur, soit dans la pensée qu'il serait couvert « avant l'échéance... ; qu'en pareil cas, il n'y a pas traite « fictive ou de complaisance, nulle pour défaut de cause, « et le tiers porteur, même instruit de l'absence de provision, a le droit d'exiger l'exécution de l'obligation « sérieuse que le tiré a, par son acceptation contractée « librement, à ses risques et périls ».

Dans l'espèce, un acheteur s'était engagé à payer un acompte déterminé avant toute livraison de marchandise. Cet acheteur accepta des traites, mais les marchandises ne lui furent pas livrées ; il était cependant tenu envers le porteur des effets acceptés par lui, car « son acceptation n'est que la reconnaissance de l'obligation sérieuse « résultant, à sa charge, des clauses du contrat de vente ».

En 1928, la Cour de Cassation a rendu un arrêt qui doit retenir notre attention, car c'est la première décision émanant de la Chambre Civile ; quelle est la position prise par cette Chambre ? Va-t-elle suivre la thèse adoptée par la Chambre des Requêtes depuis 1912 ? Cet arrêt fut rendu le 16 Juillet 1928 (S. 1929-1-57) sur pourvoi d'un arrêt de la Cour d'Alger du 20 Février 1924. Il faut

d'abord citer les motifs, nous ferons ensuite l'examen critique : « Attendu que la traite du 29 Juin 1920, tirée
« sur M... par V... à l'ordre de la Société Générale, n'avait
« été souscrite par ce dernier que pour faciliter le règlement du découvert de M..., vis-à-vis de cette banque ;
« que simple mandataire de M..., non seulement V... ne
« devait personnellement rien à la Société Générale avant
« la création de cette traite, mais qu'en la souscrivant il
« n'avait entendu nullement garantir la dette d'autrui.
« Attendu que, en déclarant ainsi sans cause à l'égard
« du tireur la lettre de change litigieuse, les juges du
« fond n'ont fait qu'user de leur pouvoir souverain
« d'appréciation ; qu'en cet état des faits, c'est à bon
« droit qu'ils ont débouté la Société Générale de sa
« demande ; que leur décision, loin de violer les règles
« qui régissent le paiement des lettres de change, en a
« fait au contraire une exacte appréciation ; qu'en
« effet, d'une part la nullité tirée de l'absence de cause
« peut être invoquée par le tireur contre le bénéficiaire
« qui ne saurait être de bonne foi, ce qui est le cas de
« l'espèce ; que d'autre part, il importe peu que M... fût
« ou non débiteur réellement de la somme figurant à la
« lettre de change ; que celle-ci étant déclarée nulle, le
« pourvoi est mal fondé à soutenir que V... est tenu à
« raison d'une solidarité qui n'existe entre le tireur et
« l'accepteur que dans le cas où l'effet est déclaré valable
« à l'égard de celui qui en est porteur. D'où il suit que
« l'arrêt attaqué n'a violé aucun texte ; par ces motifs,
« rejette... »

La première question est de savoir si cette traite tirée le 29 Juin 1920 par V... sur M... à l'ordre de la Société Générale, est un effet de complaisance, car la Cour de

Cassation ne prononce pas le mot une seule fois au cours de son arrêt. Il n'y a aucun doute, cette traite litigieuse est bien de complaisance : selon un principe nettement établi (notamment répété par l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Mars 1928) (1) « la complaisance résulte moins de l'absence de provision que de l'absence chez le signataire complaisant de s'obliger réellement, vis-à-vis des tiers ». Ici, le tireur « ne devait rien personnellement à la banque et n'entendait pas garantir la dette d'autrui ». L'effet est donc bien de complaisance, le signataire complaisant est le tireur.

La Cour d'Alger avait prononcé la nullité de la traite et refusé toute action à la banque ; la Cour Suprême rejeta le pourvoi. Pourquoi ? Sur quel fondement juridique s'appuie-t-elle ? La Chambre Civile invoque l'art. 1131 du Code Civil et base sa décision, non pas sur la fausseté ou l'immoralité de la cause, mais sur l'absence de cause (2). Nous avons déjà critiqué ce recours à l'art. 1131, il y a toujours une cause : « La cause sera l'envoi « de fonds que le tireur a fait au tiré pour payer la « traite, où l'avance que le tiré entend faire au tireur ». Cependant, il semble que dans l'espèce, l'engagement du tireur est bien sans cause, car ici le rôle de complaisant est joué par le tireur et non par le tiré ; le tiré sera obligé de payer à l'échéance, car il détient les fonds provenant de l'escompte ; le tireur est donc engagé sans cause.

(1) Req. 12 mars 1928 S. 1928 I. 361. C'est aux juges du fond d'apprécier si l'effet est purement fictif, ou s'il y a une cause licite et valable ; dans l'espèce les juges avaient ordonné une expertise pour établir ce point.

(2) A la même époque, dans le même sens. Trib. Com. de Lille, 26 Juin 1928. Semaine Juridique 1928-371.

M. Lescot, qui a annoté cet arrêt, estime que dans les effets de complaisance, l'engagement du complaisant est nul, non pas en vertu de l'art. 1131, mais parce que « cet engagement n'est intervenu qu'en apparence, parce qu'au fond le signataire n'a pas voulu entrer réellement dans les liens du change ; en ce qui concerne les parties à la convention de complaisance, ce n'est pas de nullité, mais bien plutôt d'inexistence de l'obligation cambiaire qu'il faut parler ; c'est cette convention qui est entachée de nullité, et de nullité d'ordre public, aux termes de l'art. 6 du Code Civil ». Nous repoussons tout d'abord cette idée : souvent, le complaisant a l'intention de s'engager et la convention de complaisance peut être parfaitement licite (hypothèses déjà rencontrées d'ouverture de crédit, de prêt mutuel...). De plus, même au cas où la convention de complaisance serait illicite, et où tireur et tiré n'ont pas voulu s'engager cambiairement, pourquoi ce tireur et ce tiré ne sont-ils pas libérés envers le porteur de bonne foi ? L'objection est sérieuse ; M. Lescot l'a prévue et répond que les effets de commerce constituant une monnaie fiduciaire, il a bien fallu assurer leur circulation rapide et sûre ; dans ce but, il faut admettre « qu'une traite étant régulière en la forme, le cessionnaire est fondé à tenir son contenu pour bon et valable ». Les signataires doivent songer que le titre peut être remis à un porteur de bonne foi ; ils acceptent le risque vis-à-vis de ce tiers, et dès lors, ils sont obligés au paiement de la dette cambiaire.

Il est parfaitement exact que la circulation des effets de commerce doit offrir le maximum de sécurité ; c'est la condition même du succès d'un instrument de crédit, basé sur la confiance que les porteurs successifs doivent lui accorder. Notre opinion se trouve à nouveau confir-

mée : la solution idéale et logique ne serait-elle pas que, précisément, par le fait même de l'apposition volontaire de sa signature sur le titre, le signataire complaisant se trouve engagé ? La réalité de la signature ne devrait-elle pas signifier l'existence d'un engagement ? Déjà cette thèse apparaît comme la seule justifiable ; nous la développerons comme conclusion.

L'évolution de la jurisprudence établie suit son cours ; un effet de commerce n'est pas nul automatiquement, par cela seul qu'il n'est pas le règlement d'une opération commerciale antérieure. Au contraire, de tels effets peuvent être émis en vertu de conventions parfaitement licites, par lesquelles une des parties met son crédit au service de l'autre. Le Tribunal de Commerce de Lyon a jugé que sont valables des effets de commerce acceptés en reconnaissance de prêts (Trib. Com. Lyon, 24 Janv. 1929, D.H. 1930, sommaire p. 5) : « Doit être condamné à payer le montant « des traites acceptées par lui, le tiré qui les a signées en « reconnaissance de prêts, à lui faits, pour lui permettre « de développer son commerce ». Le tiré avait plaidé en vain que son obligation était nulle, en invoquant l'art. 1131 sur la fausseté de la cause ; il avait soutenu que les fonds versés ne l'étaient pas à titre de prêt, mais d'apport à une société en participation. Il résultait des circonstances de la cause qu'il y avait bien eu prêt et non participation ; les juges ont également repoussé un argument du tiré qui prétendait que sa signature lui avait été extorquée par violence au cours d'une maladie, car aucune preuve de ces faits n'était rapportée. Dans ces conditions, en fait et en droit les magistrats consulaires de Lyon ont rendu un jugement irréprochable.

Le 25 Août 1931, le Tribunal de Commerce de Boulogne

rendit à son tour un jugement particulièrement intéressant à étudier (Trib. Com. Boulogne-s.-Mer, 25 Août 1931, Semaine Juridique 1932-III). Voici les faits résumés : un commerçant, M. Rougeolle, tire une traite de 15.000 frs sur un entrepreneur, Lequentre, à l'ordre du Crédit du Nord ; à l'échéance du 30 Avril 1931, la Société du Crédit du Nord fut obligée d'assigner Lequentre en paiement de cet effet, accepté par lui ; la demande fut repoussée, le défendeur soutenant qu'il s'agissait d'un effet de complaisance dont la Société du Crédit du Nord n'ignorait pas le défaut de cause. Lequentre souleva devant le Tribunal trois exceptions : 1° le caractère de l'effet dit de complaisance ; 2° la nullité de cet effet ; 3° la mauvaise foi du tiers porteur, et il demanda une enquête pour appuyer ses dires.

Pour statuer sur le premier point, le Tribunal repoussa la nécessité d'une expertise : la seule question intéressante était, en effet, de savoir si, dans les rapports de Lequentre et du tiers porteur, la traite litigieuse, même considérée comme effet de complaisance est nulle.

Lequentre concluait à la nullité en invoquant le défaut de cause de cette traite, et en prouvant que son acceptation avait été de pure complaisance. Qu'a décidé le Tribunal ? Avant de se prononcer sur l'espèce, les juges ont posé des principes généraux, voulant déterminer la nature des effets de complaisance. Il est bon de connaître les termes du jugement : « La jurisprudence considère qu'il « existe deux sortes d'effets de complaisance : les effets « de mobilisation de crédit ou de circulation et les effets « fictifs ou de crédit... Attendu que l'effet de circulation « est celui qui est tiré par un fournisseur, sur l'un de « ses clients, en représentation d'une marchandise livrée,

« mais avant l'exigibilité du prix de cette marchandise ;
« qu'en cette espèce, il serait impossible de juger que
« l'effet n'aurait pas de cause et qu'il serait nul.

« Attendu que l'effet fictif ou de crédit s'interprète dans
« une convention bancaire licite, si le consentement du
« tiré a été donné en connaissance de cause, sa signature
« valant alors comme caution ; que cet effet, bien qu'alors
« faussement causé, puisque spécifié valeur en marchan-
« dise, n'est pas nul. »

Cette distinction entre effets de mobilisation (1) et effet résultant d'une convention bancaire, est heureusement rappelée et précisée ; les premiers sont toujours valables, les seconds le sont à condition que le tiré accepteur ait eu l'intention de s'obliger.

Dans l'espèce, le Tribunal de Commerce fait une application intéressante des principes rappelés : « Attendu
« qu'il importerait (ce que Lequentre ne tente d'ailleurs
« pas) de rapporter la preuve que sa signature a été don-
« née sans intention de l'obliger, ou à la suite d'une
« erreur ou de dol. Attendu qu'à défaut de cette preuve,
« qui n'est pas établie, le Tribunal peut considérer
« comme valable l'effet présenté en recouvrement par la
« Société du Crédit du Nord. » Au tiré accepteur de faire la preuve difficile que, malgré l'apposition de sa signature, il n'avait pas l'intention de s'engager cambiairement ; à défaut de cette preuve, l'effet est considéré comme valable.

Le jugement approfondit ensuite la question de la mauvaise foi du porteur (2) et conclut : « Attendu que, dans
« ces conditions, il est inutile de procéder à une mesure
« d'instruction qui se révélerait particulièrement inopé-

(1) V. Montpellier 8 Nov. 1927, précité.

(2) V. mauvaise foi, infra.

« rante ; que Lequentre doit s'en prendre à lui-même de
« son imprudence, ayant accordé une signature qui ne
« peut être que valablement interprétée, puisque libre-
« ment consentie ; qu'étant commerçant, il devait bien
« connaître toute l'importance attachée à une signature
« apposée sur un effet de commerce. Par ces motifs : le
« Tribunal déclare Lequentre irrecevable dans ses offres
« de preuve et d'expertise ; le condamne au paiement ».

Dans ses derniers attendus, le jugement nous apparaît hautement intéressant ; semblant faire appel à un simple argument de logique et de bon sens, le Tribunal de Commerce rejoint notre opinion personnelle : un commerçant qui signe volontairement doit savoir qu'il s'engage ; hormis les cas très exceptionnels où sa signature lui aura été extorquée, il contracte une obligation sérieuse. Nous établirons que cette thèse est non seulement en accord avec la logique de l'esprit, mais aussi pleinement conforme aux principes juridiques. Le Tribunal de Boulogne a pressenti la nouvelle orientation de la jurisprudence, mais l'effet litigieux étant valide pour d'autres raisons, il n'a pas osé pousser à fond la thèse de la validité, pour éviter sans doute un appel et un pourvoi. Cependant, cette décision vient à nouveau renforcer notre conclusion.

La Chambre des Requêtes à nouveau confirme sa distinction entre bons et mauvais effets de complaisance (Req. 26 Janv. 1932, S. 1932-1-103). Les effets sont valides si leur cause est licite ; dans l'espèce, aucun doute ne pouvait subsister. Le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Amiens du 8 Juillet 1931 fut rejeté : « Attendu que,
« lorsque des traites de complaisance acceptées par le tiré
« ont eu pour but et pour effet de faciliter au tireur une
« ouverture de crédit dans une banque, laquelle, à défaut

« de paiement des traites, a obtenu du tiré, en vue du
« règlement de ces effets de commerce, un acte authen-
« tique de cautionnement complémentaire, avec garantie
« hypothécaire pour le montant des traites, c'est à bon
« droit que le tiré, ayant fait opposition au commande-
« ment à lui signifié par la banque en vertu de cet acte,
« a été débouté de son opposition et condamné au paie-
« ment des effets (C. Com. 110, 115)... Attendu qu'en effet,
« les acceptations signées par le tiré s'appliquaient à des
« traites qui avaient une cause valable et licite à l'égard
« du banquier, et l'acte complémentaire de garantie, qui
« avait pour but de nover l'obligation consentie envers
« lui, n'était entaché, en raison du caractère de complai-
« sance des effets, d'aucune cause de nullité, le fait par
« le banquier d'être au courant de la nature de l'opéra-
« tion ne pouvant, à lui seul, le faire considérer comme
« un porteur de mauvaise foi. »

Il est, aujourd'hui, incontestable que l'effet de complai-
sance est validé lorsque le tiré a voulu faciliter une ouver-
ture de crédit au tireur. L'opération est valable, même si
le porteur a su qu'il n'y avait pas transaction commer-
ciale réelle. Dans l'espèce, la validité devait nécessaire-
ment être prononcée : d'une part, il était bien établi que
la création de la traite litigieuse n'avait eu lieu que pour
« faciliter au tireur une ouverture de crédit », d'autre
part, ce qui aurait supprimé toute hésitation, le tiré avait
souscrit, au profit du tireur, un acte authentique de cau-
tionnement avec garantie hypothécaire sur tous ses biens,
pour sûreté des effets créés. Le tiré accepteur ne pouvait
donc pas chercher à se dégager de l'engagement pris par
lui : l'effet était valable parce que l'opération était licite.

Mais, parfois, décider que l'effet sera valide ou nul, est

assez délicat : nous en avons un exemple dans une affaire évoquée devant la Cour de Riom. En première instance, le Tribunal de Commerce du Puy avait jugé que des effets de complaisance étaient réguliers et devaient être sanctionnés civilement ; la Cour d'Appel a infirmé le jugement.

Le litige était le suivant : un commerçant, Vassel, avait produit à la liquidation de la société à responsabilité limitée Marthond & Bonnefoux pour une somme de 121.574,50. Les premiers juges avaient admis dans son entier cette créance : la masse des créanciers et le liquidateur judiciaire concluaient à ce qu'il en fût déduit la somme de 70.761,05, montant total d'effets de complaisance, tirés par la société Marthond et Bonnefoux sur Vassel et acquittés par celui-ci.

Devant la Cour d'Appel, deux questions étaient à résoudre : ces effets de commerce étaient-ils bien de complaisance ? Si oui, étaient-ils frappés de nullité ? La cour a résolu ce litige par son arrêt du 3 Mai 1932 (D.P. 1934 2.84) elle estime d'abord qu'il s'agit bien de traites de complaisance, et c'est à juste titre... « Attendu que Vassel, « lui-même, reconnaît que les effets dont s'agit consti-
« tuaient de purs effets de complaisance, et qu'on ne
« saurait leur contester sérieusement ce caractère, en
« présence d'un bordereau qui les accompagne, et surtout
« d'une lettre missive adressée le 4 Mars 1927 par Vassel
« à la société Marthond et Bonnefoux, où figure le passage
« parfaitement explicite ci-après ; « Selon le désir de
« votre lettre d'hier, j'accepte vos traites de 9.108,75 ;
« 8.441,10 ; 9.425,50 ; 9.446,55 ; 9.710,20 ; 9.320,50, for-
« mant un total de 55.452,60, aux échéances des 31 Mars
« et 25 Mai prochains. Il est bien entendu que vous paierez
« vous-même ces traites à leur échéance, et j'agirai de

« même pour celles que je fournirai sur vous aux mêmes
« échéances et pour le même total et que vous voudrez
« bien également accepter. »

De semblables traites sont évidemment de complaisance ; ne pouvant invoquer l'art. 1131 du Code Civil (la cause de l'obligation est, ici, la promesse d'envoyer les fonds à l'échéance), l'arrêt poursuit : « Attendu que les effets de
« complaisance sont, en principe, nuls, par application de
« l'art. 6 du Code Civil ; qu'en effet, leur création qui a
« pour but de permettre à un commerçant de se procurer
« des fonds au moyen d'une circulation d'effets, prévue
« et réprimée par les art. 585 du Code de Comm. et 402
« du Code Pénal, sous la qualification de banqueroute
« simple, constitue un convention dérogeant aux lois qui
« intéressent l'ordre public.

« Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont
« prétendu justifier, par une évolution des mœurs com-
« merciales, à la fois les effets de complaisance en général,
« et les agissements de la société M... et B... en particulier
« et en l'espèce. » La Cour repousse la thèse qui recon-
naitrait valables et justes tous les effets, même de com-
plaisance ; sans doute elle admet dans certains cas « la
« validité des effets de commerce créés alors qu'une
« provision correspondant à leur montant n'existait pas
« encore, parce que ce montant représente soit le prix de
« fournitures à effectuer réellement, soit le chiffre d'un
« contrat d'ouverture de crédit, par lequel le tireur s'est
« engagé à aider éventuellement le tireur de ses deniers. »
Or, dans l'espèce, ces circonstances ne se rencontraient pas : il résultait de la lettre citée, non seulement qu'aucune livraison de marchandise par la Société n'était stipulée, mais que Vassel lui-même, loin d'ouvrir un crédit à la

société, ne lui permettait de tirer des traites sur lui, qu'à la condition expresse d'être couvert de leur montant avant l'échéance.

L'arrêt conclut que « l'on se trouve donc en présence
« d'effets de complaisance les mieux caractérisés, c'est-à-
« dire de ceux qui ne reposent que sur une fiction destinée
« à procurer au tireur des fonds au montant desquels ne
« correspond aucune valeur ou prestation éventuelles à
« fournir par l'une des parties à l'autre..., que Vassel n'a
« nullement prêté son crédit, ainsi que l'ont prétendu à
« tort les premiers juges, mais uniquement sa signature,
« pour réaliser des fonds au moyen du procédé dangereux
« connu sous le nom de cavalerie ». Ainsi le tiré ne fut pas admis à produire pour le montant de ces effets.

Notons que la Cour avait, de plus, jugé que la masse des créanciers avait plutôt subi un préjudice qu'un gain, de ce trafic ; le tiré ne pouvait donc pas même prétendre être admis à concurrence du profit retiré par la masse, de cette circulation d'effets.

La Chambre Civile de la Cour de Cassation a rendu un arrêt intéressant le 3 Novembre 1932 (G. P. 1933-1-40) qui confirme la distinction entre bonnes et mauvaises traites de complaisance, et tente de définir exactement les dernières. Jusqu'ici nous avons vu les tribunaux analyser le mauvais effet de complaisance, mais sans avoir jamais bien réussi à le définir ; la Chambre Civile semble avoir tenté cette définition.

Il s'agissait d'un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'Appel de la Guadeloupe, rendu le 21 Mars 1927, dans une affaire Banque Française et Espagnole, contre Chidiac. Voici les faits :

M. Chidiac, venu en France, avait cherché, au profit

d'un sieur Craeve, une avance de fonds pour mettre en valeur ses exploitations agricoles ; ces avances étaient remboursables sur la réalisation de ses produits par la maison Stadlin. L'intervention d'une banque ayant été jugée nécessaire, la Banque Française et Espagnole consentit à intervenir, mais elle exigea en échange l'endossement, à son profit, de traites portant à la fois la signature de la maison Stadlin et celle de M. Chidiac.

L'arrêt de la Cour de la Guadeloupe a débouté la banque de son action en paiement contre Chidiac, tiré accepteur des traites, sous le prétexte « qu'elle savait que ces traites « étaient des effets de complaisance, puisque aucune provision n'avait été faite au tiré par la maison Stadlin, « tireur. » La Cour a jugé que « M. Chidiac ne pouvait être « retenu comme caution, car s'il en avait été ainsi, la « banque n'aurait pas manqué que chacune des parties « prît, dans les effets, le rôle véritable qui lui incombait, « et n'aurait pas observé pendant trois ans, vis-à-vis du « tiré, une attitude plus que réservée. »

La Banque s'est pourvue en cassation ; la thèse qu'elle développa devant la Chambre Civile peut se résumer en deux points capitaux : d'une part, disait-elle les effets de complaisance doivent être annulés, s'ils sont purement fictifs et doivent être validés lorsqu'ils ont une cause licite et véritable, ce qui est le cas dans cette affaire. En effet, les traites étaient simplement destinées à couvrir une avance consentie à un agriculteur pour la mise en valeur de ses exploitations, avance devant être amortie sur les produits de l'exploitation.

D'autre part, soutenait la Banque, par le fait de son acceptation des traites, M. Chidiac était tenu à la garantie solidaire envers le prêteur ; la Banque suit les règles du

change indiscutables, en exerçant ses poursuites contre l'un des obligés qu'il lui plaît.

La Banque Française et Espagnole apportait ainsi devant les magistrats suprêmes deux arguments solides ; que décide la Chambre Civile ? Par son arrêt, elle rejette le pourvoi ; elle estime qu'un tel effet de complaisance est un mauvais effet dont il faut prononcer la nullité. Pourquoi ? L'arrêt nous donne sa réponse et ses motifs de rejet : « Attendu que, sans adopter les motifs des premiers
« juges, la Cour d'Appel, appréciant souverainement les
« faits de la cause, et l'intention des parties a jugé que,
« dès le moment de la réception des traites litigieuses,
« tirées à son profit par Stadlin & C^o, la Banque Française
« et Espagnole savait que Chidiac tiré, dépourvu de toute
« provision, n'avait entendu par son acceptation de com-
« plaisance, ni ouvrir un crédit aux tireurs, ni cautionner
« leur dette envers la Banque. Attendu que l'arrêt attaqué
« a dégagé les conséquences légales des faits ainsi cons-
« tatés, en déboutant la Banque Française et Espagnole
« de la demande en paiement qu'elle dirigeait contre
« Chidiac, sur le fondement d'une signature qui, à sa
« connaissance, ne répondait à aucune obligation con-
« tractée par ce dernier, soit envers les tireurs, soit
« envers elle-même. »

La Cour de Cassation souligne d'abord qu'un effet de complaisance ne saurait être nul, par le seul fait que provision n'aurait pas été faite préalablement entre les mains du tiré. Puis elle estime que, dans l'espèce, la traite est un mauvais effet de complaisance, car Chidiac n'avait entendu, « par son acceptation, ni ouvrir un crédit aux tireurs, ni cautionner leur dette envers la banque. » Hors ces exceptions, l'effet sera toujours considéré comme nul ;

cette définition n'est pas absolument nouvelle et nous la trouvons singulière, car elle permet à un commerçant, signataire conscient d'une traite, et qui sait l'opération réalisée, de ne pas exécuter, dans certaines hypothèses, l'engagement qu'il a librement contracté. Nous combattons cette conception jurisprudentielle.

Le 6 Décembre 1932 (S. 1933-2-144) le Tribunal de Commerce de la Seine rendait un jugement dans une affaire Escalmel contre Lardeau ; Escalmel avait avalisé trois traites de 3.600 frs, 3.000 frs, 3.718 fr. 60, à échéances respectives des 15 Juin, 27 Juin et 15 Juillet 1932, traites tirées par Lardeau sur une Société S.O.N.E.G.A. Lorsque un tiers porteur présenta ces traites à leurs échéances, elles furent impayées par la S.O.N.E.G.A. et Escalmel, avaliseur, dut en acquitter le montant. Escalmel, se déclarant subrogé dans les droits du créancier (art. 1251 Code Civil) et se basant sur l'action oblique (art. 1166 Code Civil) assigna Lardeau devant le Tribunal de Commerce, pour dire et juger « qu'il n'y avait pas eu provision à « l'échéance des trois traites créées à titre de prêt, et ainsi, « obliger Lardeau, faute de provision à l'échéance, à lui « payer la somme de 10.218,65 en remboursement desdits « effets. »

Le Tribunal reconnut qu'Escalmel justifiait bien être porteur des traites dont s'agit : la subrogation avait, certes, eu lieu de plein droit à son profit, puisque, tenu par la S.O.N.E.G.A. au paiement, il avait intérêt à l'acquitter. Il pouvait exercer tous les droits et actions de son débiteur, ladite société. Le Tribunal jugea que la demande d'Escalmel devait pourtant être rejetée « Attendu que le « porteur de valeurs de pure complaisance, avalisées par « lui, alors qu'il en connaissait le caractère illicite, n'est

« point fondé à réclamer le remboursement des sommes
« qu'il a payées pour acquitter ces valeurs ; qu'il ne sau-
« rait opposer l'absence de preuve de la provision par le
« tireur, alors qu'il a lui-même facilité, par son aval,
« la négociation des traites litigieuses dont il savait la
« création sans cause. » Ce jugement pose un principe qui
est certain ; pourquoi donc retient-il notre attention ?
Parce que si le principe annoncé est parfaitement exact
et juridique, par contre, un motif s'est glissé dans le texte
du jugement et que nous réprouvons pleinement. Voici le
corps de l'arrêt : « Attendu que si l'acceptation suppose
« la provision, le tireur, soit qu'il y ait ou non accepta-
« tion, seul est tenu de prouver, en cas de dénégation,
« que ceux sur qui la traite était tirée, avaient provision
« à l'échéance. » Et nous lisons le motif qui appelle nos
réserves les plus formelles : « Mais attendu que, si sui-
« vant les termes mêmes de l'exploit introductif d'instance,
« c'est à titre de prêt et sans être en aucune façon créan-
« cier de la S.O.N.E.G.A., ni d'Escarmel pour quelque
« cause que ce soit, que Lardeau a demandé et obtenu
« l'acceptation et l'aval desdits effets, ces derniers appa-
« raissent comme de pure complaisance. »

Ainsi, le Tribunal de Commerce de la Seine paraît esti-
mer que ces traites litigieuses sont de mauvais effets de
complaisance, parce que le tireur n'était pas le créancier
du tiré et que ces traites sont le procédé de réalisation d'un
prêt fait par le tiré au tireur. Nous repoussons nettement
cette théorie, sinon il faudrait considérer comme de mauvais
effets de complaisance les traites tirées en exécution d'une
ouverture de crédit, ce qui est certainement inexact. Il est
étrange de trouver un tel motif au cours de ce jugement,
motif qui est contraire à la jurisprudence de ce tribunal.

Ce point de vue ne fut d'ailleurs plus soutenu ; un arrêt de la Cour d'Appel de Caen rappelait, quelque temps après, les principes de la jurisprudence en matière d'effets de complaisance. Cet arrêt fut rendu le 14 Janvier 1933 (Gaz. Pal. 1933-I-989) sur appel d'un jugement du Tribunal de Commerce de Vire, dans une affaire Bigard contre Comptoir d'Escompte de l'Ouest.

Un marbrier de Vire, Dechy, avait souscrit le 13 Décembre 1929, au profit de la Banque Leherpeur, dite Comptoir de l'Ouest, quatre billets à ordre, d'une valeur de 20.000 frs chacun ; ces billets avaient été avalisés par un autre commerçant, Bigard. Puis, entre le 15 Février et le 15 Mars 1930, Dechy tira sur Bigard, qui les accepta, un certain nombre de traites dont le montant global s'élevait à 231.724 frs ; ces traites, qui venaient à échéance le 15 Mai et le 15 Juin 1930, étaient causées « valeur en marchandises » et furent escomptées par le Comptoir de l'Ouest. Mais, par un jugement du 3 Juin 1930, Dechy fut déclaré en faillite, avec report de la date de cessation de paiement au 2 Décembre 1929.

En première instance, Bigard fut assigné par la banque comme donneur d'aval, en paiement de deux billets aux échéances respectives des 20 Mars et 20 Avril 1930 ; le défendeur, pour repousser cette action, demanda au tribunal de juger, vis-à-vis du Comptoir de l'Ouest et du syndic de la faillite Dechy, intervenant à l'instance, que billets et traites étaient des effets de complaisance, dont il demandait la nullité, tant à l'égard du tireur que du banquier escompteur, qui ne pouvait pas être considéré comme tiers porteur de bonne foi. De son côté, la banque demandait condamnation pour la totalité de la circulation, s'élevant à la somme de 311.724 frs.

Le Tribunal de Commerce de Vire fit droit à la demande du Comptoir d'Escompte de l'Ouest ; Bigard interjeta appel et soutint la même thèse devant la Cour de Caen. L'arrêt commence par rappeler les principes de la jurisprudence ;
« Attendu en droit que, si une lettre de change vaut, dans
« une certaine mesure, par elle-même, si l'acceptation du
« tiré fait, aux termes de l'art. 117 du Code de Commerce,
« présumer la provision à l'égard de tous les intéressés,
« elle ne peut néanmoins, dans l'état actuel de la législa-
« tion, être entièrement isolée de l'opération à propos de
« laquelle elle intervient, de la créance qui en est la cause
« juridique et qu'elle ne fait que mobiliser commercia-
« lement.

« Attendu que si, à la vérité, la création d'une lettre de
« change peut servir non seulement à solder des opéra-
« tions dûment exécutées, mais encore à s'appliquer à
« des opérations en cours, ou même à des opérations à
« venir, constituant dans ce dernier cas une véritable
« ouverture de crédit, qui permettra au bénéficiaire d'exé-
« cuter ses engagements, encore faut-il que ces opérations
« ne soient point fictives, que l'ouverture de crédit soit
« réelle, que la création de la traite ne serve point, par
« une collusion entre le tireur et le tiré, à masquer une
« situation obérée, à créer une circulation sans cause ou
« faussement causée, contraire à l'ordre public, et nulle
« par application des art. 6 et 1131 du Code Civil, sous la
« sanction de l'art. 585 § 3 du Code de Commerce.

« Attendu que si l'on s'écartait de ce principe, l'instru-
« ment de crédit représenté par la lettre de change, vidé
« de sa substance et tendant à prolonger une situation
« équivoque et malsaine, deviendrait un élément de
« trouble et d'insécurité commerciale, comme le serait

« une coupure de papier monnaie qui ne serait gagée ni
« par une encaisse métallique, ni par un avoir en porte-
« feuille.

« Attendu que si la nullité résultant d'un vice origi-
« naire de l'effet est, en principe, inopposable au tiers
« porteur, créancier direct du tiré, par l'effet de l'endos-
« sement, qui purge à son égard les exceptions résultant
« des rapports entre tireur et tiré, c'est à la condition,
« toutefois, qu'il n'ait point connu ce vice, et surtout qu'il
« n'y ait point de connivence de sa part.

« Attendu que les règles ci-dessus s'appliquent, avec
« plus de force encore, au billet à ordre, lequel ne peut
« être que la contrepartie d'une prestation effectivement
« fournie. »

Voici rappelés, en des motifs bien rédigés, les principes de la jurisprudence actuelle : l'effet de complaisance est mauvais, donc nul, toutes les fois qu'il déroge aux art. 6 ou 1131 du Code Civil. L'arrêt examine ensuite la question de fait : de nombreux documents avaient été versés aux débats. En vertu de leur souverain pouvoir d'appréciation, les juges estimèrent que le Comptoir de l'Ouest connaissait bien les tractations intervenues entre tireur et tiré, et que, même, il avait servi d'intermédiaire ; ils déclarent en conséquence que « la banque ne saurait être considérée
« comme un véritable tiers porteur, lequel, par définition,
« est étranger à la création des effets qu'il a endossés ;
« qu'ainsi les exceptions que Bigard serait fondé à faire
« valoir à l'encontre de Dechy lui sont opposables. » Et, la Cour, se trouvant insuffisamment éclairée pour savoir la proportion qui existait entre les affaires traitées par Dechy et Bigard d'une part, et la circulation litigieuse d'autre part, nomma trois experts ; leur mission fut de

dire dans quelle mesure les opérations étaient sincères ou fictives. Dans cette mesure, la Cour valida ou annula les effets.

Ce long arrêt de la Cour de Caen résume nettement l'état actuel de la jurisprudence. Un jugement du Tribunal de Commerce de St-Etienne, du 17 Octobre 1933 (Gaz. Pal. 1933-2-983) montre également ce qu'est l'effet de complaisance et dans quel cas il faut en prononcer la nullité.

Un commerçant, Courtois, avait produit à la liquidation judiciaire de la Société Carron & C°, pour le montant d'une traite de 7.708,05, acceptée à échéance du 15 Mars 1931. Deux thèses s'affrontaient : d'une part, le liquidateur judiciaire contredisait cette production, en rappelant que, d'après ses recherches effectuées dans la comptabilité de la Société Carron & C°, il était certain que la traite litigieuse ne correspondait à aucune fourniture de marchandises ; de l'autre côté de la barre, Courtois prétendait qu'une traite peut, très valablement, avoir pour provision une avance de fonds faite par le tireur au tiré, sous une forme quelconque. Dans l'espèce, disait-il cette avance résulte d'un effet tiré par la Société Carron sur lui, Courtois, et payé par lui lors de la présentation le 30 Décembre 1930 ; la contrepartie existait donc, par l'avance de fonds qu'il avait faite à la Société Carron, raison pour laquelle celle-ci avait accepté l'effet dont il s'agit.

Le Tribunal de Commerce a jugé qu'en l'espèce :
« Courtois et la Société Carron n'étaient en aucune façon
« en relations d'affaires ; qu'on ne s'explique donc pas
« la raison pour laquelle les effets réciproquement tirés
« les uns sur les autres étaient causés valeur en mar-
« chandises, alors qu'en réalité, ils l'étaient valeur en
« espèces.

« Attendu que Courtois avait été mis en relations avec
« la Société Carron, uniquement par l'intermédiaire d'une
« société ayant pour but la création d'un crédit fictif, par
« l'échange de traites ; qu'en l'espèce, il s'agit bien là de
« véritables effets de complaisance, susceptibles d'entraî-
« ner aux yeux des tiers l'illusion d'un crédit qui n'existe
« qu'en apparence.

« Attendu qu'en réalité, lorsque la traite tirée par
« Courtois sur Carron & C^o a été créée le 27 Décembre 1930,
« il n'existait pas provision en marchandises, pas plus
« qu'en espèces, puisqu'à la vérité, la traite de contrepartie
« n'a été tirée par Carron que le 30 Décembre 1930, à
« échéance du 15 Mars 1931.

« Attendu que si l'on admettait la production de
« Courtois, ce serait au détriment de la masse des créan-
« ciers, composée de fournisseurs véritables, qui n'ont fait
« avec Carron & C^o que des opérations licites, que de ce
« fait, l'on risquerait de faire perdre à ces créanciers le
« fruit légitime de leur travail, alors que, pour la plupart,
« ils ont été trompés sur la solvabilité de leur débiteur,
« par l'apparence de crédit que lui prêtait le jeu des traites
« fictives ; que Courtois a contribué à organiser.

« Attendu qu'il est nécessaire de donner une sanction
« à des agissements dont la pratique ne tend, malheu-
« reusement, qu'à trop se généraliser, et qui fausse le
« crédit commercial.

« Attendu qu'en définitive, la production des effets ne
« peut être admise, l'effet dont s'agit étant basé sur une
« fausse cause. »

Par ces motifs, la production de Courtois fut repoussée, comme injustifiée et non fondée. En l'espèce, il semble évident que la circulation intervenue présentait bien un

caractère fictif, et, selon la jurisprudence établie, un tel trafic ne peut être sanctionné civilement : l'effet est considéré comme nul. Une traite n'a pas de provision en espèces lorsque la traite qui lui fait contrepartie n'a été tirée que postérieurement à son émission : voilà un principe mis en évidence dans cet arrêt.

Enfin, pour terminer cette étude de la jurisprudence, nous citerons un arrêt rendu par la Cour d'Appel de Caen le 9 Juil. 1935 dans une affaire Gioux contre Roucher & Rivière (D.H. 1935-563). M. Gioux produit à la faillite de Gaillard pour une somme de 75.587 frs, montant d'effets tirés par le premier et acceptés par le second ; ces effets, impayés à l'échéance, furent protestés. Le syndic de la faillite écarta cette production, et en première instance, par jugement du 12 Décembre 1934, le Tribunal de Commerce de Lisieux déclara « ce rejet à bon « droit, les effets litigieux constituant une circulation de « complaisance. »

Gioux interjeta appel de cette décision : selon lui, ces traites représentaient la créance qu'il possédait sur Gaillard à raison de crédits consentis et d'avances effectuées ; et, en outre, ces effets étaient des valeurs de circulation, dont la création est parfaitement licite. Se basant sur cette argumentation, il demandait son admission à la faillite, plus 25.000 frs à titre de dommages-intérêts. L'affaire fut évoquée devant la Cour de Caen ; l'arrêt rappelle, dans un attendu très précis, la position de la jurisprudence : « Attendu qu'en droit, s'il est exact qu'une « lettre de change peut servir, non seulement à solder des « opérations survenues entre le tireur et le tiré, mais « encore s'appliquer à des opérations en cours, ou même « à des opérations à venir, constituant dans ce dernier cas

« une véritable ouverture de crédit, encore faut-il, alors,
« que ces opérations ne soient pas fictives, que l'ouverture
« de crédit soit réelle, que la création de la traite ne serve
« point, par une collusion entre les parties, à masquer une
« situation obérée, à créer une circulation sans cause ou
« fausement causée, contraire à l'ordre public et nulle par
« application des art. 6 et 1131 du Code Civil, sous la
« sanction de l'art. 585 § 3 du Code de Commerce. »

La Cour pose la distinction entre bons et mauvais effets de complaisance, ces derniers sont nuls. Faisant application de ce principe à l'espèce, l'arrêt déclare : « Attendu
« que si certaines des traites sont causées valeur reçue,
« elles ne précisent point la nature de cette valeur.
« Attendu qu'il ressort de la correspondance échangée
« entre les parties, pendant une période contemporaine
« de la création des effets que ceux-ci ne représentent
« ni le règlement d'opérations sérieuses, ni une ouverture
« de crédit consentie à un négociant, momentanément
« gêné, dont la situation commerciale est cependant
« demeurée intacte, mais bien un expédient destiné à
« masquer la situation réelle des deux parties et à leur
« procurer un crédit fictif, en dehors de toute opération
« sérieuse. » L'arrêt, après avoir examiné cette correspon-
dance, et rappelé que dans le jugement de déclaration de
faillite, Gaillard est représenté, de son propre aveu,
comme un professionnel dans la circulation de complai-
sance, confirma le jugement entrepris, et débouta Gioux de
ses conclusions.

Nous avons ainsi passé en revue les principales déci-
sions rendues par les Tribunaux et Cours de France ;
actuellement, la position est très nette. La jurisprudence
fait une distinction : elle considère que les effets de com-

plaisance sont nuls, cependant, dans certains cas elle les reconnaît valables. Les effets de complaisance sont ainsi dotés de sanctions civiles, lorsqu'aux yeux du juge ils ont une cause licite : le type du bon effet de complaisance est l'effet de mobilisation, devenu très fréquent ces dernières années. Le banquier qui consent un crédit à un client exige qu'une garantie lui soit donnée par une caution, en même temps qu'il veut s'assurer le moyen de mobiliser le crédit ; dans ce but, la pratique bancaire a inauguré de faire signer par le client crédité, une lettre de change qu'accepte un tiré complaisant, caution de la bonne foi du crédit. L'opération est régulière, puisqu'aucun texte n'empêche un individu de fournir sa garantie par l'acceptation d'une traite.

Sont également jugées valables, nous l'avons vu, les valeurs acceptées en reconnaissance de prêts, et toutes les obligations sérieuses résultant de conventions licites, malgré l'absence de provision ; un complaisant peut, en effet, mettre son crédit à la disposition de qui lui plaît. Dans tous ces cas, la cause de l'engagement du complaisant réside dans la convention passée avec le tireur, indépendamment et en dehors de l'effet qui « supporte », qui véhicule cet engagement.

Nous avons au passage, critiqué cette distinction jurisprudentielle ; avant d'exposer complètement notre opinion, il faut étudier plus à fond les conséquences de cette position prise par la jurisprudence. Lorsque l'effet est considéré par le juge comme un « bon effet de complaisance », l'opération cambiaire produit tous ses effets et toutes ses conséquences habituels.

Lorsque l'effet est « mauvais », sa nullité est prononcée : étudions les conséquences de cette nullité.

CHAPITRE III

Conséquences de la Jurisprudence actuelle

La jurisprudence admet la nullité des effets de complaisance, sauf les exceptions signalées : ces mauvais effets, déclarés nuls, sont-ils dénués de toute force ? La jurisprudence n'a-t-elle pas élaboré certaines théories pour tempérer son principe de la nullité ?

Pour examiner la question dans son ensemble, nous allons sérier le problème en deux parties : d'abord, nous étudierons les conséquences de droit, engendrées par ces traites, ensuite les sanctions civiles et pénales de l'émission de complaisance.

§ 1. — CONSEQUENCES JURIDIQUES

Pour bien exposer la solution, il y a lieu de distinguer suivant qu'il s'agit des rapports des parties entre elles, ou des rapports des parties et des tiers porteurs de ces traites.

1° **RAPPORTS ENTRE LES PARTIES**, c'est-à-dire les personnes qui ont coopéré à la création de l'effet, qui ont participé à son émission : le tireur et le bénéficiaire. Les mauvais effets de complaisance étant nuls, ne peuvent produire aucun effet, et par suite donner lieu à aucune action en justice.

A. — *Le complaisant, tiré accepteur.* Il n'a aucune

action en justice contre le tireur ; notamment, il ne peut pas être admis à produire à la faillite du tireur pour le montant de la somme acquittée par lui. Dans un arrêt de la Cour de Paris (Paris, 9 Août 1904, S. 1905-2-144) nous trouvons la décision suivante : « Attendu que la création « d'une traite de complaisance, faussement causée, en vue « de faire croire à un crédit imaginaire.... tombe sous « l'application de l'art 1131 du Code Civil ; qu'il n'a pu « résulter de cette création aucune obligation valable « entre W... et Cahn ; qu'elle ne saurait donner lieu à « action en justice. Attendu que Linol, liquidateur de la « Banque Cahn & C°, se voit réclamer par W... paiement « de la traite de 30.000 frs, tirée par D... sur W..., qui « l'a acceptée par complaisance, passée à l'ordre de « Cahn & C°. » Par ces motifs, W... vit sa demande repoussée.

Il est certain que la création de mauvais effets de complaisance ne peut donner ouverture à aucune action en justice, de la part de ceux qui les ont tirés ou acceptés.

Req., 8 Juin 1891, D. 1892-1-336.

Trib. Com. du Havre, 11 Mars 1896, D. 98-2-251.

Grenoble, 21 Mai 1901, S. 1903, 2-214.

Bordeaux, 10 Mars 1903, S. 1903, 2-243.

Tr. Com. Grenoble, 21 Mai 1909, Dr. Fin. 1909, p. 702.

Quand le tiré accepteur a été condamné à payer le montant de la traite à un tiers porteur, et qu'il n'a pas reçu les fonds du tireur, peut-il agir, contre celui-ci, en remboursement de l'avance qu'il a dû faire ? Non, il n'y a pas d'action en répétition ; le refus d'action semble, ici, injuste, parce que le tiré a payé ; le tireur, qui est aussi de mauvaise foi, se trouve à l'abri et a tiré profit de la convention de complaisance.

La jurisprudence refusait cette action, en se basant généralement sur une vieille règle, qui n'est inscrite dans aucun texte et qui semblait survivre, cependant, dans notre droit français, depuis son origine romaine, règle qui s'énonce dans le brocart : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » ou sous une autre forme « *In pari causa turpitudinis, causa possidentis melior est* ».

V° Cass 4 Juillet 1892, S. 1892, 1.513.

Cass. 29 Novemb. 1893, S. 1894, 1.328.

T. Com. Havre 8 Juin 1896, D. 1898, 2.525.

Invoquer une telle maxime pour refuser l'action en répétition, semble une base juridique assez faible. Il n'est pas prouvé, en effet, que cette règle romaine ait encore autorité dans notre droit français : la majorité des auteurs conclut dans ce sens, voir :

Laurent, Droit Civil, tome XVI, n° 164.

Demolombe, Droit Civil, tome XXIV, n° 382.

Lyon-Caen, note aux arrêts rapportés : S. 74, 2.54 ; S. 84, 1.265.

Capitant, De la cause des obligations, 3^e édition, n°s 114 et suiv.

Dans sa théorie des obligations, Larombière (art. 1133 n° 10, art. 1376 n° 21) soutient que la règle a survécu. Quoi qu'il en soit, il est une constatation très curieuse ; dans un arrêt du 25 Janvier 1887 (S. 87 1.224 — D. 87 1.465) la Cour Suprême a jugé que la maxime « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » ne pouvait être considérée comme ayant subsisté dans le droit français. Quelques années après, la Cour Suprême recourt à cette règle pour écarter l'action en répétition. Voilà un exemple où la Cour de Cassation, souveraine et jalouse gardienne des sains principes juridiques, a jugé moins par suite de

considérations juridiques rigoureuses, qu'à raison de considérations de fait : elle a, d'abord, voulu le résultat, refuser la répétition, elle a ensuite cherché la justification.

Nous devons admettre qu'en droit, le tiré devrait avoir une action, mais l'influence de la réalité et de la nécessité du fait l'a emporté. V° S. 1913, 1.297, note de Naquet ; D. 1904, 2.447, note de Raynal.

Si nous examinons la jurisprudence attentivement, nous trouvons des arrêts qui apportent une restriction à la prohibition d'action récursoire du complaisant contre le tireur. Thaller avait soutenu que « si les fonds prove-
« nant de l'escompte ont produit un résultat utile au
« tireur, il est équitable d'obliger ce dernier, ou sa faillite,
« d'en tenir compte au tiré : ce recours est basé sur
« l'enrichissement indû. »

Pic et la jurisprudence combattaient violemment l'opinion de Thaller, qui devait triompher le jour où la Cour de Cassation adopta sa position : Req. 21 Mars 1910 (G. P., 1910 1.540 — D. 1912 1.281). Les autres juridictions adoptèrent également cette restriction V° notamment Tr. Com. Marseille, 21 Juillet 1914 (Dr. Fin. 1916, 132), Nancy 5 Décembre 1923 (G. P. 1924, 1.147).

Il est utile de rapporter la décision de la Chambre des Requêtes, rendue le 21 Mars 1910, dans une affaire Agence Nationale d'Affichage contre Saillard : « Attendu qu'il
« est constaté que l'arrêt attaqué (Lyon, 20 Novembre
« 1908) que, bien que les traites litigieuses eussent le
« caractère d'effet de complaisance, et que l'obligation en
« résultant fût sans cause entre le tireur et le tiré, leur
« négociation n'en a pas moins profité au tireur, et que
« le tiré, qui les avait acceptées, ayant été condamné à
« en payer le solde au tiers porteur, dont la bonne foi

« a été reconnue par une décision passée en force de
« chose jugée, est fondé à réclamer au bénéficiaire de ces
« valeurs le montant des sommes qu'il a ainsi déboursées,
« pour aider à son crédit. Attendu, dès lors, qu'en con-
« damnant le tireur à relever et garantir le tiré accep-
« teur de la condamnation, contre lui prononcée dans les
« conditions sus-indiquées, l'arrêt attaqué, qui est dûment
« motivé, n'a contrevenu à aucune des dispositions visées
« aux deux moyens. »

Quels étaient les faits de la cause ? Un tiré accepteur poursuit, contre un tireur, en remboursement de la somme payée à l'échéance au tiers porteur ; le tiré connaissait le caractère de complaisance de l'effet. Le directeur de la Société Nationale d'Affichage (succursale de Lyon) avait tiré sur Saillard & C°, imprimeurs à Lyon, trois traites s'élevant au total de 1.234,45 ; le tiré ne devant rien au tireur, accepta par complaisance ; les traites, endossées au profit de Visseaux, sont protestées à l'échéance, faute de paiement. Visseaux assigne devant le Tribunal de Commerce Saillard, tiré accepteur, qui met en cause la Société Nationale d'Affichage comme responsable. Deux thèses sont soutenues : d'une part le tiré accepteur, Saillard, dit à Visseaux « Je suis accepteur complaisant
« d'un effet sans cause, donc nul ; vous n'ignoriez pas
« cette situation, vous n'avez pas d'action contre moi. » D'autre part, Saillard dit en outre, à la Société d'Affichage : « Si je suis condamné à payer Visseaux, j'aurai
« payé pour vous, bénéficiaire de l'escompte. Vous ayant
« procuré un avantage à titre de complaisance, vous
« devez me rembourser, sinon vous vous enrichissez à
« mes dépens. »

La Cour admit le recours du tiré contre le tireur, mal-

heureusement, elle a laissé dans l'ombre la nature et le fondement juridique de l'action accordée au tiré.

La rapporteur devant la Chambre des Requêtes soutenait que Saillard ne devait rien à Visseaux ; ils ont « payé comme contraints et forcés ; c'est donc comme « ayant payé l'indû, et n'ayant pas fait un paiement « volontaire au tiers porteur, qu'il peut exercer contre « le tireur, qui a tiré un profit du paiement de l'indû, « l'action des art. 1376, 1377 du Code de Commerce. » Nous ne pouvons admettre semblable raisonnement ; le tiré accepteur a exécuté un engagement pris ; il a acquitté une dette contractée par lui, qui résulte de sa complaisance (promesse de prêt, d'avance). Or, celui qui exécute une dette contractée ne paye pas l'indû, il paye ce qu'il doit, même si l'engagement a été pris par lui, dans l'intérêt d'autrui. L'action en remboursement qu'il peut exercer contre le tireur a sa base dans un contrat : Saillard a passé avec la Société d'Affichage un contrat ; peu importe que ce contrat soit un prêt, un cautionnement innommé de garantie, ce contrat est la cause juridique de l'action en remboursement.

Lorsque le recours est ainsi admis, si le tireur a recueilli quelque profit, quelle sera l'étendue du recours ? L'action du tiré accepteur se limite à la restitution de ce qu'il a payé ; bien souvent il subit un préjudice supplémentaire, résultant notamment des frais occasionnés par les poursuites : le tiré accepteur peut-il de ce chef réclamer des dommages-intérêts ? Non, il a été jugé que « le commerçant qui consent à souscrire des effets de complaisance, « n'a aucune action en justice pour obtenir des dommages-intérêts contre celui auquel il a ainsi prêté sa signature, « et qui n'a pas fait les fonds aux échéances, quelque

« préjudice qui soit résulté pour lui de cette circonstance. » Tr. Comm. Seine 19 Décembre 1860. Journ. Trib. Comm. 1861, p. 89). Cette solution nous paraît parfaitement logique et équitable : en effet, s'il est certain que le commerçant qui prête sa signature par complaisance peut parfois subir un grave préjudice, il n'est pas moins certain que ce préjudice est causé par son imprudence ; il serait donc mal fondé à demander à autrui réparation d'une imprudence qui constitue à sa charge une faute lourde, dont il doit accepter toutes les conséquences.

Donc, lorsque le tireur aura, grâce à la complaisance du tiré, recueilli quelque profit, ce dernier aura un recours à concurrence de ce qu'il aura payé. Pratiquement ce recours sera illusoire, parce que le tireur qui recourt à l'émission de complaisance est souvent insolvable, voire même en faillite, et dans cette hypothèse, le tiré accepteur est dans l'impossibilité matérielle de produire à la faillite, n'ayant aucun titre de créance.

Enfin un autre droit peut être exercé par le tiré accepteur si le bénéficiaire, manquant à sa promesse, ne fait pas à l'échéance les fonds nécessaires au paiement ; il est recevable à faire condamner le bénéficiaire à lui restituer l'effet, même si aucune poursuite n'est exercée par le tiers porteur (Paris 30 Novemb. 1861 Journ. Tr. de Com. 1862, p. 34). Le tribunal ordonne parfois la restitution « à peine de tous dommages-intérêts qui peuvent être fixés par jour de retard pendant un certain délai. » Par un arrêt du 28 Janvier 1863, la Cour de Paris (Journ. Tr. Com. 1863, p. 437) avait ordonné que : « dans la huitaine de la signification de l'arrêt, les défendeurs seront tenus de remettre au demandeur les valeurs de complaisance, sinon, seront condamnés à payer au demandeur 10 frs

« par jour de retard, et ce, pendant un délai d'un mois. » Le tiré accepteur peut demander que la nullité de son engagement soit prononcée si l'émission des effets est destinée à prolonger une situation obérée ; il est donc normal qu'il puisse réclamer la restitution des effets revêtus de sa signature.

B. — *Le bénéficiaire de la complaisance : Le tireur.* Il ne peut pas poursuivre le tiré, il n'a aucune action en justice ; notamment lorsque le tiré d'un mauvais effet de complaisance refuse d'apposer sa signature lors de l'acceptation, le tireur ne peut pas se plaindre. Si l'effet émis est un bon effet de complaisance, tout se passe comme en cas d'effet normal et régulier. Mais une question intéressante et controversée se pose, lorsque le tireur de l'effet de complaisance tombe en faillite : à quelle date le tribunal fixera-t-il la date de la cessation des paiements ? La circulation d'effets de complaisance permettant à un commerçant de retarder le dépôt de son bilan, est-elle suffisante pour caractériser l'état de cessation de paiements, en dehors de tout acte extérieur et ostensible de poursuites ? Fixer la date à laquelle un commerçant a cessé ses paiements a une importance capitale, car elle établira le point de départ de la période suspecte, pendant laquelle les actes accomplis sont, soit nuls de droit (art. 446 C. Com.) soit annulables (art. 447 C. Com.). Il n'arrive jamais, en fait, que le jugement déclaratif de faillite intervienne le jour même où se produit la cessation des paiements (1) ; deux systèmes sont appliqués pour fixer cette date, ou bien la loi assigne aux juges une limite dans le passé, au-delà de la-

(1) La loi prévoit un délai de 15 jours, pour que le commerçant au-dessous de ses affaires puisse déposer son bilan.

quelle ils ne peuvent pas remonter (Législation en Italie, Belgique, Allemagne, Angleterre) ou bien toute latitude est laissée au tribunal pour apprécier la date exacte où les paiements ont en fait, cessé : c'est le système français. Thaller critique notre système (Faillites en droit comparé I-III p. 384 s) qui met « un germe d'inquiétude dans les affaires » parce que les tiers qui croyaient être protégés par la prescription peuvent craindre de voir annuler les actes passés. Heureusement, les juges consulaires français, loin d'abuser de leurs pouvoirs, fixent la date de cessation des paiements, en tenant compte à la fois de l'intérêt des tiers et des droits des créanciers.

Comment est fixée la date ? C'est, en général, le syndic qui, au nom de la masse des créanciers, intente l'action en report, après examen de la comptabilité du failli : il essaye de faire remonter la cessation des paiements le plus loin possible dans le passé. D'après l'art. 437 C. Com., la cessation des paiements est l'impossibilité où se trouve le débiteur de faire face à ses engagements. Pour préciser, dans le temps, la date exacte, deux thèses sont invoquées :

1° Un commerçant n'est en état de cessation de paiements, que dans l'hypothèse où il laisse en souffrance, après leur échéance, des dettes (reconnues ou judiciairement établies) et *qu'il est mis en demeure de payer* même s'il ne réussissait à prolonger sa vie commerciale que par des moyens frauduleux. Il faut un signe extérieur, un acte ostensible de poursuites : une simple circulation de complaisance serait insuffisante pour caractériser un état de cessation de paiements.

2° Selon une autre thèse, le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour prononcer un report de cessation, en dehors de tout acte de poursuite, si l'ensemble de la

situation révélée au tribunal est constitutif de procédés délictuels, criminels ou dolosifs, pour prolonger une situation commerciale qui aurait dû cesser depuis longtemps.

Quelle est la vérité entre ces deux opinions ? Sur ce sujet, nous avons deux textes ; l'art. 437 C. Com. dit « Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite » ; l'art. 441 « le tribunal fixera l'époque à laquelle a eu lieu cette cessation ». Rien de plus dans les textes ; il est donc certain que le législateur a voulu laisser au juge toute liberté d'appréciation. Du reste, l'art. 441 du Code de Comm. énumérait tous les faits constitutifs de la cessation des paiements et une loi du 28 Mai 1838 a supprimé cette énumération. Les juges peuvent donc librement apprécier si le commerçant ne peut plus acquitter ses dettes. La Cour Cass. avait affirmé, dans un arrêt du 14 Mai 1900 (S. 1901-1-211) : « La loi ne définissant « pas les circonstances qui constituent la cessation des « paiements, et déterminent, en conséquence, l'époque à « laquelle elle doit être fixée, en a abandonné l'application « aux tribunaux. »

Quel sera le critérium qui permettra de proclamer l'existence de la cessation de paiements ? La forme classique de sa manifestation sera le protêt, et les actes de poursuites suffisamment révélateurs pour affirmer que le commerçant n'est plus en mesure de payer. Mais ce n'est pas le seul moyen de constatation. Une théorie aussi restrictive serait contraire aux principes de la loi commerciale car, outre les protêts et les poursuites, ce peut être l'aveu du commerçant, la fermeture de l'établissement, les procès-verbaux de carence ; ce peut être aussi tous les moyens factices pour soutenir un crédit qui s'écroule, par exemple la circulation de mauvais effets de complaisance, destinés

à prolonger une existence commerciale. Ces actes ne rentrent pas dans la norme du commerce : ils sont un trompe-l'œil entretenant une illusion de crédit, et révélant que le commerçant est bien en état de cessation de paiements.

Tel est l'avis de la doctrine Wahl, Précis de Dr. Com., n° 2121 ; Prévôt et Pissavy, Tr. de la faillite, p. 8 ; Lyon Caen, Tr. Dr. Com., t. 7, n° 56, édit. 1914. Percerou, dans son Traité des Faillites (n° 175 et s.), écrit : « En refusant
« au tribunal de commerce le droit de déclarer failli le
« commerçant qui ne fait face à ses engagements que par
« des moyens illicites, on favoriserait la prolongation de
« la période suspecte, si dangereuse pour les créanciers,
« alors que le vœu de la loi est, au contraire, de la faire
« cesser le plus tôt possible. »

Certains objectent à cette doctrine massive et autorisée, que le report à la date des faits occultes, présenterait de gros dangers pour les tiers qui ont traité de bonne foi pendant la période suspecte. L'objection n'est pas sérieuse, car elle méconnaît les art. 446, 447, qui sévissent seulement contre les personnes de mauvaise foi ou présumées telles. Les créanciers ayant agi de bonne foi n'ont rien à redouter.

La jurisprudence est-elle d'accord avec la doctrine ? Certains tribunaux n'hésitent pas pour reporter, dans le passé, le début de la période suspecte à faire état des actes irréguliers et des expédients auxquels le débiteur s'est livré, en vue de prolonger son existence commerciale. La cessation des paiements est, alors, distincte de l'arrêt matériel du service de caisse : le débiteur est considéré comme étant déjà de faillite à une date où il payait encore à guichet ouvert.

Ainsi jugé que « pour déterminer l'époque véritable de
« la cessation des paiements d'un commerçant, en vue du
« report d'ouverture demandé, il appartient aux tribunaux
« de rechercher le moment où celui-ci, mis en présence
« d'un déficit, que ses ressources sont impuissantes à
« combler, ne soutient plus son crédit qu'à l'aide de moyens
« factices, de circulation de billets de complaisance. Il
« n'est pas, d'ailleurs, nécessaire que cette situation
« résulte d'un acte extérieur et public, comme un protêt
« ou des poursuites judiciaires » (Tr. Com. St-Etienne,
15 Octobre 1901, Gaz. Com. Lyon, 9 Novembre 1901).

Il a été également jugé que « la cessation de paiements
« doit être reportée à la date à laquelle, après avoir sou-
« tenu son crédit à l'aide d'une circulation d'effets de
« complaisance, bien connue de son banquier, le débi-
« teur n'a pu maintenir son existence commerciale qu'en
« se plaçant sous la dépendance complète de celui-ci, en
« affectant à son profit exclusif, au détriment des autres
« créanciers, la totalité de son avoir, tant mobilier
« qu'immobilier » (Limoges, 27 Janv. 1914, Journ. Faillites,
1914-1918)... Que « lorsque durant plusieurs années, un
« débiteur n'a été capable de faire face à ses engagements
« que grâce à des attermolements, ou à des envois de fonds
« de son principal débiteur, il y a lieu de reporter la date
« de la faillite, dans l'intérêt de la masse, au moment où
« ces attermolements ont commencé, bien qu'il n'y ait eu
« à cette date, ni protêts, ni procédure engagée » (Limoges,
17 Juillet 1931, Sem. Jur. 1931, 1025). Dans le même sens,
Tr. Com. Charleville, 8 Août 1900, Jour. des Faillites 1901,
380.

D'après une autre opinion, au contraire, il n'y aurait
pas lieu de s'arrêter au caractère illicite ou frauduleux

des moyens qu'aurait employés le débiteur pour maintenir son crédit. Le Tribunal de Chambéry a jugé, dans une décision du 26 Juin 1907 (Journ. Faill. 1911, 423), que

« le fait, pour un commerçant, de se procurer des fonds
« au moyen d'effets fictifs, n'est pas, quelque blâmable
« que soit le procédé, constitutif par lui-même, de la ces-
« sation de ses paiements, dans le sens voulu par la loi,
« aucun texte ne disposant que le commerçant ne doit
« pas seulement avoir satisfait à ses échéances, mais
« encore y avoir satisfait avec des ressources parfaitement
« et entièrement légitimes, sans le secours d'aucune traite
« fictive et de complaisance ; qu'en conséquence, il n'y a
« pas lieu de reporter la faillite à l'époque où le débiteur
« a eu recours à l'émission d'effets fictifs, pour faire face
« à ses échéances. »

Jugé aussi que « il n'y a pas lieu de reporter à une date
« ultérieure à celle du dépôt de bilan, l'ouverture de la
« faillite d'un commerçant, bien que celui-ci n'ait, depuis
« longtemps, satisfait à ses engagements qu'à l'aide de
« détournements, alors qu'il est constant, d'une part, que
« ces détournements sont restés ignorés de tous, et d'autre
« part que, jusqu'à ce jour du dépôt de bilan, il n'y a
« eu ni refus de paiement, ni acte de poursuites quelcon-
« que, ni jugement ; en un mot, il ne s'est produit aucun
« fait ostensible révélant aucune gêne momentanée »
(Cass. Civ. 27 Juill. 1909 1-1911 1.73). Ainsi, la Cour de
Cassation a posé, dans cet arrêt, que la date de cessation
des paiements est fixée, à bon droit, au jour du dépôt de
bilan, et que l'on invoquerait en vain des procédés répré-
hensibles, s'il n'y a eu aucun refus de paiement consenti,
aucun jugement, ni acte de poursuites, ni faits ostensibles.

A cet arrêt, de la Chambre Civile, on a continué d'oppo-

ser en cette matière, un arrêt de la Chambre des Requêtes, 12 Juill. 1882 (D. 82-1-264) : la Chambre des Requêtes estime, en effet, que la cessation des paiements est « à « bon droit reportée à l'époque où le débiteur, ne pouvant « payer et menacé de poursuites, a employé des moyens « occultes et des manœuvres clandestines, pour soutenir « sa vie commerciale : circulation d'effets de complaisance, « emprunts ruineux ». Une divergence de vue très profonde existe donc entre les deux Chambres de la Cour Suprême ; la Chambre des Requêtes a confirmé son opinion le 13 Janvier 1902 (D. 1902 1.491) ; le 3 Novembre 1903 (D. 1903 1.544), le 11 Novembre 1907 (Journ. Faill. 1911-387).

Quand on examine de plus près le désaccord entre les deux Chambres, il apparaît moins net ; en effet, à notre connaissance la Chambre des Requêtes a rendu au moins deux arrêts où elle n'a pas voulu faire état de procédés occultes et clandestins, à savoir :

Req. 1^{er} Février 1927 Gaz. Pal. 1927 1.569.

Req. 31 Mai 1927 Journ. Faill. 1927-256.

Inversement, la Chambre Civile a élargi à deux reprises sa conception de la cessation des paiements, en faisant état des agissements frauduleux du débiteur : ce sont les arrêts en date du 31 Décembre 1913 (D. 1917 1.143) et du 20 Octobre 1924 (D. 1926, 1-108). Enfin par son arrêt du 2 Mars 1932 (D. 19 1.126), la Chambre Civile a encore accentué le rapprochement vers la Chambre des Requêtes. La formule de cet arrêt est très nette : « Des « procédés illicites ou dolosifs employés par le débiteur « en vue de soutenir artificiellement son existence commerciale, alors qu'il se trouve en état d'insolvabilité, « peuvent caractériser l'état de cessation de paiements. »

Nous pouvons donc conclure, que pour prononcer un jugement déclaratif de faillite, les juges n'ont pas à se préoccuper, en principe, des moyens à l'aide desquels le débiteur parvient à maintenir son crédit, et ils doivent refuser de prononcer la faillite tant que le commerçant fait face à ses engagements, quels que soient les moyens dont il use pour y satisfaire. Mais une fois la faillite déclarée, quand il s'agit de fixer le point de départ de la période suspecte, il faut tenir compte de toutes les circonstances dans lesquelles les actes suspects antérieurs à la cessation des paiements, et préjudiciables à la masse des créanciers, ont été passés. Il faut faire une distinction très nette entre la déclaration de la faillite et la fixation de la période suspecte : nous regrettons que la Cour Suprême ne l'ait pas exprimé nettement.

Les juges du fait apprécieront, selon leur jurisprudence actuelle, si l'émission de complaisance est bonne ou mauvaise ; selon la solution, ils feront remonter ou non la cessation de paiement au moment où le commerçant a commencé à employer ce moyen de crédit, sans exiger que la situation obérée résultât d'un acte extérieur et public de poursuites.

Notre solution a trouvé une application récente dans une affaire importante : Planque et Prévost, syndics faillite de la banque Oustric contre Hayaux, du Tilly et Banque de France. La banque Oustric a été déclarée en faillite le 3 Novembre 1931 ; sa trésorerie étant de 149.740.000 frs, il y avait une circulation de complaisance de 5.000.000. Il n'était pas impossible de déclarer la société en état de cessation de paiements, mais bientôt pour les besoins financiers, ce sont des réalisations de portefeuille, une circulation prodigieuse d'effets de complaisance, le jeu de

bourse effréné, et dès lors, il est prouvé que la banque ne pouvait plus faire face à ses engagements dès cette époque. La Cour de Paris a, dans cette affaire, jugé le 20 Juillet 1934 (Gaz. Pal. 1934-2-493)...

« Attendu que la banque a été déclarée en faillite le
« 3 novembre 1931 ; que, d'après l'état de la trésorerie de
« la banque, cet établissement dès la fin de septembre
« 1930 soutenait artificiellement son crédit, que la banque,
« dont la situation était désespérée, soutenait artificiel-
« lement son activité..., qu'il y a donc lieu de fixer la
« date de cessation de paiement au jour où elle a com-
« mencé l'emploi de ces moyens ». Un acte extérieur et
ostensible de poursuites n'est donc pas nécessaire ; il peut
y avoir des faits internes suffisamment dolosifs ou délictueux, pour reporter la date de cessation au moment où ils sont apparus, abstraction faite d'un acte de poursuite quelconque.

Ce point de vue, très justifié, a été repris par la Cour de Colmar le 4 Décembre 1934 (G. Pal. 7 Février 1935) la Cour de Cassation a du reste rendu, vers la même époque, un arrêt qui consacre les mêmes principes (V. Cass. 30 Janv. 1934. G. P. 1934-2-314).

Nota. — Pour les effets entre les parties, une question intéressante peut se poser : lorsque l'une des parties est en faillite ou en liquidation judiciaire, la répétition ne sera-t-elle pas admise ?

Supposons que le tiré accepteur ait payé le montant de l'effet de complaisance et soit tombé en faillite ; le syndic de la faillite peut-il agir contre le tireur ou contre le bénéficiaire du billet, pour faire indemniser la masse des créanciers du préjudice éprouvé, par suite du paiement effectué par le failli ? Nous avons vu que le failli n'a

aucune action, puisqu'il est participant à une convention frappée de nullité. La question est donc de savoir si la masse des créanciers possède un droit propre ; il semble que oui, car elle n'a pas été représentée, par le débiteur de l'effet, dans l'acte illicite qui était de nature à nuire à tous les créanciers. Un jugement du Tribunal de Commerce du Havre du 11 Mars 1896 a reconnu un tel droit (D. 98-2-521). On peut également supposer que tireur et tiré accepteur soient en faillite et que la question de répétition s'élève, non pas entre eux, mais entre les deux masses. Celles-ci étant, l'une et l'autre étrangères à la fraude, sont également favorables. Il semble n'y avoir pas de raisons de préférer l'une à l'autre : c'est donc le cas d'appliquer l'adage : « In pari causa, melior est causa possidentis. » (V. Tr. Com. Havre 8 juin 1896, D. 98-2-521) (Hémard op. cité P. 92, 93).

II. — RAPPORTS ENTRE LES PARTIES ET LES TIERS PORTEURS. — Lorsque la nullité d'un effet de complaisance est prononcée par le juge, que deviennent les droits des tiers porteurs de cet effet ? Il faut distinguer selon que ce porteur est de bonne ou de mauvaise foi.

1° *Tiers porteurs de bonne foi.* — Un arrêt de la Cour de Nancy (31 Janv. 1893 S. 93-2-95) pose nettement le problème : « Attendu qu'il est de règle générale que la
« transmission des effets de commerce a lieu sous les
« seules conditions résultant de la teneur du titre, et
« que, de son irrégularité seule, au point de vue des énon-
« ciations légales, découlent les exceptions opposables au
« porteur, parce que ce sont les seules contre lesquelles le
« public puisse et doit se prémunir, que dès lors, lorsque

« l'effet est régulier en la forme, le cessionnaire est fondé
« à tenir pour bon et valable le contenu de cet effet, qu'il
« ne peut être recherché contre ou outre ce contenu et
« qu'il n'est nullement obligé d'examiner, au moment de
« la négociation qui lui est faite, si la cause licite qui
« s'y trouve exprimée est réelle, ou si les conditions que
« l'existence du titre peut révéler, ont été exécutées.
« Attendu, toutefois, que ces principes ne sont applicables
« que lorsque le porteur est de bonne foi ; que la bonne
« foi consiste à avoir ignoré le vice qui résulterait de
« l'absence ou de la fausseté de la cause. »

Le porteur de bonne foi auquel un effet de complaisance a été régulièrement transmis, sans que rien lui soit venu révéler son caractère illicite, a donc les mêmes droits qu'un porteur d'un effet de commerce régulier. Par suite, en cas de non paiement à l'échéance, il est fondé à exercer son recours non seulement contre les endosseurs, mais encore contre le tireur.

V. Lyon 2 Mai 1836, D. 36-1.163.

Lyon 30 Mars 1897, S. 1900-2.161.

Caen 30 Mai 1899, S. 1900-2.163.

Civ. 10 Mars 1915, S. 1916-1.5.

Civ. 25 Juin 1929, S. 1929-1.350.

Req. 26 Janv. 1932, S. 1932-1.103.

Le système de droit français se résume en deux règles :

a) le tiers porteur de bonne foi d'un effet de commerce n'est passible que des exceptions qui lui sont personnelles.

b) pour qu'il perde son droit au paiement, il faut qu'il ait eu connaissance du vice d'où résulterait le refus de payer.

La Chambre des Requêtes a confirmé, par un arrêt du

30 Décembre 1931 (D. H. 1932-65) ces règles, en jugeant que « le tiers porteur de bonne foi, d'un effet de commerce, « ne saurait s'en voir opposer le défaut de cause. Spécialement, le banquier qui a escompté une traite créée entre « l'accepteur et le tireur, pour faciliter à celui-ci une « ouverture de crédit, peut en réclamer le paiement à « l'accepteur alors qu'il ignorait le caractère de la traite « au moment de l'escompte, que sa mauvaise foi n'est pas « établie et que l'accepteur en a reconnu le caractère « sérieux vis-à-vis de lui, en déposant des titres et valeurs « pour en couvrir le paiement. » Dans cette espèce, d'ailleurs, l'effet de complaisance n'était pas nul.

Ainsi, la règle de l'inopposabilité des exceptions régit la circulation des effets de commerce ; le porteur d'un effet transmis par voie d'endossement, qui réclame le montant à l'échéance, n'a pas à craindre de se voir opposer par le débiteur principal (tiré accepteur de la traite, ou souscripteur du billet à ordre) les exceptions ou moyens de défense que celui-ci aurait pu invoquer contre le preneur originaire ou des porteurs intermédiaires. Cette règle se justifie par ce que celui auquel on demande d'escompter ou d'accepter en règlement un effet de commerce, est dans l'impossibilité de se livrer à une enquête sur les relations juridiques qui ont pu s'établir entre les divers signataires ; elle se justifie par la nécessité de sauvegarder la nature essentielle de la lettre de change, qui est de circuler. Cette règle n'est formulée par aucune disposition ; néanmoins, elle est admise unanimement par la doctrine et la jurisprudence. Au début du XIX^e siècle (1807), cette règle s'inspirait d'une disposition critique et se présentait sous la forme : « Foi n'est pas due au titre vicieux, même à l'égard du porteur, s'il est de mauvaise foi ». Aujourd'hui, la règle s'inspire

plutôt d'une disposition fidéiste et se formulant : « Foi est toujours due au titre, sauf quand le porteur est de mauvaise foi ».

En vertu de la règle de l'inopposabilité des exceptions, le porteur de bonne foi ne peut donc se voir opposer que l'effet créé par complaisance est entaché de nullité. En quoi consiste la bonne foi ? Dès 1886, la Cour de Cassation (Cass. 18 Octobre 1886 D. 1887-1.340) avait répondu : « La bonne foi du porteur consiste dans l'ignorance du vice. » Mais ni la doctrine ni la jurisprudence ne fournissent de notions claires sur le degré d'ignorance qui équivaut à la bonne foi.

Certains arrêts estiment que la bonne foi s'étend jusqu'aux extrêmes limites de la mauvaise foi, laquelle commence simplement à la collusion (V. Cass. 2 Décembre 1846 D. 1847-1.35) : pour délimiter le domaine de la bonne foi, il faut savoir où commence la mauvaise foi. Nous étudierons cette question, et à ce moment, l'étendue de la bonne foi sera facilement connue.

Les juges du fait apprécient souverainement la bonne foi du porteur (Cass. 2 Avril 1901 D. 1901 1.263) ; cependant la Cour de Cassation peut constater que les juges ont apprécié des faits au moyen d'expressions employées à contre sens ; ainsi, par arrêt du 28 mai 1894 (D. 1894 1.447), la Cour Suprême a cassé un jugement du tribunal relevant des contradictions de motifs : il avait jugé à la fois que « le porteur était de bonne foi, comme ignorant que le tiré avait revêtu l'effet de la signature sociale, pour ses besoins personnels, contrairement aux statuts de la société qu'il engageait, et que le porteur avait traité directement avec le signataire de l'effet, et lui en avait remis le montant, pour en réclamer ensuite le rembour-

sement à la société, dont la signature avait été surprise ». (V. aussi Cass. 16 Mars 1910 D. 1910 1-536).

Les juges apprécient la bonne ou la mauvaise foi du porteur, au moment de la négociation initiale ; peu importe que le vice ait été découvert postérieurement. Ainsi jugé que « le tiers qui a reçu un effet de complai-
« sance, dans l'ignorance de son véritable caractère, en
« fournissant une contre valeur effective, ayant fait foi
« à un titre régulier en la forme, dont il n'était pas tenu
« à rechercher si la cause existait, et ayant droit d'en
« considérer tous les signataires comme valablement
« engagés envers lui, est fondé à en demander le paiement
« au débiteur... et la circonstance qu'après avoir découvert
« le vice de l'effet, il a accordé des délais au débiteur, en
« consentant le renouvellement des effets, ne saurait lui
« avoir fait perdre son droit à son égard, en autorisant
« celui-ci à invoquer sa propre fraude » (Req. 11 Mars 1935, S. 1935 1.175). Par ces motifs, la Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris du 20 Juillet 1932 (1).

(1) C'est, à notre connaissance, la première fois que la Cour de Cass. a expressément résolu la question de savoir à quel moment la bonne foi doit avoir existé chez le porteur pour que celui-ci soit en droit d'agir contre les signataires. Il suffit que le porteur ait été de bonne foi au moment où l'effet de commerce lui a été transmis par endossement, et le fait d'avoir découvert le vice de complaisance, entre cette date et le jour de l'échéance, ne le prive pas de ses droits. Cette solution nous paraît absolument justifiée : en effet l'endossement dont le porteur a bénéficié de bonne foi, en fournissant une contre-valeur effective, lui a conféré un droit légitime, dont on ne saurait le priver, sous prétexte qu'il a connu après coup, la fraude qui avait vicié l'émission de la traite.

Du reste, on pourrait, malgré la faiblesse de ces arguments, raisonner par analogie : l'art. 2269 C. Civ. prescrit que pour l'usucapion par délai de dix ou vingt ans, il « suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition. »

Conformément au principe posé par l'art. 2268 du Code Civil la bonne foi se présume toujours, et c'est à celui qui invoque la mauvaise foi du tiers porteur, afin de lui opposer la nullité du billet, qu'il appartient de faire la preuve de cette mauvaise foi : Paris, 10 Mai 1932, G. P. 1934 1.901, Lyon, Caen, IV-131. Il appartient d'ailleurs aux juges du fait d'apprécier souverainement si le débiteur a fait suffisamment cette preuve (1).

Lorsque la jurisprudence reconnaît la validité des effets de complaisance (caution du tiré, ouverture de crédit...) donc l'opération licite et valable, la connaissance que le tiers porteur a pu avoir de ces conventions, ne saurait évidemment constituer l'état de mauvaise foi qui justifie le refus de paiement de l'effet par le tiré.

A fortiori, en est-il ainsi lorsque, non seulement, la création de l'effet de complaisance a eu lieu en vue de faciliter une ouverture de crédit, mais encore lorsqu'en outre, le tiré a souscrit au profit du tireur, un acte authentique de cautionnement complémentaire, avec garantie hypothécaire sur tous ses biens, pour sûreté des effets créés (Req. 26 Janv. 1932 S. 1932-1.103).

Les droits du porteur de bonne foi seront donc les mêmes que ceux du porteur régulier.

2° Tiers porteur de mauvaise foi. — Lorsque la nullité d'un effet de complaisance est prononcée, cette nullité peut être opposée au porteur de mauvaise foi ; il ne peut alors, ni actionner en paiement le tireur ou souscripteur, ni produire à sa faillite.

Cass. 14 Août 1850, D. 50-1.290.

Cass. 8 Juin 1891, D. 92-1.336.

Cass. 5 Mars 1907, D. 1909-1.534.

(1) Trib. Com. Havre 11 Mars 1896 D.P. 98-2.522.

En quoi doit consister la mauvaise foi ?

Certains arrêts estiment que la mauvaise foi commence simplement à la collusion ; il faut que le porteur ait été véritablement complice des émetteurs de l'effet, qu'il ait participé à leur concert frauduleux, en vue de tromper les tiers.

Cette opinion consacrée par un arrêt ancien (Cass. 2 Décembre 1846, D. 47-1-35) a été soutenu par MM. Dumont et Roche dans leurs thèses sur les effets de complaisance.

D'autres arrêts excluent de la mauvaise foi « l'imprudence, même grave, que commet le tiers porteur, quand il néglige de procéder à la vérification, même facile, qui lui permettrait de connaître la situation devenue plus tard litigieuse » (Cass. 27 Juillet 1897, D.P. 1897 1.107).

Quelle est, aujourd'hui, l'opinion généralement admise ?

Est-il nécessaire que le porteur ait participé à la fraude dont les parties se sont rendues coupables, qu'il se soit entendu avec elles en vue de tromper les tiers ? Suffit-il, au contraire, qu'il ait eu la simple connaissance du vice dont le titre était entaché, qu'il ait eu cette connaissance au jour de la remise ?

La doctrine, dans son ensemble, enseigne à raison, que la participation à la convention, comme complice des parties, ou que la poursuite d'un but frauduleux, n'est pas nécessaire ; il suffit que le tiers porteur n'ait point ignoré, au moment de la remise du titre, la convention de complaisance et le caractère de nullité dont était frappé l'effet. V. Thaller et Percerou, traité élémentaire Droit Commercial n° 1438.

Hémard « Les effets de complaisance » thèse p. 108.

Perroud, Ann. Dr. Comm. 1905, p. 15.

Matter R.D.B. 1925, p. 390.

La jurisprudence est, aujourd'hui, fermement attachée à cette thèse. Ainsi, jugé que « la nullité d'un billet à « ordre, pour défaut de cause ou fausse cause peut être « opposée par le souscripteur au tiers porteur de mauvaise « foi, c'est-à-dire, qui a connu le vice résultant de l'absence ou de la fausseté de la cause. Attendu qu'en fait, « l'arrêt attaqué établit par des appréciations souveraines, « d'une part, que le billet de 2.000 frs souscrit par Raffin, « au profit de Sarreau, était sans cause et de pure complaisance ; d'autre part, que le banquier Buisson, qui « avait escompté cet effet, n'ignorait pas que la cause « énoncée, « valeur reçue en fourniture de bois » était « absolument fictive. Attendu que, dans ces circonstances, « la Cour de Bourges n'a violé aucun des articles susvisés « au pourvoi. Par ces motifs, rejette... Req. 18 Octobre « 1886 S. 86 1-470.

que « devrait être considéré comme porteur de mauvaise foi le banquier escompteur qui, sachant que le « tiré n'a pas eu l'intention formelle de cautionner le « tireur, se prêterait à la circulation des valeurs fictives, « favorisant ainsi l'absence de sincérité dans les relations « commerciales : que, dans l'espèce, il y a donc lieu de « rechercher si la banque ignorait ou non que les effets, « par elle escomptés, énonçaient une cause fictive, exclusive de toute idée de cautionnement de la part du tiré « accepteur... Par ces motifs, ordonne enquête » Tr. Civ. Vesoul (jugant commercialement) 23 Janvier 1925 R.D.B. 1925, p. 396.

que « le banquier qui escompte une lettre de change de « complaisance, acceptée par le tiré, connaissant la situation obérée du tireur et ses agissements pour se procurer des fonds à l'aide d'effets fictifs, puis qui participe

« au renouvellement de cet effet sans l'intervention du
« tiré, ne peut prétendre faire considérer le tiré comme
« une caution du tireur ; il est porteur de mauvaise foi,
« et est mal fondé à poursuivre le paiement de l'effet. »
Tr. Com. Seine 6 Avril 1927, G. P. 1927, 2.374.

que « en fait, Fayet, négociant en vins à Marseillan,
« était depuis de nombreuses années client de diverses
« banques, dont la banque X... et la banque Y... ; que dès
« 1921-1922, Fayet apparaissait comme d'un crédit incer-
« tain ; qu'à cette époque, les banques avaient escompté
« à Fayet toute une série de traites ; qu'elles lui avaient
« consenti un important découvert et qu'il leur importait,
« par conséquent, de maintenir autant que possible son
« crédit jusqu'à ce qu'il ait nivelé son compte ; que, dans
« ces conditions, les banques en cause n'hésitèrent pas à
« accepter de Fayet, à l'escompte ou en pleine connais-
« sance de cause, des effets de complaisance ; que dès
« 1923, elles prirent à l'escompte des remises importantes
« sur des tirés non commerçants, et pour lesquels il leur
« était impossible d'admettre, à raison des renseignements
« dont elles disposent, qu'il s'agissait de fournitures régu-
« lièrement faites par Fayet dans l'exercice de son
« commerce ».

« Attendu qu'en outre, la banque X... organisait avec
« Fayet, du 6 Novembre 1922 au 13 Avril 1930, une circu-
« lation de complaisance portant sur une traite de
« 66.000 frs, tirée sur un sieur Salruc, propriétaire à Agde ;
« que cette circulation et les conditions dans lesquelles
« elle s'est établie, ne peuvent laisser aucun doute sur la
« connaissance pleine et entière qu'avait la banque X...,
« du caractère de la traite en question ; qu'enfin, pour tout
« compléter, par contrat sous seing privé du 11 Mars 1925,

« la banque X... concurremment avec la banque Y..., se faisaient donner par Fayet diverses garanties pour le paiement de leur compte-courant, et n'hésitèrent pas à y inscrire en toutes lettres que ces garanties étaient données pour des *effets spéciaux* » Attendu que, de l'ensemble de ces faits, il résulte évidemment la preuve que dans leurs rapports avec Fayet, les banquiers n'agissaient pas en tiers porteurs de bonne foi, prenant à l'escompte des effets dont ils ne pouvaient imaginer qu'ils étaient sérieux ».

Tr. Com. Lyon, 26 Août 1926, G. P. 1926 2-623.

Les arrêts les plus récents adoptent également la thèse de la simple connaissance du caractère fictif de l'effet ; le Tribunal de Commerce de Boulogne a jugé (25 Août 1931, R.D.B. 1932-314) que « un banquier est tiers porteur de mauvaise foi, quand il a suggéré au tireur des engagements dépassant notoirement le crédit du souscripteur ; que la mauvaise foi ne doit pas être recherchée au moment de l'échéance, mais au moment de l'émission ; qu'elle ne peut résulter de facilités données à un commerçant en difficultés ».

La Cour d'Appel de Bordeaux (2^e Ch.) a rendu le 25 Juillet 1935 (G. P. 1935 2.) un arrêt qui précise bien la mauvaise foi : Affaire Banque Adam contre Royan : « Attendu qu'il n'est pas contesté que le montant de la traite litigieuse n'était pas dû par le tiré ; que la Cour doit rechercher si la banque Adam ne pouvait ignorer le caractère fictif de cet effet au moment où il lui fut remis par Royan et, de ce fait, se trouvait être porteur de mauvaise foi ;

« Attendu que si, à la rigueur on peut admettre que, par un aveuglement vraiment étrange, la succursale d'An-

« goulême n'eût pas eu, dès le début, son attention attirée
« sur les agissements frauduleux de Royan, habitant la
« même ville, par le caractère anormal des prorogations
« d'échéances et les réclamations incessantes des clients,
« sa bonne foi ne peut plus être admise à dater du 5 Oc-
« tobre 1933.

« Attendu, en effet, que par lettre de cette date, elle
« proteste énergiquement contre la façon de procéder de
« Royan, qui lui reproche l'émission de papier fictif et lui
« signale les embarras dans lesquels il place les établis-
« sements de crédit en relation avec lui ; qu'à la même
« époque, 5 et 14 Novembre 1933, M. Gueignard a mis la
« direction de la banque Adam en garde contre les manœu-
« vres frauduleuses de Royan, au sujet desquelles il don-
« nait toutes précisions ; qu'à partir de ce moment, la
« banque Adam ne peut donc soutenir avoir ignoré la
« situation ; que la prudence la plus élémentaire exigeait
« qu'elle n'acceptât désormais le papier de Royan que
« sous réserve d'un contrôle sévère, et notamment après
« s'en être renseigné auprès des tirés ; qu'en ne prenant
« pas cette précaution qui s'imposait, la banque Adam ne
« peut avoir eu pour but que de faciliter, par tous les
« moyens, un client en difficulté ; qu'elle ne peut donc
« être considérée de bonne foi, lors de la remise de l'effet
« litigieux, postérieurement aux dates sus-indiquées ».

Les juges du fait ayant statué sur la mauvaise foi des tiers porteurs (généralement le banquier escompteur) celui-ci ne peut contraindre au paiement le tiré accepteur à l'origine (Req. 30 Juin 1919, G.P. 1919 2-73 ; Paris 16 Juin 1927, G.P. 1927 2-374 ; Civ. 3 Novembre 1932, G.P. 1933 1-40 ; Caen 14 Janvier 1933, G.P. 1933 1-189).

« La nullité résultant d'un vice originaire d'un effet de

« commerce, est, en principe, inopposable au tiers porteur, à condition qu'il n'ait pas connu ce vice, et surtout qu'il n'y ait pas eu connivence de sa part... Spécialement, le banquier tiers porteur qui n'a pas été de bonne foi dès le moment de la réception des traites, ne peut contraindre au paiement les signataires ; devenu complice de la fraude commise, il doit supporter les conséquences de la nullité absolue, comme les parties elles-mêmes, et il est tenu de remettre les effets au tiré » (Lyon Tr. Com. 26 Août 1926 G.P. 1926 2-623).

Il est, par contre, des cas où le tiers porteur, même de mauvaise foi, peut poursuivre le tiré accepteur ; c'est le cas du célèbre arrêt du 17 Novembre 1909, déjà cité (D. 1912 1-281). En effet, les banquiers Cabaud & Co avaient escompté des traites tirées par Garraud sur Fontanille ; les banquiers étaient au courant de l'opération de complaisance. Cependant, la Cour de Cassation jugea, à raison, que « l'obligation de l'accepteur devait être tenue pour valable et le lier, même, envers un porteur qui est informé de la convention de complaisance. » Les droits du tiers porteur ne sont donc pas soumis nécessairement à la condition de bonne foi.

L'arrêt de la Chambre des Req. du 21 Mars 1910 (D.S. 1912, 1.281) contient-il le même principe ? « Attendu, dit-il, que par l'arrêt attaqué, il est constaté que, bien que les traites litigieuses eussent le caractère d'effets de complaisance, et que l'obligation en résultant fût sans cause entre le tireur et le tiré, leur négociation n'en a pas moins profité au tireur, et que le tiré qui les avait acceptées, ayant été condamné à en payer le solde au tiers porteur dont la bonne foi a été reconnue par une décision passée en force de chose jugée, est fondée à

« réclamer au bénéficiaire de ces valeurs, le montant des « sommes qu'il aura ainsi déboursées pour aider à son « crédit ». Bien qu'il s'agisse d'un effet de complaisance, l'opération est valable ; comme le tireur a retiré un profit de cette opération, le tiré accepteur a une action en remboursement, mais il faut noter le soin pris par la Cour Suprême à préciser que la bonne foi du tiers porteur a été reconnue par une décision passée en force de chose jugée. Cependant, même, si le tiré avait payé le porteur, sans lui opposer l'exception tirée de sa mauvaise foi, son recours contre le tireur eût été recevable ; la solution est identique, que le tireur fût ou non de bonne foi, quand la traite est jugée valable.

Pour avoir une très grande clarté dans la rédaction des arrêts, il faut que la jurisprudence accepte le principe de la validité des effets de complaisance.

§ 2. — SANCTIONS DU TRAFIC DE COMPLAISANCE

La jurisprudence française obéit à une idée directrice qui est la suppression de la circulation de complaisance ; pour atteindre sûrement ce résultat, elle poursuit les trafiquants sur le terrain de la responsabilité civile et pénale. Nous allons rechercher comment les textes civils ou répressifs ont été appliqués aux signataires complaisants ; nous examinerons si ces applications sont justifiées en droit.

I. — SANCTIONS CIVILES

Les art. 1382 et 1383 C. Civil posent le principe de la responsabilité : ces textes peuvent-ils être appliqués aux

signataires complaisants et aux banquiers escompteurs de mauvaise foi ?

A. — *Responsabilité des complaisants.* — Il faut distinguer deux situations différentes, selon le rôle exact du signataire complaisant :

1° Le complaisant favorise simplement la circulation des effets de complaisance mais il ne prend aucun engagement sur les traites, il ne les accepte pas. A l'échéance, le tireur paiera ou enverra les fonds à son ami pour qu'il paie ; si le tiré consent à payer, le porteur est réglé et tout se passe comme si la traite avait été régulière. Mais si ce procédé dure longtemps, le tiré contribue à entretenir cette circulation de complaisance et n'engage-t-il pas de ce chef sa responsabilité à l'égard des tiers ?

Certains auteurs, notamment M. Hémard, répondent affirmativement : le tiré complaisant autorise tacitement ce tirage pratiqué sur lui, en payant à chaque échéance les traites avec les fonds reçus. Sans doute il n'a pas accepté l'effet mais il a laissé croire à un courant d'affaires sérieuses, réglées par des effets réguliers entre le tireur et lui. « Sa complaisance le constitue en faute et l'associe aux manœuvres frauduleuses du tireur » (Hémard, thèse, 1900, p. 117). Ces auteurs estiment donc que dans ce cas le complaisant qui prête son assistance à l'émission des effets, engage sa responsabilité car les conditions de l'article 1382 du Code Civil sont remplies (1).

Le point de vue adopté par Hémard nous apparaît très critiquable ; en effet, dans la situation envisagée le por-

(1) Si un commerçant gêné tire une traite sur un ami à son insu, celui-ci pourra réclamer des dommages-intérêts pour atteinte portée à son crédit (Tr. Com. Seine 1^{er} Mai 1897. *Le Droit* 23 Mai 1897).

teur qui se prétend lésé par l'attitude du tiré complaisant est en réalité victime de sa seule imprudence : il lui suffisait de présenter les effets à l'acceptation du tiré. Si le tiré refuse d'accepter, le porteur a ses droits fixés par les art. 119 et 120 du C. Commerce : il peut faire dresser un protêt faute d'acceptation qui sera notifié aux endosseurs et au tireur, et il peut exiger d'eux soit une caution pour assurer le paiement à l'échéance soit le remboursement immédiat avec les frais de protêt et de rechange.

Parfois, la traite porte la mention « non acceptable ». Le porteur doit alors être avisé et savoir que sa seule garantie est dans la solvabilité du tireur. Il peut du reste exiger que la garantie représentée par l'acceptation soit remplacée par un gage ou par un autre document.

Le tiers porteur qui subit un dommage par suite de cette circulation de complaisance est donc en réalité victime de sa seule imprudence.

De plus pour que le tiré soit déclaré responsable en vertu de l'art. 1382, il faudrait que le porteur prouve l'existence d'un préjudice, la faute du tiré complaisant et un lien de causalité entre les deux premiers éléments. Or il est impossible d'établir une faute à la charge du tiré qui paie des traites à leur échéance avec des fonds reçus du tireur. Enfin si le porteur connaissait la nature des effets, il est de mauvaise foi et selon la jurisprudence très certaine sur ce point, tout recours doit lui être refusé.

2° Une autre situation doit être envisagée : le complaisant peut avoir un rôle plus actif, c'est le cas où il a souscrit ou bien accepté les effets de complaisance. Nous avons vu que malheureusement, la jurisprudence permet parfois au tiré complaisant de refuser le paiement : il serait plus

salutaire que le tiré sache que, ayant donné sa signature, il sera toujours tenu de payer, ne possédant qu'un droit de recours généralement illusoire contre le tireur.

Quoi qu'il en soit, la question actuelle est de savoir si le tiré complaisant qui s'est engagé sur la traite n'est pas responsable en vertu de l'art. 1382, à l'égard des créanciers du bénéficiaire. En effet, par suite du trafic de complaisance certaines personnes ont pu croire que le bénéficiaire avait un crédit réel, et trompées par cette apparence entrer en relation avec lui : ces créanciers ont-ils une action contre le tiré ?

Oui répondent certains auteurs, le tiré complaisant engage sa responsabilité quasi-délictuelle. Il y a un préjudice certain pour les créanciers du bénéficiaire : les uns voient la garantie de leurs créances diminuée puisque l'actif diminue, d'autres voient leurs créances anihilées parce que le débiteur n'exécute pas les obligations contractées envers eux. Il y a faute certaine du complaisant car il a permis à un commerçant dont la situation était déplorable de continuer ses affaires. Il y a lien de causalité entre le préjudice et la faute.

Nous ne contesterons pas que les créanciers du bénéficiaire de la complaisance subissent parfois un préjudice ; cependant, il ne faut oublier que souvent l'effet de complaisance permet à un commerçant provisoirement gêné de surmonter une difficulté et de trouver par ce procédé une aide financière telle que la situation de ses créanciers en est améliorée. En supposant même que les créanciers aient subi un préjudice certain, il leur appartiendrait de prouver la faute et le lien de causalité : or, ce dernier élément sera toujours impossible à établir car ce qui augmente le passif d'un commerçant aux abois ce n'est pas tant l'émission de

complaisance que sa mauvaise administration, que le désordre de ses affaires.

Pour que les sanctions civiles puissent jouer librement, il faut admettre la validité de l'effet de complaisance : toute personne qui appose volontairement sa signature sur la traite s'engage et doit payer. La jurisprudence actuelle, admettant tantôt la nullité tantôt la validité de l'effet de complaisance, a complètement fait échouer les sanctions civiles ; permettant dans certains cas au tiré complaisant de refuser le paiement, la jurisprudence n'a-t-elle pas favorisé les signatures de complaisances, alors que son intention est de les restreindre le plus possible ?

Un arrêt de la Cour de Paris (15 Décembre 1931, S. 1932-2-137), se termine par la conclusion suivante : « Si blamables et si nuisibles aux crédits que puissent être les agissements des tireurs, les éléments du délit d'escroquerie ne se rencontrent pas en l'espèce et aucune sanction, *au moins de nature pénale*, ne saurait intervenir contre les inculpés. » L'arrêt fait ressortir la possibilité d'un recours en dommages-intérêts contre les tireurs et les accepteurs complaisants. Dans cette espèce, la Banque du Cher était le porteur et le tirage d'effets était passé en deux ans de 20.000 frs par mois à 250.000 frs. Nous ne savons pas si la Banque du Cher a intenté une action en dommages-intérêts : il aurait été très intéressant de connaître la décision intervenue.

B. — *Responsabilité des banquiers.* — La banque est le grand dispensateur du crédit ; de nombreuses personnes se guident dans leurs rapports avec certains commerçants sur la façon d'agir de la banque. Si le banquier soutient le commerçant, c'est qu'il a un certain crédit et il est

normal de traiter avec lui des affaires : le crédit attire le crédit. Les banquiers ne doivent donc pas accorder des crédits inconsidérés, sinon ils induisent en erreur l'opinion commune sur le crédit dont est digne en réalité un commerçant.

Le banquier, peut-il engager sa responsabilité vis-à-vis des tiers à raison des crédits consentis par lui à un commerçant ? La jurisprudence a souvent répondu affirmativement : Une décision récente de la Cour de Lyon nous montre un exemple intéressant (Lyon, 30 Octobre 1929 R.D.B. 1930-178) où la responsabilité du banquier a été reconnue par application de l'art. 1382 C. Civil, les tiers ayant subi un préjudice du fait que la banque avait permis à un commerçant dont les affaires périllicitaient de soutenir pendant un certain temps une situation impossible à rétablir. L'arrêt a jugé : « Attendu que le fait par un banquier ou son préposé de masquer par une circulation intensive d'effets fictifs ou même faux, des crédits excessifs consentis à un commerçant, hors de proportion avec les garanties que pouvait offrir ce dernier, constitue une grave faute professionnelle de nature à préjudicier aux intérêts des tiers créanciers du même commerçant ».

Selon nous, pour que la responsabilité du banquier soit engagée, il faut prouver une faute lourde, il faut notamment qu'il y ait circulation d'effets de complaisance ; un effet de complaisance accidentel ne suffirait pas. Il faut également démontrer que les agissements du banquier aient été la cause déterminante des crédits accordés par les tiers créanciers aux commerçants ; il faut enfin que le banquier ait accordé des crédits hors de proportion avec la situation du commerçant : c'est le cas notamment où la banque sait que son client est à la veille de la faillite.

Si toutes ces conditions étaient remplies, la responsabilité du banquier serait engagée certainement ; mais à concurrence de quelle somme ? L'arrêt de la Cour de Lyon estime que le préjudice ainsi causé aux tiers créanciers est suffisamment réparé par le rejet de la production du banquier, correspondant aux montants des effets de commerce ainsi frauduleusement créés et mis en circulation, sans qu'il soit nécessaire d'aller jusqu'au montant total du passif de la faillite, alors qu'il n'est pas établi que le crédit accordé au failli par chacun des créanciers de la masse ait son origine dans l'attitude du banquier :

« Attendu qu'il y a lieu d'admettre seulement le banquier au passif de la faillite pour le montant des avances de fonds réellement faites au failli sous diverses formes et résultant de la comptabilité non contestée dudit banquier. » (V. dans le même sens Trib. Civ. Foix 21 Juin 1928, Journ. Faill. 1929.134).

D'après la jurisprudence, le syndic d'une faillite est donc recevable dans son action en poursuite contre le banquier qui a causé à la masse un préjudice par ses agissements. Le premier élément constitutif de la responsabilité, basée sur l'art. 1382 existe bien : les créanciers qui ont contracté sur la foi d'une prospérité apparente du commerçant, ne toucheront en effet qu'un dividende sur leurs créances.

Mais il faut que le syndic rapporte ensuite la preuve qu'il y a faute du banquier et le lien de causalité entre cette faute et le préjudice. Le lien de causalité est assez facile à établir ; le banquier a donné des apparences de prospérité en favorisant la circulation de valeurs fictives, apparences qui ont déterminé les tiers à faire confiance au commerçant. Quant à la preuve de la faute la question est plus délicate ; le simple fait d'escompter des effets de

complaisance ne constitue pas faute ; car aucun texte, aucune loi n'interdit ces escomptes. Selon nous, pour qu'il y ait faute du banquier susceptible d'engendrer sa responsabilité civile, il faudrait établir un concert frauduleux entre le banquier et le commerçant, afin de tromper les tiers. A défaut de concert escompter des valeurs de circulation sera parfois une grave imprudence pouvant également engager sa responsabilité. Ainsi le banquier qui voit un commerçant lui apporter à l'escompte des valeurs de circulation en grand nombre, répéter souvent ces opérations, ne pas payer les effets à leurs échéances, les renouveler, devrait être mis en méfiance et craindre de tromper les tiers ; continuer l'escompte est une imprudence dont il doit réparer les conséquences dommageables.

En somme, les juges auront pouvoir d'appréciation pour examiner d'après les éléments de la cause, la bonne foi du banquier. Pas de faute si le banquier en escomptant le papier fictif, a pensé aider un commerçant malheureux à rétablir sa situation, mais faute et responsabilité si le banquier a simplement cherché à retarder la faillite de son client. Le critérium sera donc la notion de crédit qu'il fallait accorder au commerçant ; le banquier doit être très circonspect dans ce genre d'opérations.

(V. également Trib. Comm. Seine 20 Janvier 1928, Journ. Faill. 1928-207).

Il est un cas par exemple où la Cour de Cassation a justement retenu la responsabilité civile d'un banquier : après avoir soutenu par des crédits excessifs un débiteur acculé à la faillite, la banque lui avait substitué par suite de manœuvres, un débiteur solvable. La Cour Suprême a rendu un arrêt très net (Cass. 19 Mai 1926, R.D.B. 1927, 222) : « Les manœuvres par lesquelles un banquier subs-

titue un débiteur solvable à un autre acculé à la faillite par une importante circulation d'effets, sont génératrices d'un dommage dont elle doit réparation. Est donc rejeté à juste droit le pourvoi contre un arrêt, qui ayant prononcé l'annulation des deux actes réalisant une seule opération engendrée par des manœuvres frauduleuses a condamné l'auteur de celles-ci à des dommages-intérêts au profit de la victime qui, elle, ne se serait pas prêtée à la combinaison annulée, si la situation de son emprunteur ne lui avait pas été dissimulée. La responsabilité du banquier a également été retenue par arrêt de la Chambre des Requêtes ; (19 Déc. 1927, G.P. 1918 1.75, Caen 30 Mai 1899, S. 1900 2.163) : « le banquier qui, en négociant sciemment des effets de complaisance tirés par un commerçant, déclaré ensuite en faillite, sur des tiers qu'il savait pertinemment ne pas être ses débiteurs, a permis à ce commerçant de soutenir sa situation obérée et capter la confiance de nouveaux créanciers, est responsable pour partie du passif, créé par ce commerçant ; par suite le syndic de ce dernier est fondé à réclamer au banquier la réparation du préjudice causé à tous les créanciers de la faillite par la création d'un passif nouveau dont le premier effet devait être la réduction du dividende de chacun d'eux ».

Des banques se créent à chaque instant afin de mettre rapidement en rapport des négociants auxquels l'exercice normal de leur profession n'aurait pas donné lieu à relations ; ces officines prétendent avoir pour but d'aider le crédit commercial mais en réalité elles cherchent la réalisation de bénéfices par l'échange de signatures de complaisance. Ces banques appelées banques d'échange, furent très nombreuses entre 1865 et 1878 ; elles portent des noms divers, présentent des formes diverses, par exemple Union des Banques, Caisse Commerciale et Industrielle, Banque

Générale du Commerce. Peu à peu elles disparurent car elles furent impitoyablement l'objet de poursuites pénales et civiles mais avec les difficultés financières récentes, elles réapparaissent et font même de la publicité dans la presse, offrant « leurs secours d'assistance, crédits aux petits commerçants. » Elles adressent des circulaires et prospectus afin d'attirer les clients en leur proposant les moyens de se procurer des fonds.

Il est juste que ces banques, vivant seulement de cet échange de signature de complaisance puissent être poursuivies civilement lorsque leur aide, leur assistance n'a pas servi le commerçant qui y a recouru mais au contraire a causé un préjudice aux tiers, qui ont traité avec ce malheureux aux abois.

II. — SANCTIONS PÉNALES

En matière répressive, le juge doit interpréter les textes d'une façon restrictive ; nous allons étudier les textes souvent invoqués pour considérer l'émission de complaisance comme une infraction punissable.

A. — *Banqueroute simple*. — La banqueroute simple est un délit correctionnel punissable de la peine d'un mois à deux ans d'emprisonnement, sous réserve de l'application des circonstances atténuantes (Art. 402 § 3 C. Pénal). La banqueroute simple est un délit qui peut être commis sans intention mauvaise ; la loi pénale punit en effet la faute du commerçant qui aura contrevenu à ses dispositions, mais sans qu'il y ait fraude. Les éléments constitutifs de ce délit sont simplement des faits de « négligence, témérité, imprudence dans la gestion du patrimoine social. »

(Cass. 2 Juin 1870, S. 70.1.412, 20 Oct. 1899, S. 1901.1.543). La banqueroute simple en punissant la simple faute sans exiger la fraude, a pour but de réprimer la spoliation des créanciers.

L'art. 585 § 3 du Code de Commerce, édicte « Sera déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui... 3°) dans l'intention de retarder sa faillite a fait des achats pour revendre au-dessous du cours ; qui dans la même intention s'est livré à des emprunts, circulations d'effets ou autres moyens de se procurer des fonds. » Le texte ne prononce pas une condamnation générale et systématique contre la circulation de complaisance ; celle-ci n'est répréhensible que sous certaines conditions.

Tout d'abord, il faut que le prévenu soit un commerçant, la banqueroute est en effet une infraction connexe à la faillite, et il ne saurait y avoir de banqueroute sans état de faillite qui est propre aux commerçants. La question présentait un intérêt quand c'était une société qui était déclarée en faillite ; souvent les administrateurs échappaient à la répression pénale de l'art. 585 § 3, grâce à la fiction de la personnalité juridique des sociétés. La jurisprudence cherchait à atténuer les effets de cette fiction et appliquait parfois les peines de la banqueroute aux administrateurs. Aujourd'hui il n'y a plus aucune difficulté ; dans le but de protéger l'épargne, le décret-loi du 8 Août 1935 (Article 2) prescrit : « En cas de déclaration de faillite d'une société, sont punis les administrateurs d'une société anonyme, et d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui dans l'intention de retarder la faillite de la société ont fait des achats pour revendre au-dessous du cours ou se sont livrés à des emprunts, circulation d'effets ou autres moyens de se procurer des fonds,

des peines prévues par l'art. 402 § 3 Code Pénal. » Ainsi, les administrateurs seront punis tout comme les commerçants eux-mêmes, quand ils auront commis les mêmes actes répréhensibles ; c'est une extension heureuse de l'application de l'art. 585 § 3.

Quand la circulation d'effets de complaisance sera-t-elle considérée comme répréhensible et donnera-t-elle lieu à l'application des peines de la banqueroute simple ?

Il faut, dit l'art. 585, que l'emploi de la circulation des effets de complaisance soit en vue « de retarder la faillite. » Sans cette intention précise, il n'y a pas délit. Le juge aura donc pour mission de rechercher quel a été le but du trafic de complaisance ; nous avons vu les innombrables hypothèses, où des commerçants réalisaient par ce moyen des opérations parfaitement licites.

Même si le but n'est pas conforme aux bonnes mœurs mais qu'il soit prouvé que le prévenu n'avait pas l'intention de retarder sa faillite, alors il ne peut y avoir délit de banqueroute simple ; ainsi, conformément à la doctrine (Renouard, *Traité des Faillites et Banqueroutes*, T. 2, p. 442 ; Lyon-Caen Renault, *Traité de Droit Commercial*, T. 8, n° 941, p. 221) la Cour de Lyon a jugé à bon droit : « Le commerçant qui s'est livré à une circulation d'effets ne peut être déclaré banqueroutier simple, que si cette circulation a été commise par lui dans l'intérêt de retarder sa faillite ; en conséquence le commerçant qui s'est livré à une telle circulation, si considérable que fût le chiffre des effets, ne sera pas déclaré banqueroutier simple, lorsque le but de la circulation a simplement été de lui procurer des ressources pour se livrer à ses goûts de luxe et de débauche » (Lyon 27 Juin 1899, D. 1900, 11.127). Il résultait dans l'espèce, de l'instruction et des débats qu'aucune des

sommes provenant de ce trafic n'avait servi à payer les créanciers de la maison de commerce ; un expert commis par le tribunal avait même conclu que cette maison était dans une situation financière très saine, réalisant de substantiels bénéfices ; les premiers juges avaient donc eu tort de déclarer le prévenu coupable de banqueroute simple et c'est à bon droit que la Cour, réformant ce jugement relaxa C... du chef de la prévention ».

La condition première est que le commerçant ait eu l'intention de retarder sa faillite. Cette condition n'est pas suffisante ; il faut encore que cette circulation d'effets ait été un moyen ruineux de se procurer des fonds. Cette condition fera très souvent défaut car les signataires complaisants se contentent d'un bénéfice très modéré. Il faut que la circulation soit onéreuse et aggravant la situation commerciale, augmente le passif du prévenu : l'opération sera un moyen ruineux de se procurer des ressources lorsqu'elle donne lieu à des escomptes nombreux, à des frais de retours ou à des intérêts élevés. Le juge du fait a souverain pouvoir d'appréciation.

Dans la pratique, la banqueroute pour circulation d'effets est rarement déclarée, car les conditions ne sont pas souvent nettement établies : le Ministère Public doit alors arrêter ses poursuites. Nous pouvons trouver pourtant quelques décisions de jurisprudence parfois critiquables : ainsi la Chambre Criminelle de la Cour Suprême a rendu dans une affaire Benoit un arrêt étonnant. (Crim. 14 Mai 1886, Journ. Faill. 1886-261).

Au cours des années 1883 et suivantes, Benoit s'était livré à une circulation de traites, tirées par lui sur une dame Martin qui, ne lui devant rien, acceptait par complaisance ces effets ; Dubois cherchait par ce procédé à

retarder sa faillite. L'arrêt déclare « Que ce fait ainsi constaté constitue bien le cas de banqueroute simple, prévu par l'art. 585 § 3 du C. Comm.

« Attendu que s'il résulte en outre des constatations de l'arrêt attaqué que Benoit avait déposé chez la dame Martin une certaine quantité de marchandises, le même arrêt constate également que la dame Martin ne devait compte à Benoit du prix des marchandises déposées qu'après la vente effectuée ; que les acceptations posées par elle sur les traites dudit Benoit étaient de pure complaisance, qu'elle ne s'était pas engagée sérieusement envers le tireur et que ce dernier faisait lui-même les fonds à l'échéance. Qu'en cet état de faits, l'arrêt attaqué a fait juste application de l'art. 585 § 3 C. Com. et 402 C. Pénal ».

Dans l'espèce, il apparaît que les effets de complaisance étaient parfaitement valables, en effet, la tirée était mandataire du tireur ; elle devait vendre les marchandises et affectait le prix au paiement des traites émises ; l'opération était donc réelle et sérieuse. De plus, les marchandises déposées entre les mains de la dame Martin étaient toujours supérieures au montant des effets mis en circulation chaque trimestre : les traites étaient donc toujours gagées et pleinement licites.

Enfin, nous ne voyons pas en quoi cette circulation était ruineuse : le tireur dépose chez un tiers des marchandises comme provision de traites tirées par lui sur son dépositaire. C'est un moyen de se procurer des ressources qui n'est en rien désastreux au point de vue financier : ce procédé est même certainement moins ruineux qu'un emprunt sur marchandises.

La Cour de Cassation n'aurait pas dû retenir les agissements de Benoit comme constitutifs du délit de banque-

route : il semble que la Cour ait basé son arrêt sur le fait qu'à défaut de vente de marchandises par la dépositaire, le tireur devait faire les fonds à l'échéance et que dans ces conditions, l'acceptation de la tirée n'était pas une acceptation ferme mais subordonnée à la vente des marchandises. La Cour Suprême a certainement violé les dispositions de la loi en rejetant dans cette affaire le pourvoi formé par Benoit.

La Cour de Toulouse a rendu un arrêt en date du 13 Décembre 1911 dans une affaire Viennes, faisant une juste application de l'art. 585 § 3 (V. Journ. Faill. 1912, 26). L'arrêt rappelle tout d'abord les conditions nécessaires pour qu'il y ait délit de banqueroute simple : « Attendu que le Ministère Public pour poursuivre le justiciable, prévenu du délit de banqueroute simple et que la juridiction compétente pour réprimer cette infraction, doivent établir la qualité de commerçant du prévenu, l'état de cessation de paiement, et la contravention aux dispositions de l'art. 585 § 3 C. Com. ; que constitue cette contravention, le fait par le commerçant dans l'intention de retarder sa faillite d'avoir tiré et mis en circulation des effets fictifs sur un commerçant insolvable et d'en avoir fait les fonds à l'échéance. » L'arrêt constate ensuite « Attendu qu'en l'espèce il est établi que Viennes a mis en circulation des effets fictifs dans l'intention de retarder sa faillite, qu'il a fréquemment tiré sur Tiné, ancien négociant à Castelnau-dary, des effets pour des sommes importantes et qu'il résulte du rapport du liquidateur, ainsi que de la correspondance versée au débat qu'il faisait les fonds à l'échéance pour les retirer.

« Attendu qu'il importe peu que le tiré fut son débiteur depuis quelques années car Viennes n'ignorait pas son

état d'insolvabilité et de déconfiture et que la circulation d'effets à laquelle il se livrait ne répondait à aucune opération commerciale et n'avait d'autre but que de lui procurer une apparence de crédit ».

La Cour de Grenoble a jugé dans le même sens (Grenoble 16 Mai 1913, Journ. Faill. 1913, 356) : « Constitue le délit de banqueroute simple le fait par un commerçant d'avoir mis en circulation des effets tirés sur des prétendus débiteurs ou sur des commerçants complaisants, alors que ces agissements n'ont eu d'autre but que de retarder la faillite et que ces diverses opérations onéreuses ont aggravé la situation financière et ont augmenté le passif. » La banqueroute est en quelque sorte un vol commis par le débiteur à l'encontre de la masse des créanciers dont le gage général a été dilapidé ; il est heureux que soit parfois réprimée la spoliation des créanciers. Que la peine de la banqueroute soit donc appliquée toutes les fois que le commerçant, en état de cessation de paiement, a eu recours à un moyen onéreux de se procurer d'ultimes ressources pour retarder sa faillite ; mais un texte pénal devant toujours être très restrictivement interprété, n'étendons pas le domaine de l'art. 585 quand toutes les conditions prévues ne sont pas remplies.

B. — *Le délit d'escroquerie* (art. 405 du Code Pénal) se constitue par le concours de trois faits distincts ; 1° Emploi des moyens frauduleux indiqués par la loi ; 2° Remise des titres ou valeurs obtenus par ces moyens ; 3° Détournement ou dissipation de ces valeurs. L'application de ces trois éléments a soulevé de nombreuses difficultés.

L'art. 405, en définissant le caractère des fraudes punissables, a eu pour but de circonscrire l'action répressive

dans certaines limites ; il incrimine les faits qui se produisent avec des signes extérieurs qui permettent de les saisir, qui imposent l'obligation de protéger les citoyens parce que les ruses sont habilement ourdies, et qui causent un véritable trouble à la sécurité publique. Plusieurs conditions doivent être réunies pour qu'il y ait emploi de moyens frauduleux :

a) il faut que les faits puissent être qualifiés manœuvres ; c'est-à-dire que le délinquant ait employé des moyens propres à surprendre la confiance d'un tiers. La tromperie peut être plus ou moins dangereuse ; peu importe, il faut aussi bien protéger les personnes naïves et ignorantes, faciles à tromper par la moindre manœuvre, que celles plus averties qui ne peuvent être dupées que par des ruses bien ourdies.

b) il faut que les manœuvres soient frauduleuses. La loi pénale punit simplement la fraude, elle ne s'occupe pas des entreprises téméraires ou insensées : « il faut qu'il y ait abus de crédulité, ce qui ne peut arriver que quand il est acquis que le prévenu savait qu'il en imposait par ses promesses, ses entreprises et les espérances qu'il donnait et que ceux avec lesquels il traitait, ignoraient réellement que leur adversaire se targuait de fausses promesses et qu'il les berçait d'espérances chimériques, car l'on n'abuse pas de la crédulité d'autrui lorsqu'on croit vrais les faits qu'on lui débite. » (Colmar, 15 Févr. 1935, G. P. 1935, 1.748).

c) il faut que ces manœuvres frauduleuses soient employées à persuader l'existence des faits énoncés dans la loi ; par exemple, l'existence des fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un *crédit imaginaire*, donc tous les actes tendant à faire croire que l'agent possède des titres, une

fortune, une puissance quelconque qu'il ne possède pas en réalité. Il faut que l'agent sache qu'il ne pourra jamais tenir sa promesse faite ; mais il n'est pas nécessaire que les faits soient purement imaginaires.

L'art. 405 exige ensuite qu'il y ait eu remise des fonds ou valeurs obtenus à l'aide de ces moyens : la remise est indispensable pour la constitution du délit. La loi précise : « ...aura par l'un de ces moyens escroqué... » ; si la remise a été déterminée par l'emploi d'un autre moyen, il n'y a pas délit d'escroquerie.

Enfin le dernier élément requis est le détournement : l'individu doit avoir par manœuvres frauduleuses et par remise des valeurs « escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui. » L'acte préparatoire du délit est l'emploi des manœuvres, l'acte d'exécution est la délivrance ; enfin le délit est consommé lorsque l'agent s'est approprié les valeurs.

Le délit d'escroquerie est punissable de la peine d'emprisonnement d'un an au moins, et cinq ans au plus, et d'une amende de 50 frs au moins, et 300 frs au plus. En outre le coupable peut être à dater du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant 5 ans au moins, 10 ans au plus, des droits mentionnés à l'art. 42 (interdiction, en tout ou partie des droits civiques, civils, et de famille).

Après avoir ainsi analysé en détail le délit d'escroquerie, nous arrivons à la question : présenter à l'escompte des traites de complaisance, constitue-t-il le délit d'escroquerie ? Il y a bien remise de fonds puisque par l'opération de l'escompte, le tireur ou le souscripteur de l'effet de complaisance, reçoit du banquier une somme d'argent en échange de quoi il remet un papier sans valeur, présenté sous les apparences d'un titre de créance ; il y a bien

détournement puisqu'il a réussi à escroquer partie de la fortune d'autrui. Mais le premier élément du délit existe-t-il ? Y a-t-il emploi de manœuvres frauduleuses destinées à persuader l'existence d'un crédit imaginaire ?

M. Garçon soutient dans son Code Pénal annoté (art. 405 n° 392) que le fait de négocier une traite de complaisance avec la certitude que le porteur ne sera pas payé à l'échéance ou ne le sera que grâce à l'émission d'un effet nouveau, ne tombe pas sous le coup de l'art. 405.

Il n'y a pas en effet dans ce simple fait emploi de manœuvres frauduleuses. Présenter un effet de complaisance à un banquier escompteur, écrit-il, est : « La simple réitération écrite du mensonge consistant à se prétendre créancier du tiré : mensonge insuffisant à lui seul à constituer le délit d'escroquerie. » Celui qui escompte une traite, sachant qu'elle ne sera pas payée fait certainement un mensonge puisqu'il se présente faussement comme créancier ; ce mensonge a certainement pour but de persuader de l'existence d'un crédit imaginaire mais il n'est pas moins certain que les manœuvres frauduleuses font défaut. Il y a simplement fausse qualité de créancier prise par le tireur ; or, la jurisprudence s'est toujours refusée à considérer qu'elle constitue par elle-même une escroquerie (Cass. 15 Juillet 1869, D. 1870 1.237, Cass. 4 Février 1898, S. 98.1.356).

Du reste, le banquier escompteur doit rechercher la valeur des signatures portées sur la lettre de change ; s'il a des doutes sur la solvabilité du tireur il peut exiger l'acceptation du tiré ou au besoin un aval. S'il a omis ces précautions, si à tort il a fait confiance au tireur, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Les manœuvres frauduleuses n'apparaîtront que si par des actes indépendants

de l'opération d'escompte, le banquier a été trompé sur la solvabilité d'un signataire, ou s'il a été mis dans l'impossibilité de se renseigner avec exactitude sur la valeur des signatures.

Contrairement à la doctrine de M. Garçon, certains auteurs enseignent que négocier une traite de complaisance avec la certitude que le porteur ne sera pas payé, constitue le délit d'escroquerie (V. Garraud 3 ed. T. G. n° 2588 Hémarid op. cit. p. 152, Lescot note au S. 1928 1.361). L'art. 116 du Code de Commerce exige l'existence de la provision au moment de l'échéance; lorsqu'une traite est émise sans provision et que le tireur n'a pas l'intention de faire parvenir les fonds au tiré avant l'échéance ou qu'il sait bien que le tiré ne deviendra pas son débiteur, il agit de mauvaise foi et avec une intention frauduleuse, s'il fait escompter cette traite. Mais pour constituer le délit d'escroquerie, il faut des manœuvres frauduleuses « les manœuvres frauduleuses résultent de la série des actes accomplis pour obtenir la négociation de l'effet. En apparence, en effet, ces actes représentent les diverses phases d'une opération d'escompte : en réalité, ils constituent la série des manœuvres frauduleuses ayant pour but d'appuyer une allégation mensongère tendant à faire croire à un crédit imaginaire... Lorsque le tireur n'a créé qu'un effet fictif et qu'en présentant son papier à l'escompte, il a su pertinemment que son papier, c'est-à-dire l'effet, ne serait pas payé à l'échéance, il a commis une escroquerie, parce que au moyen d'une mise en scène, *l'apparence d'une opération sérieuse d'escompte*, il s'est approprié le bien d'autrui. » Garraud T. VI, p. 435.

Les auteurs estiment donc, que négocier de mauvaise foi une traite de complaisance constitue moins une opération

d'escompte, faute d'une lettre de change réelle et valable à escompter, qu'un artifice trompeur, qu'une manœuvre frauduleuse, destiné à tromper le banquier et à se faire remettre les fonds par lui. Produire la traite n'est pas seulement une déclaration écrite, un mensonge écrit, c'est un élément matériel extérieur.

Entre ces deux opinions si nettement opposées, quelle est la position prise par la jurisprudence ?

Pour la première fois en 1897, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation condamne la jurisprudence qui estimait la remise d'effets de complaisance, présentés comme de véritables effets de commerce, non assimilable à une escroquerie. En effet, un arrêt du 4 Nov. 1897 jugea (S. 98.1.424) : « Se rend coupable d'escroquerie le commerçant qui obtient de l'argent de son banquier habituel en lui persuadant faussement qu'il est créancier de pareille somme de divers débiteurs, et en appuyant son mensonge de la production d'une série d'effets de commerce tirés par lui sur des débiteurs imaginaires, ses clients, les dits effets passés par le commerçant au banquier avec remise des bordereaux détaillant les valeurs : il y a là non seulement de simples mensonges, mais même des faits extrêmes destinés à accréditer les allégations mensongères et revêtant le caractère de manœuvres frauduleuses ».

La Cour de Cassation appuie par cet arrêt la doctrine soutenue par Garraud ; le fait de présenter à l'escompte des traites de complaisance et de s'en être fait remettre le montant, constitue le délit d'escroquerie. Cet arrêt envisage de la façon suivante les éléments du délit : le prévenu a obtenu de la banque une certaine somme, c'est la délivrance des fonds ; il s'est présenté à la banque comme créancier de cette somme sur des personnes qui n'étaient pas ses

débiteurs : c'est l'allégation mensongère ; il a appuyé ce mensonge de la production d'effets de commerce, transmis à la Banque avec un bordereau détaillé des valeurs : c'est le fait extérieur.

Nous critiquons cet arrêt car il nous semble, avec M. Garçon, que la production de la traite est une simple déclaration écrite mensongère et non pas un élément matériel et extérieur : les allégations mensongères et les faits considérés comme extérieurs, ne sont en réalité que les phases de l'opération d'escompte. Notre critique est du reste appuyée par la jurisprudence de la Cour de Cassation en matière de chèques : dans une affaire Auzat (Cass. 30 Oct. 1903, Journ. des Parquets, 1904.2.117) la Cour Suprême a jugé que « la simple remise de chèques post-datés et sans provision préalables, à l'effet d'obtenir une décharge ne saurait en l'absence d'une mise en scène ou de l'intervention d'un tiers, constituer une manœuvre frauduleuse. » Dès lors, pourquoi faire une différence entre le chèque et la lettre de change ?

Malgré cela, la Cour de Cassation continua à juger que la présentation de traites de complaisance à l'escompte constituait le délit d'escroquerie.

V. Cass. 23 Nov. 1897, D. 1899.1.92.

Cass. 7 Juill. 1898, S. 1900.1.205.

Le tireur a commis un mensonge en se prétendant fausement créancier du tiré ; son mensonge est corroboré par la remise des traites destinées à faire croire à un crédit imaginaire. Nous critiquons de même ces arrêts en disant que l'art. 405 est inapplicable : le prévenu affirme fausement une opération qui n'existe pas, c'est simplement un mensonge ; la présentation de l'effet nécessaire pour demander l'escompte, est la simple constatation écrite du

mensonge. Cette série d'actes se ramène donc à un mensonge ; pour qu'il y ait escroquerie, il faut que l'opération d'escompte d'effets fictifs s'accompagne de faits extérieurs, distincts de la présentation même du titre.

Tous ces arguments furent magistralement exposés par M. Garçon pour la première fois en 1906, à la fin du tome I de son Code Pénal annoté ; la jurisprudence en fut fortement influencée. La Cour de Cassation se rangeant à son opinion, rendit à la date du 2 Décembre 1909, deux arrêts qui substituent à la conception large de manœuvres frauduleuses en matière d'escroquerie une conception beaucoup plus étroite : (S. 1911.1.349) « La présentation à l'escompte de traites acceptées, mais dont les tirés insolvable ne sont pas réellement débiteurs des tireurs, et la production au banquier escompteur de bordereaux énumérant ces traites, en même temps que des effets réguliers ne sauraient pas à elles seules constituer des manœuvres frauduleuses, au sens de l'art. 405 du Code Pénal, alors même que les accepteurs auraient été fournis par des tiers qui connaissaient leur insolvabilité, mais qui ne sont pas intervenus auprès du banquier auquel les traites ont été présentées pour l'escompte. » Elle décide que la présentation à l'escompte de traites de complaisance ne constituait pas une manœuvre frauduleuse « alors même que les accepteurs auraient été fournis par des tiers qui connaissaient leur insolvabilité, mais qui ne sont pas intervenus auprès du banquier. » Donc, d'après cette nouvelle jurisprudence, pour qu'il y ait délit d'escroquerie, il faut que les tiers fassent une démarche auprès du banquier. En pratique cette démarche ne sera jamais réalisée car elle suffirait à signaler la fraude, le caractère suspect de l'opération.

La jurisprudence de 1909 rend donc toutes poursuites pénales impossibles ; à l'abri des sanctions civiles, à l'abri

des sanctions pénales, les trafiquants de complaisance ont toute liberté pour agir et opérer. La Cour de Cassation, ayant voulu réformer sa jurisprudence sous l'influence des critiques de M. Garçon, en a exagéré leur portée; dangereuse en fait, la solution est injustifiée en droit.

Dans l'espèce rapportée, les traites de complaisance étaient acceptées : l'acceptation par elle-même, ne constitue-t-elle pas l'élément extérieur qui, destiné à tromper la victime, constitue la mise en scène caractéristique de la manœuvre frauduleuse du délit d'escroquerie ? Il semble que la réponse doit être affirmative : lorsqu'il y a acceptation mise sur la traite, il y a une opération qui constitue l'élément extérieur nécessaire pour qu'existe la manœuvre frauduleuse. L'acceptation du tiré mentionnée sur la traite n'est pas la réitération du mensonge : sans doute elle reproduit le mensonge mais elle lui donne un aspect nouveau, émanant d'une personne différente. Lorsqu'une traite est présentée à l'escompte d'un banquier, ce dernier peut tenir pour suspecte, l'affirmation du tireur qui se dit créancier; quand il voit l'acceptation du tiré, il a tout lieu de la tenir pour sincère car il est anormal qu'un individu se prétende débiteur si il ne doit rien. L'acceptation par le tiré constitue donc bien le fait extérieur, la mise en scène : l'arrêt de 1909 instaurait une jurisprudence critiquable ; il a poussé trop loin la doctrine de Garçon. L'éminent auteur avait surtout visé l'effet fictif puisqu'il dit « si l'escompteur a des doutes sur la solvabilité du tireur, il peut exiger l'*acceptation* du tiré. » Le commerçant qui demande l'escompte d'une traite non acceptée affirme simplement que le tiré est son débiteur ; si en réalité il n'est pas créancier du tiré, la traite constitue un mensonge écrit et il est certain qu'en ce cas la manœuvre frauduleuse n'est accompagnée d'aucun fait extérieur, il ne peut y avoir délit d'escroquerie.

Au cas où la traite est acceptée, nous estimons qu'il peut y avoir escroquerie ; la solution adoptée en 1909 fut pourtant suivie par la plupart des juridictions correctionnelles. Cette doctrine fut encore reprise en 1931 par la Cour de Paris dans un arrêt du 15 Décembre (Paris 15 Décembre 1931, S. 1932.2.137). Du mois d'Avril 1924 au mois de Décembre 1925, Pairière et Violet, ébénistes à Bourges, avaient souscrit un grand nombre de traites fictives, tirées sur des individus insolvable, non-commerçants et demeurant à Paris. Les traites furent remises à la Banque du Cher qui les escompta avant acceptation ; envoyées ensuite à l'acceptation elles furent régulièrement payées à leur échéance.

En Décembre 1925, la Banque refusa l'escompte ; Pairière et Violet n'avaient satisfait aux échéances de chaque série de traites que grâce à l'escompte de la série suivante ; en effet, les noms des tirés leur avaient été indiqués par l'Union Financière et Commerciale dont le siège est à Paris et qui prévenait les tirés afin qu'ils acceptent les traites présentées par la Banque du Cher, Pairière et Violet devant leur faire parvenir les fonds nécessaires avant chaque échéance. En Avril 1924 le montant de ces traites s'élevait à 20.000 frs pour un mois ; le montant s'est constamment accru pour atteindre le chiffre de 232.000 frs pour le seul mois de Décembre 1925. A ce moment, la Banque refusant l'escompte, Pairière et Violet se trouvèrent dans l'impossibilité d'envoyer à Paris les fonds nécessaires pour régler les traites échues. Les traites étant restées impayées, la Banque du Cher subit de ce chef un préjudice s'élevant à 579.067 frs 26 ; ses administrateurs portèrent plainte en escroquerie.

L'information fut clôturée par une ordonnance de renvoi

en police correctionnelle « Pairière et Violet, ayant en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pourvoi ou d'un crédit imaginaire, commis des escroqueries au préjudice de la Banque du Cher ».

La Banque du Cher soutint qu'elle croyait les traites sincères et que les manœuvres frauduleuses employées à son égard, consistaient à employer l'argent provenant de chaque série de traites, en paiement à leurs échéances des séries des traites précédentes, de façon à la maintenir intentionnellement dans son erreur.

Conformément à la jurisprudence de 1909, la Cour de Paris infirma la décision des premiers juges « car la présentation par le tireur à l'escompte de traites fictives non acceptées, même avec un bordereau énumérant ces traites en même temps que quelque traites régulières constitue un mensonge écrit et non pas une manœuvre frauduleuse.

« que il en est de même pour les acceptations de traites fictives par des tiers non débiteurs du tireur et pour le paiement de ces traites par les tirés avec des fonds fournis par le tireur...

« que le Banquier escompteur ne peut non plus prétendre que ces mensonges ont pu le persuader que le tireur jouissait d'un crédit ou d'un pouvoir imaginaire, alors qu'il résultait des circonstances de la cause que la situation du tireur ne pouvait échapper à la perspicacité d'un escompteur qui aurait attaché de l'intérêt à s'assurer de la sincérité des traites...

« qu'on ne saurait davantage retenir à la charge du tireur le fait que les acceptations ont été fournies par un établissement qui fournit habituellement des acceptations de traites aux commerçants dans l'embarras, alors, du moins que l'action de cet établissement ne s'est jamais manifestée.

Ainsi, la Cour de Paris rend impossible toute sanction pénale et infirme le jugement du tribunal de la Seine en date du 6 Février 1930 (Gaz. Pal. 1930, 1.453).

La doctrine de l'arrêt de cassation du 22 Octobre 1909 semblait donc solidement implantée ; il n'en était rien car la Cour de Cassation rejetait nettement sa jurisprudence par deux arrêts : 6 Février 1932 (D. 1933, 1.46, S. 1933, 1.198, G. P. 1932, 1.495) et 5 Août 1932 (D. H. 1932, 493). Deux individus Dabat et Mathieu, se sont pourvus en cassation contre un arrêt rendu le 1^{er} Avril 1931 par la Cour de Lyon qui les avait condamnés pour escroquerie ; la Cour de Cassation rendit le 6 Février 1932 un arrêt de rejet de pourvoi : « Sur le moyen pris de la violation de l'art. 405 du Code Pénal... en ce que l'arrêt attaqué a jugé que la présentation à l'escompte de traites non acceptées et dont les tirés insolubles n'étaient pas réellement débiteurs des tireurs, pouvait constituer une manœuvre frauduleuse, au sens de l'art. 405 du Code Pénal. » Les circonstances de fait étaient les suivantes : un commerçant, gêné dans ses affaires, prêt à déposer son bilan, aurait pour obtenir frauduleusement des fonds de la Banque, la Société Générale, présenté à l'escompte de cette Banque, des effets ne correspondant à aucune fourniture réelle ; ce commerçant appelé Aufrère parvint à se faire remettre une somme en numéraire de 77.277 frs en la persuadant qu'il était créancier pour pareille somme d'un certain nombre de débiteurs, ses tirés, dont il produisait l'acceptation. Pour atteindre ce but, Aufrère s'était mis en rapport par un démarcheur nommé Dubat, avec un agent d'affaires de Paris nommé Mathieu spécialisé dans ce genre d'opérations. Mathieu avait transmis à Aufrère les noms d'individus insolubles, avec lesquels l'escompteur rentrait en

rapport direct, et qui consentaient moyennant rétribution à se reconnaître débiteurs des effets tirés, qu'ils revêtaient de leur acceptation apportant ainsi comme tiers, au cours de ces opérations successives et répétées, force et crédit aux dires du tireur. La Cour conclut qu'il y a bien eu délit d'escroquerie. « Attendu qu'il ressort de l'ensemble
« de ces circonstances, non seulement de simples men-
« songes mais des faits extérieurs et notamment l'inter-
« vention de tiers destinés à accréditer les affirmations
« mensongères du tireur, faits caractéristiques des
« manœuvres frauduleuses prévues par l'art. 405 du Code
« Pénal ».

Certains auteurs ont estimé que l'arrêt ci-dessus commenté (6 Février 1932, S. 1933, 1.198) n'est point contraire, malgré les apparences, à la jurisprudence antérieure de 1909 : d'après eux si la Cour de Cassation a maintenu l'arrêt de la Cour de Lyon, c'est uniquement parce que les tirés étaient personnellement intervenus au cours des opérations successives d'escompte, pour donner force et crédit aux mensonges du tireur.

Une pareille exigence nous paraît excessive ; la jurisprudence actuelle, exige qu'il y ait un élément extérieur, distinct de l'opération d'escompte : elle n'exige pas que les tirés soient intervenus, et entrés en rapport direct avec l'escompteur. L'arrêt du 6 Février 1932 a répondu aux questions posées par M. l'avocat général Rivière dans ses conclusions : « Dans l'espèce actuelle dit-il, est-ce qu'il
« n'y a qu'un simple mensonge ? est-ce qu'il n'y a pas le
« fait d'avoir sollicité et fait apposer par un tiers une
« acceptation dans le but de faire croire à l'existence d'une
« provision et d'une solvabilité ? Est-ce qu'il n'y a pas
« la présentation de cette acceptation dans le dessein de

« faire naître cette confusion ? » En rejetant le pourvoi, les juges suprêmes ont bien voulu dire et juger que l'acceptation du tiré est un acte nettement distinct de l'opération d'escompte, qu'elle est bien un fait extérieur, propre à créer la manœuvre frauduleuse.

En tous cas, si la rédaction de l'arrêt du 6 Février 1932 peut dans certains esprits laisser encore l'impression qu'il ne marque point le départ d'une nouvelle jurisprudence, la Cour de Cassation a rendu le 5 Août 1932, un arrêt analogue, qui ne laisse aucune hésitation possible. Pour qu'il y ait délit d'escroquerie il n'est pas nécessaire que le tiré intervienne personnellement près de l'escompteur ; il suffit que la traite présentée soit revêtue de l'acceptation qui constitue le fait extérieur et même selon les termes de la Cour une véritable mise en scène :

Voici les faits : un sieur Berne, se trouvant en difficultés a eu recours aux offices d'un agent d'affaires nommé Thomas, dont la spécialité consistait à procurer aux commerçants aux abois des noms d'individus insolvables qui, moyennant rétribution coutumière, consentaient à accepter les traites de complaisance tirées sur eux. Les traites revêtues de l'acceptation du tiré, furent remises à Berne par Thomas qui perçut sur leur montant une commission de 8 % ; de son côté, Berne escompta ces traites à un établissement de crédit qui « subit à la suite de ces manœuvres frauduleuses un préjudice de 574.000 frs. » Sur la plainte déposée par la Banque, le Tribunal Correctionnel de Lyon, puis la Cour de cette ville condamnèrent le tireur Berne pour escroquerie et l'agent d'affaires Thomas pour complicité du délit. Le pourvoi de Thomas fut rejeté par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation en son arrêt du 5 Août 1932 ; attendu que « Il résulte des énonciations

« de l'arrêt attaqué que... le demandeur qui connaissait
« la situation obérée de Berne, a organisé *la mise en scène*
« destinée à obtenir de la Banque par les manœuvres
« frauduleuses, l'escompte des traites fictives, et la mise
« en rapport avec les tiers insolvable qui ont accepté ces
« traites bien que n'ayant avec le tireur aucun rapport
« d'affaires et qu'ainsi Thomas a procuré à Berne les
« moyens de commettre les escroqueries dont ce dernier
« s'est rendu coupable ».

Depuis ces deux arrêts de 1932, la jurisprudence est certaine : la mise en circulation d'un effet régulier mais démunie de provision ou la présentation à l'escompte d'une traite tirée sur un tiers pour une somme dont il n'est pas débiteur ne peut à elle seule être retenue comme constitutive du délit d'escroquerie. Cette jurisprudence est indiscutable parce que un simple mensonge même produit par écrit ne constitue pas une manœuvre frauduleuse caractéristique du délit d'escroquerie s'il n'est appuyé par aucun fait extérieur destiné à lui donner force et crédit, tel qu'une mise en scène ou l'intervention d'un tiers ; le principe a été de nouveau affirmé par un arrêt de la Cour de Cassation du 3 Février 1934 (V. Crimm. 3 Févr. 1934, G. P. 1934, 1.573).

Partant de ce grand principe, plusieurs arrêts sont venus confirmer le point de vue adopté par les arrêts de 1932. L'art. 405 du Code Pénal n'est point applicable à celui
« qui a remis à l'escompte chez un Banquier des traites fic-
« tives, encore bien qu'il soit ajouté par l'arrêt, qu'il s'est
« fait remettre le montant de l'escompte en employant des
« manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un
« crédit imaginaire ou pour faire naître l'espérance ou la
« crainte d'un succès ou d'un événement chimérique, si

« l'arrêt n'indique pas en quoi auraient consisté ces « manœuvres, cette omission mettant la Cour de Cassation dans l'impossibilité d'exercer son contrôle. » (Cass. Crim. 27 Décembre 1934, G. P. 1935, 1.306). Il faut donc que ces manœuvres soient expressément indiquées ; à la suite de l'arrêt de Cassation du 27 Décembre 1934, la cause et les parties furent renvoyées devant la Cour de Riom qui rendit son arrêt le 6 Juin 1935 (G. P. 1935, 2.462). Les faits étaient les suivants : un pharmacien, nommé Brassat, est poursuivi sous l'inculpation d'« escroquerie pour avoir émis de Décembre 1932 à Mai 1933 des traites fictives et s'être fait remettre par la Banque Pourtier qui les avaient escomptées diverses sommes d'argent. La Cour de Lyon avait condamné Brossard à 6 mois de prison en application de l'art. 405, Code Pénal. La Cour de Riom statuant après renvoi, infirma la décision entreprise et déchargea Brossard des condamnations prononcées contre lui ; les motifs de l'arrêt furent : « il est établi que Brossard a obtenu de la Banque Pourtier diverses sommes d'argent, en lui remettant des traites fictives et des bordereaux portant le nom des tirés et des localités où ils résident, le montant des traites et les dates d'échéance. Attendu que les allégations mensongères ne peuvent constituer des manœuvres frauduleuses ; que des allégations pour être punissables doivent être accompagnées d'un acte extérieur les rendant vraisemblables.

« Attendu que Brossard en se prétendant créancier des tirés a fait un mensonge ; que la production des traites et des bordereaux n'est que la réitération écrite de ces mensonges, et n'apporte aucun élément extérieur ; qu'il n'est pas démontré qu'en faisant figurer les traites fictives à la fin des bordereaux il ait eu spécialement pour but de trom-

per la Banque, qu'il était normal que ces traites ayant les échéances les plus éloignées y soit portées en dernier parce qu'il n'émettait des traites fictives que pour obtenir le complément d'argent qui lui était nécessaire pour satisfaire ses créanciers; qu'un tel mode de procédé ne saurait d'ailleurs à lui seul constituer une manœuvre.

« Attendu que la Banque prétend, il est vrai, qu'un sieur Belmont avait été chargé par Brossard de faire valoir l'importance de son affaire et de présenter à l'acceptation des traites et que l'intervention de ce tiers serait constitutive des manœuvres frauduleuses.

« Mais attendu que le sieur Belmont qui désirait s'intéresser pécuniairement à l'exploitation commerciale du prévenu et qui avait des relations d'amitié avec le Banquier Pourtier, paraît s'être borné à mettre en rapport ce dernier et le prévenu, dont il espérait être au surplus le commanditaire.

« Attendu, en effet, qu'il avait été convenu, étant donné le chiffre peu élevé des sommes pour lesquelles les traites étaient créées, et les usages généralement suivis pour la vente des produits pharmaceutiques, que, seules les traites qui dépasseraient un certain chiffre seraient présentées à l'acceptation; n'ayant pas observé cet engagement, il était dès lors normal que Belmont, qui avait assisté à la convention en fasse l'observation à Pourtier...

« Attendu enfin que Pourtier avait visité l'établissement de Brossard et s'était rendu compte de son importance et de sa valeur; qu'il résulte de ses propres déclarations qu'il lui avait fait confiance à cause de sa profession et de ses attaches de famille et que, soit dans sa plainte soit au cours de l'information, il n'a fait aucune allusion à l'intervention du sieur Belmont; qu'il s'en suit que la dite intervention n'a pas été déter-

minante, et que si les faits relevés contre le prévenu sont répréhensibles au point de vue moral, ils ne tombent pas sous l'application de l'art. 405 du Code Pénal ».

Ainsi la Cour de Riom a jugé avec raison que dans l'espèce, il n'y avait pas de délit d'escroquerie car il n'y avait pas eu emploi de manœuvres frauduleuses. Reprenant la jurisprudence de l'arrêt du 4 Novembre 1897 (S. 98, 1.424) et du 6 Février 1932 (G. P. 1932, 1.495), l'arrêt de la Cour de Riom établit définitivement que la remise à l'escompte d'un banquier, d'effets sur des tirés fictifs ou de complaisance, n'entraîne pas de sanctions pénales, même quand ces traites passées au banquier, sont comprises dans un bordereau comportant quelques traites régulières : La confection de bordereau (comme la production de factures) ne sont en effet que la réitération du mensonge commis par le tireur qui se prétend créancier des tirés (1).

Pour que le délit soit existant, il faut qu'il y ait intervention des tiers : Nous avons vu (Crim. 5 Août 1932, G. P. 1932, 2.681) que l'acceptation des traites par les débiteurs fictifs constituait bien une manœuvre frauduleuse. L'intervention extérieure peut également provenir d'autres personnes (intermédiaires, agents d'affaires...) qui, oralement ou par écrit, confirment le mensonge du tireur. Un arrêt très intéressant nous fournit un exemple : Dans une affaire Doussain contre Banque Populaire de la Région Dauphinoise, la Cour d'Appel de Grenoble avait rendu le 10 Janvier 1935 une décision, spécialement à propos de la

(1) Dans le même sens, Trib. Correctionnel Seine, 6 Février 1930 (G. P. 1930.1.453). Trib. Correctionnel Seine, 22 Avril 1929 (G. P. 1930.1.455 sous note). Cass. Crim., 3 Février 1934 (G. P. 1934.1.573). Colmar, 15 Février 1935 (G. P. 1935.1.748).

mise en circulation de traites croisées. Voici en quelques mots les faits litigieux.

Le 3 Juillet 1930, un fabricant de galoches, Drevet, sollicitait de la Banque Populaire Dauphinoise, l'ouverture d'un compte avec faculté d'escompte ; sur la foi de renseignements favorables qui lui furent fournis, la Banque accorda à Drevet le 1^{er} Août 1930 une facilité d'escompte à concurrence de 100.000 frs, laquelle fut portée à 145.000 frs le 27 Août, et à 200.000 frs le 10 Septembre suivant. En exécution de ces accords, Drevet remit à la Banque un certain nombre de traites à l'escompte.

Les premières valeurs déposées, *déjà revêtues de l'acceptation* des tirés et aux échéances de fin Octobre et 10 Novembre 1930 revinrent impayées en telle quantité que dès le 10 Novembre la Banque faisait part à Drevet de son étonnement. Les jours suivants, des impayées continuèrent à revenir ; enfin dans les derniers jours de Novembre une erreur commise par Drevet dans la domiciliation de l'une de ces traites permit de découvrir la raison de cette situation anormale ; en effet, une traite de 2.218 frs 15 à l'échéance du 20 Novembre 1930 tirée sur Drevet par l'Office Industriel Régional était présentée pour paiement à la Banque, alors que le même jour un effet de 2.220 frs 15 tiré par Drevet sur le même Office à échéance du 30 Octobre faisait retour, impayé à la Banque.

Par comparaison des divers éléments de ces deux effets, la Banque constata qu'ils avaient toutes les apparences de traites croisées ; elle interrogea aussitôt son client qui reconnut assez facilement que les traites remises par lui à l'escompte se trouvaient sans cause, et que les acceptations des tirés lui avaient été procurées par deux officines Parisiennes : Les Etablissements Fiduciaires, pour

l'Industrie et le Commerce dirigés par un sieur Doussin, et l'Office Industriel et Financier, dirigé par une demoiselle Gabarit.

Drevet déposant en Décembre 1930 son bilan, fut déclaré en faillite par jugement du Tribunal de Commerce de Romans. Il fût condamné par jugement du Tribunal Correctionnel de Valence du 26 Juin 1931, pour banqueroute simple.

La Cour de Grenoble par arrêt du 10 Janvier 1935 condamna Drevet à 6 mois d'emprisonnement avec sursis, pour délit d'escroquerie ; elle avait en effet relevé à sa charge non seulement de simples mensonges, mais des faits extérieurs, et notamment l'intervention de tiers, et des manœuvres frauduleuses telles que l'acceptation des traites par les débiteurs fictifs. La Cour frappa également les Directeurs des Officines, comme complices du délit d'escroquerie.

Doussin fut condamné à 1 an d'emprisonnement, 1.000 frs d'amende et 10 ans d'interdiction des droits mentionnés à l'art. 42 du Code Pénal, et à des réparations civiles. C'est précisément le pourvoi formé par Doussin qui était soumis à la Cour Suprême. La Chambre Criminelle rejeta le pourvoi par arrêt du 12 Juillet 1935 (Gaz. Pal. 1935, 2.510) en ces termes : « attendu qu'il appert des énonciations de « l'arrêt attaqué que Drevet, commerçant, en état de « cessation de paiement, a obtenu de la Banque Populaire « de la Région Dauphinoise l'escompte d'un certain nom- « bre de traites tirées par lui sur divers commerçants et « revêtues de l'acceptation de ceux-ci ; que la plupart de « ces effets sont revenus impayés, les accepteurs étant « insolvable ; que les dits accepteurs inconnus de Drevet « avec qui il n'était pas en relation d'affaires lui avaient

« été indiqués par Doussin, spécialisé dans ce genre d'opérations, que Doussin moyennant rétribution remettait à Drevet des effets ne correspondant à aucune fourniture réelle et acceptés par des tirés insolvable au profit desquels, et afin de leur permettre de duper leur propre Banque, Drevet acceptait d'autres effets de montant égal ; qu'en l'état de ces énonciations, l'arrêt qui constate expressément la mauvaise foi de Drevet et de Doussin, a caractérisé les manœuvres frauduleuses constitutives du délit d'escroquerie, commis au préjudice de la Banque Populaire de la Région Dauphinoise, délit qu'il retient à la charge de Drevet et dont il déclare que Doussin s'est rendu complice ».

Cet arrêt nous amène à parler d'une question, jusqu'ici volontairement laissée dans l'ombre : Peut-il y avoir en matière d'escroquerie complicité ? Nous avons vu qu'en fait, des tiers aident le tireur à tromper les banquiers et que spécialement les tenanciers d'officines suspectes élaborent les effets de complaisance. Au point de vue juridique, rien ne s'oppose à ce que la complicité d'escroquerie soit soumise aux règles générales. Du reste de nombreux arrêts à la fin du XIX^e condamnent à de fortes peines, les complices de l'escroquerie (n'oublions pas qu'à cette époque, les Officines d'échange pullulaient à Paris). Citons notamment Paris, 19 Juillet 1865, D. 66. 5. 181. La Cour avait jugé que se rend coupable d'escroquerie, celui qui, pour obtenir un prêt d'argent remet au prêteur un billet de complaisance qu'il s'est fait souscrire par un individu dont il connaît l'insolvabilité ; et celui qui souscrit un tel billet sachant quel usage doit en être fait se rend complice du délit d'escroquerie (Voir Crim. 24 Déc. 1869, D. 70, I. 382. — Crim. 16 Nov. 1888, D. 89. I. 270. — Crim. 11 nov. 1897, D. 98. I. 255).

La participation coupable de complice à un délit, ressort suffisamment des constatations d'un arrêt qui, après avoir caractérisé la nature, le but et le résultat des manœuvres frauduleusement employées par l'auteur principal pour persuader l'existence d'un crédit imaginaire, déclare que ses coprévenus ont sérieusement prêté leur concours à ses manœuvres et l'ont assisté avec connaissance.

Par la jurisprudence émise en 1909, les sanctions pénales devinrent pratiquement impossibles contre les trafiquants de signature de complaisance ; à plus forte raison, les complices étaient-ils à l'abri. Il faut cependant noter un arrêt de la Chambre Criminelle du 9 Août 1913 (Bul. Crim. 1913, n° 412) qui jugea « si les obligations et des promesses mensongères, même réitérées ne peuvent constituer les manœuvres caractéristiques de l'escroquerie, il en est autrement lorsqu'elles sont corroborées par une mise en scène ou par l'intervention d'un tiers. Et le tiers qui intervient ainsi dans le but de donner force et crédit à ces allégations et ces promesses, et de faciliter par là le succès de l'escroquerie, se rend complice du délit par aide et assistance ».

C'est une décision du Tribunal puis de la Cour de Rennes qui pose à nouveau le principe de la complicité d'escroquerie, en matière d'effets de complaisance, à propos d'une affaire Banque de Bretagne c/Lejop, Dubois et Brohier. Les faits litigieux méritent d'être rapportés en détail.

Les époux Lejop exerçaient depuis plusieurs années, à Bain-de-Bretagne, le commerce de beurre et œufs ; en 1927 ils furent dans une situation pécuniaire si difficile que Lejop fut déclaré en faillite. En Juin 1927 Mme Lejop qui avait dans la maison l'initiative de presque toutes

les opérations écrivit à un individu domicilié à Paris qui avait publié dans un journal local une annonce par laquelle il offrait des fonds à qui en avait besoin. Il donnait comme nom « Mare », mais en réalité s'appelait Dubois ; il refusa du reste de prêter des fonds aux époux Lejop mais leur proposa un moyen de se procurer de l'argent en banque. Il procura des noms inconnus de Lejop qui tira sur eux des traites, chaque commerçant tirant de son côté sur Lejop des traites portant sur des sommes équivalentes et à même échéance. De Juillet à Décembre 1927, Lejop présenta pour près de 100.000 fr. de traites à la Banque de Bretagne ; l'attention de la Banque fut éveillée par les nombreuses traites qui revenaient refusées par les débiteurs.

La Banque de Bretagne fut admise au passif de la faillite Lejop du 23 Octobre 1928 pour une somme de 56.490 fr. ; elle déposa une plainte en escroquerie et le Tribunal de Rennes fut saisi de l'affaire et rendit son jugement le 22 Décembre 1928 (Union Syndicale des Banquiers, 15 Juillet 1930, page 50). Le jugement commence par préciser « qu'il n'est pas discutable et n'a pas été discuté par les prévenus, que ces traites causées, valeur en marchandises, ne représentaient aucunes marchandises ni livrées ni promises et ne correspondaient à aucunes créances ou dettes réelles » ; puis le Tribunal recherche s'il y a bien délit d'escroquerie : « Attendu que toutes les circonstances de la cause démontrent que l'émission de pareilles traites par Lejop ne saurait être considérée comme des opérations de commerce normales, comportant seulement certains risques qui peuvent toujours résulter, par suite de circonstances imprévues pour le tireur, mais une opération généralisée et organisée, de mauvaise foi, par Lejop

afin d'obtenir d'un établissement avec qui il avait été antérieurement en relation normale d'affaires, des avances importantes qu'il n'aurait pas obtenues si cet établissement avait connu ce que cachaient ces opérations, en apparence régulières mais en réalité frauduleuses.

« Attendu que le mensonge consistant en l'affirmation faite par Lejop à la Banque, d'être créancier de sommes purement fictives, a été accompagné de manœuvres frauduleuses, qu'en effet outre la présentation des traites elles-mêmes, Lejop présentait chaque fois un bordereau établi par Dubois avec un nombre suffisant de signatures pour réaliser la somme que Lejop voulait emprunter ; qu'au mois de septembre une autre manœuvre particulièrement frappante fut faite par la femme Lejop d'accord en cela avec son mari.

« Attendu que, en effet à cette date elle se présenta à Guillouet préposé de la Banque de Bretagne à Bain, en ayant dans les mains 100 actions de la Société Anonyme de Chaussures Perroin à Nantes, demandant qu'on leur ouvrit un compte à elle et à son mari pour une somme importante contre le dépôt de ces titres dont elle se disait propriétaire et qu'elle prétendait lui avoir été apportés la veille par un parent.

« Attendu que ce prétendu parent n'était autre que le courtier Brahier qui, à la demande de Dubois, sollicité lui-même par les époux Lejop, leur avait apporté les titres en question, lequel Brohier d'ailleurs après le refus opposé par Guillouet à la demande de la dame Lejop se présenta au dit Guillouet comme parent de Lejop et lui fit de vifs reproches motivés par son refus.

« Attendu que si cette présentation à Guillouet des actions Perrouin et qui échoua en partie par suite de soup-

çon de Guillouet en partie suite d'un désaccord sur la valeur des titres n'est pas considérée par elle-même comme une tentative d'escroquerie suffisamment caractérisée, elle constituait une manœuvre destinée à donner à Guillouet, confiance dans le crédit et la situation pécuniaire des époux Lejop, quoique une partie des traites fictives dont il a déjà été question lui eussent été déjà présentées.

« Attendu que Guillouet a d'ailleurs déclaré que s'il avait connu le caractère fictif de toutes créances, il n'aurait jamais consenti aucune avance aux époux Lejop ».

La mauvaise foi et les manœuvres employées par les époux Lejop étant certaines, le délit d'escroquerie étant caractérisé, le tribunal inflige à la femme Lejop 4 mois d'emprisonnement et à son mari deux mois.

Restait la complicité de Dubois et de Brohier ; le tribunal statua : « En ce qui concerne Dubois, attendu que c'est lui qui a proposé aux époux Lejop l'emploi du moyen qui leur a permis de commettre les escroqueries qui viennent d'être retenues, qu'il leur donnait les conseils les plus précis pour faire que la Banque de Bretagne ne put découvrir la réalité des choses, tels que ceux contenus dans sa lettre du 17 Juin : « Il est bien entendu que vis-à-vis de votre Banque, ces traites représentent la livraison de marchandises, elle ne doit pas savoir que cet échange de livraison est un simple échange de traites fictives » et encore dans sa lettre du 20 Juillet : « Pour le bon effet à votre Banque, il ne faut pas continuellement remettre des traites sur les mêmes clients ».

« Attendu que c'est Dubois qui a fourni à Lejop tous les noms des tirés et qui lui établissait tous les bordereaux nécessaires, que c'est lui qui a amené de Paris à Bain en automobile Brohier, apportant les actions Perrouin et

Brohier, qu'il avait été chercher pour cela, qu'il a donc assisté les époux Lejop dans les actes qui ont préparé et consommé les escroqueries commises par ceux-ci, que cette complicité audacieuse rémunérée d'ailleurs par une commission de 6 % est plus grave que le fait délictuel lui-même, car sans elle le délit n'aurait pas pu, probablement, être commis.

« Attendu finalement que Dubois, ancien commerçant failli et qui dit tenir un cabinet d'affaires à Paris, apparaît comme un agent dangereux de tromperie et doit, quoique complice encourir une peine plus grave que les auteurs principaux ».

Le tribunal ayant ainsi très bien analysé la complicité de Dubois, le condamne à six mois d'emprisonnement. La Banque de Bretagne s'étant constituée partie civile, obtint à titre de dommages-intérêts, la somme de 56.490 frs 10 ; les époux Lejop et Dubois furent condamnés conjointement et solidairement à les payer.

En ce qui concerne Brohier, le tribunal l'acquitta et le renvoya des fins de la plainte sans dépens : « Attendu que Brohier est intervenu uniquement au moment de la présentation à la Banque de Bretagne des actions Perrouin ; qu'il y a joué un rôle important mais que cette présentation de titres n'est pas en elle-même une tentative d'escroquerie, qu'elle est seulement une manœuvre donnant en partie son caractère délictuel à la présentation des traites fictives, qu'il n'est pas établi que Brohier ait connu l'emploi que les époux Lejop faisaient de ce procédé ; qu'il semble bien qu'il ait essayé de vendre effectivement ses titres aux époux Lejop, au moins ainsi qu'il l'a prétendu, au moyen d'une opération de report ; qu'il n'est en tout cas pas possible d'établir d'une façon sûre qu'il ait avec connais-

sance aidé les époux Lejop à commettre leur escroquerie ; qu'il doit donc être relaxé des fins de la prévention ».

Le Ministère Public estimant que les premiers juges avaient fait preuve d'une trop grande indulgence, quant à l'application des peines aux inculpés, interjeta appel. La Cour de Rennes, à l'audience du 23 Avril 1929, rendit un arrêt qui adopte les motifs du tribunal tant sur la qualification des faits que sur la déclaration de culpabilité à l'égard des prévenus Lejop, femme Lejop et Dubois ; sur l'application de la peine, la Cour « considérant que de tels agissements doivent être sévèrement réprimés et qu'il échoit d'augmenter dans une certaine mesure les peines prononcées... statuant contradictoirement à l'égard de Brohier confirme... son acquittement ; statuant par défaut envers les autres prévenus, élève les peines de Lejop Pierre à 10 mois d'emprisonnement, la femme Lejop à 1 an et Dubois à 2 ans, et statuant sur les conclusions de la partie civile, confirme le jugement dont appel ».

Les prévenus, surpris de cette élévation de peine considérable, firent opposition régulière à cet arrêt : la Cour statue définitivement par son arrêt du 4 Mars 1930 que : « en droit, la remise d'un effet régulier mais sans provision, ou la présentation à l'escompte, d'une traite tirée « sur un tiers pour une somme dont il n'est pas débiteur « ne peut, à elle seule, être retenue comme constitutive du « délit d'escroquerie. Mais qu'il en est autrement lorsque « cette présentation est accompagnée d'une mise en scène « ou de l'intervention de tiers destinées à étayer les allégations mensongères formulées... Que d'autre part la complicité d'escroquerie est suffisamment établie à la charge « de l'intermédiaire qui fait métier de rapprocher des « commerçants à bout de ressources afin de leur permettre

« de mettre en circulation des effets de commerce fictifs
« et de se procurer de l'argent ».

L'arrêt recherche ensuite si en fait il y a eu manœuvres frauduleuses et preuve de la complicité ; il constate en l'espèce que c'est « Dubois qui, connaissant la situation
« obérée et l'absence de crédit des époux Lejop a organisé
« la mise en scène destinée à obtenir de la Banque, par des
« manœuvres dolosives, l'escompte des traites fictives
« présentées par les époux Lejop et les a mis en rapport
« avec des tirés qui n'avaient avec Lejop aucun rapport
« d'affaire ».

Les manœuvres frauduleuses ont consisté à présenter à la Banque, sur les indications de Dubois, « des traites véritables sur des débiteurs réels, mélangées avec des traites fictives tirées sur des gens exerçant des commerces de nature analogue ; ces traites portaient souvent mention d'acceptation ; les époux Lejop, à qui la Banque avait refusé tout crédit, ont commencé par dissiper dans une certaine mesure ses préventions, en présentant à l'escompte des effets acceptés, tirés sur deux commerçants parfaitement honorables et solvables, bien connus de l'agence, et exerçant le même commerce de beurre et œufs... ; ces effets ayant été payés à l'échéance, les époux Lejop ont présenté à l'escompte de nouveaux effets, les uns acceptés, les autres non tirés « sur des commerçants de profession similaire ; ... le tout formant un ensemble destiné à surprendre la vigilance et la confiance de la Banque. Que ces effets non acceptés lors de leur remise, l'ayant été sur leur présentation par des tiers qui n'avaient cependant, ni reçu de marchandises des époux Lejop, ni contracté envers eux des obligations, ni de dettes, la Banque a été dès lors convaincue, grâce à la connivence de ces trois tiers avec les

tireurs, que les bordereaux présentés étaient réguliers et composés d'effets représentant effectivement des ventes réalisées et servant de cause à des traites tirées sur des acheteurs réels. » L'arrêt évoque ensuite la présentation à la Banque, des actions Perrouin sur lesquelles la femme Lejop demandait un emprunt de crédit. L'ensemble de ces agissements tant de Dubois que des époux Lejop, présentait incontestablement le caractère de manœuvres frauduleuses, constitutives du délit d'escroquerie ; la Cour, par ces motifs, recevant les époux Lejop et Dubois en leur opposition, maintient les condamnations prononcées par l'arrêt de défaut ».

Ainsi, le complice fut frappé plus dur que les auteurs du délit ; c'était justice puisque sans les conseils de Dubois, le délit d'escroquerie n'aurait sans doute jamais été commis.

Par l'étude approfondie de cette affaire, suivie en première instance et en appel, nous avons bien vu l'analyse du délit et la complicité d'escroquerie

En 1932, la Cour de Cassation rendit plusieurs arrêts qui retenaient la complicité d'escroquerie ; notamment l'arrêt du 6 Février 1932 rejeta le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris qui avait condamné comme complices des agents d'affaires qui sciemment avaient procuré au tireur des accepteurs débiteurs imaginaires et insolvable, et lui avaient ainsi donné le moyen d'obtenir frauduleusement l'escompte des traites.

Le premier Mars 1932, la Chambre Criminelle rendait un arrêt dans le même sens (Crimm. 3 Mars 1932, D.H. 32, 221) « Celui qui, en connaissance de cause et en lui fournissant de prétendus moyens de paiement (chèques sans provision et traites de complaisance) dont il connais-

sait le caractère fictif, prête aide et assistance à l'auteur principal, courtier en automobile, lequel par la production de traites également fictives, faisant croire à l'existence de clients imaginaires, obtient en employant des manœuvres frauduleuses, livraison de voitures automobiles dont il se trouve dans l'impossibilité de régler le montant, se rend complice du délit d'escroquerie ».

La même Chambre jugeait le 5 Août 1932 (D.H. 1932 493) « Celui qui, moyennant une commission qu'il a perçue, a négocié avec des tiers insolvable l'acceptation de traites de complaisance et organisé la mise en scène, destinée à obtenir l'escompte, se rend coupable de délit d'escroquerie ».

Enfin pour terminer cette étude jurisprudentielle sur la complicité d'escroquerie, revenons à l'arrêt de cassation du 1^{er} Juillet 1935 (G. P. 1935, 2510) qui déclare « Est à bon droit retenu comme complice par aide et assistance, l'agent d'affaires qui, moyennant rémunération, a, dans ces conditions, procuré sciemment au tireur des accepteurs insolvable. » L'agent d'affaires s'appelait Doussin et dans son pourvoi il invoquait deux arguments. Nous avons déjà étudié la première branche du moyen ; la seconde consistait en ce que l'arrêt attaqué de Grenoble aurait laissé sans réponse des conclusions prises par Doussin et tendant à faire juger qu'il ignorait l'insolvabilité des commerçants qui avaient accepté les lettres de change présentées à l'escompte par Drevet.

Mais ce moyen ne fut pas retenu et le pourvoi fut rejeté.

« Attendu que l'arrêt déclare que Doussin était informé de l'état désastreux du commerce de Drevet et savait qu'il n'existait entre ce dernier et les accepteurs aucun rapport d'affaires ; qu'il connaissait l'insolvabilité ou l'état de gêne

desdits accepteurs, ne pouvait se faire aucune illusion sur le sort de la plus grande partie des traites tirées et n'ignorait pas que le but poursuivi par ses clients était d'abuser de la confiance de leurs banquiers respectifs, qu'il a été ainsi répondu aux conclusions prises par le demandeur ».

Il résulte de toute cette jurisprudence que, la complicité du délit d'escroquerie est caractérisée quand l'agent poursuivi comme complice a agi en vue de ce délit ; en matière d'escompte de traites fictives, la complicité est aujourd'hui retenue à la charge de l'intermédiaire qui, moyennant commission, a recherché et fourni des tirés fictifs connaissant leur insolvabilité.

Note : La tentative d'escroquerie : Le texte primitif de l'art. 405 du Code Pénal parlait de quiconque... « aura escroqué ou tenté d'escroquer tout ou une partie de la fortune d'autrui. » La tentative était donc nettement incriminée mais on discuta sans fin sur ses éléments constitutifs ; pour mettre un terme à la jurisprudence contradictoire et cahotique, le législateur a révisé le texte en 1863 ; il a ajouté au texte les mots : « ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer. » La tentative est donc punissable dès qu'elle s'est manifestée par des manœuvres caractérisées, même si l'escroc n'a obtenu ni remise ni délivrance de fonds ; il faut que l'obstacle à la consommation du délit provienne d'une circonstance indépendante de la volonté de l'escroc.

Nous trouvons un exemple intéressant de tentative punissable dans un jugement du Tribunal Correctionnel de Soissons (24 Mars 1931, G.P. 1931.2.27) « se rend coupable de tentative d'escroquerie, l'entrepreneur de constructions qui, en alléguant faussement qu'il était créancier d'un de ses clients et produisant à l'appui de sa déclaration men-

songère trois effets, alors qu'à cette époque il savait avec la plus grande certitude, que d'une part les effets remis à lui à titre de complaisance par son client ne lui appartenaient point, étant sans cause et sans objet, et avaient depuis deux ans, produit le complet effet que les parties s'étaient proposé en les créant.

« Et la tentative d'escroquerie demeure punissable alors même que la Banque, s'étant préalablement renseignée, a été conduite à s'abstenir et à déjouer l'escroquerie, s'il reste établi que l'opération envisagée n'était pas impossible puisqu'elle a reçu un commencement d'exécution par ce fait que le directeur de la Banque a rayé, dans le corps des titres, les anciennes dates d'échéance et en a souscrit de nouvelles ».

Il avait été jugé au lendemain du vote de la Loi du 13 Mai 1863 que la tentative est caractérisée par la production de billets frauduleux présentés à l'escompte pour en avoir la négociation.

V. Crimm. 19 Nov. 1863, Bull. Crimm. 1863 n° 273.

Crimm. 16 Juin 1864, Bull. Crimm. 1864 n° 157.

Les juges du fond sont évidemment souverains pour reconnaître si le coupable avait l'intention d'escroquer la chose d'autrui, intention à laquelle est subordonnée la criminalité de la tentative.

En résumé, la tentative d'escroquerie résultera du seul emploi des manœuvres frauduleuses, sous la condition que l'agent ait tout fait pour obtenir la remise de ce qui était l'objet de sa convoitise, même si cette remise n'a pas eu lieu et si ce sont des obstacles tout fortuits qui empêchent de consommer le délit.

C. — *L'abus de confiance*. — L'art. 408 du Code Pénal prescrit :

« quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires possesseurs ou détenteurs d'effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligations ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non, à la charge de les rendre ou de les présenter ou d'en faire un emploi ou un usage déterminé, sera puni de peines portées en l'art. 406. » Avant de rechercher si la circulation d'effets de complaisance peut engendrer un délit d'abus de confiance, il convient de rappeler brièvement les éléments constitutifs de ce délit, à savoir :

1° Détournement ou dissipation de l'objet confié, c'est-à-dire que l'obligation de restituer l'objet ou d'en faire l'usage fixé par la convention soit rendue impossible. Les tribunaux apprécient d'après les éléments de la cause si l'auteur avait l'intention de s'approprier la chose et d'échapper à l'obligation de la rendre : peu importe qu'il y ait eu ou non, mise en demeure de restituer (V. Cass. 6 Déc. 1929, S. 1931, 1.154) mais le simple retard ne saurait constituer un abus de confiance.

2° Détournement frauduleux : il faut une intention coupable ; le prévenu doit s'être mis sciemment dans l'impossibilité de restituer (V. Cass. 20 Avril 1901, S. 1905.1.197). Le juge a un pouvoir souverain d'appréciation ; si après avoir détourné, le prévenu offre de restituer, si la victime étant satisfaite retire sa plainte, si le prévenu est insolvable ou non, le délit d'abus de confiance n'en existe pas moins.

3° Détournement au préjudice du propriétaire, détenteur

ou possesseur de l'objet : ... Il suffit qu'un préjudice puisse résulter du détournement ; il n'est pas nécessaire qu'un préjudice soit causé.

4° Caractère mobilier des objets détournés : Le texte pénal les énumère et les qualifie.

5° Remise des objets en vertu d'un contrat déterminé : La remise au prévenu est essentielle : peu importe que les objets n'aient pas été remis directement par la victime à l'auteur du détournement. La remise doit porter sur la possession précaire et non sur la propriété.

La remise doit être opérée en vertu d'un contrat déterminé limitativement par l'art. 408 ; de l'émunération il ressort qu'il ne pourrait y avoir délit d'abus de confiance si la remise a été opérée en vertu de contrats tels que : prêts de consommation, échange, vente.

Le délit d'abus de confiance est punissable d'une peine d'emprisonnement de 1 mois à 2 ans et d'une amende.

Ayant ainsi rappelé les principes généraux, il faut étudier s'il peut y avoir abus de confiance à l'encontre de celui qui, chargé d'escompter un effet de complaisance, en détourne les fonds.

Certains auteurs et notamment M. Hémard (thèse 1900) répondent par la négative ; on ne peut pas poursuivre celui qui, chargé d'escompter un effet de complaisance, en détourne les fonds. En effet, la traite de complaisance est frappée de nullité et ne peut produire aucun effet entre tous ceux qui ont coopéré à la fraude, la personne mandatée pour escompter une telle traite a reçu un mandat qui n'est pas valable, qui n'existe pas, elle n'a donc pas pu commettre un abus de confiance.

De plus certains auteurs disent, si l'on pouvait retenir l'abus de confiance, la victime obtiendrait par la voie criminelle des dommages-intérêts que les tribunaux civils lui auraient refusés. Cette contradiction prouve nettement qu'en matière de circulation de complaisance, il ne peut y avoir délit d'abus de confiance.

Ils invoquent à l'appui de leur opinion les décisions admises par le Tribunal Correctionnel de la Seine les 20 et 21 Mars 1899 (Gaz. Trib. 1899.2.526) : « les effets de complaisance ne peuvent donner naissance à aucune obligation valable entre le tireur et le tiré ; les parties ne sauraient répéter les montants desdits effets qu'elles auraient payés ni être admises à produire à la faillite de l'une d'elles pour les sommes ainsi payées. » La remise d'effets de complaisance ou tout autre convention concernant lesdits effets ne peut constituer en droit entre les parties de mauvaise foi l'un des contrats prévus concurremment par le Code Civil et l'art. 408 du C. P. alors surtout que les règles du droit civil sont applicables à la preuve du délit d'abus de confiance.

« Par conséquent, le Ministère Public même en vertu de son droit supérieur, ne peut être plus fondé que la prétendue victime à exercer des poursuites pénales à raison d'un délit dont la preuve ne peut être juridiquement rapportée et qui, d'ailleurs, n'existe pas légalement.

« Si l'instance correctionnelle à la requête du Ministère Public était admise, il faudrait reconnaître en faveur de la victime le principe légal d'un préjudice possible et par suite, le droit à des dommages-intérêts, et celle-ci pourrait ainsi obtenir indirectement ce que la loi civile lui refuse directement » (V. en même sens Tr. Correct. Seine 3 Janvier 1900, La Loi : Journ. 17 Nov. ; 7 Août 1900, Gaz. Trib. 1900.2.308).

Selon nous, il peut y avoir délit d'abus de confiance : en effet le délit ne disparaît pas parce que la remise aurait été faite en exécution d'un contrat frappé de nullité. La jurisprudence a d'ailleurs toujours été très ferme sur ce point et la raison en est fort simple : le délit ne consiste pas dans la violation du contrat, et la nullité civile d'un contrat prévu par l'art. 408 n'enlève pas le caractère délictuel des détournements (V. Cass. 29 Nov. 1902, S. 1904, 1.301, Garçon, C. Pénal annoté Art. 408 n° 307).

Quant à l'objection tirée de ce que la victime pourra ainsi obtenir des dommages-intérêts, nous la refutons facilement : tout d'abord la jurisprudence dans son évolution actuelle fait des distinctions entre bons et mauvais effets de complaisance, admettant ainsi parfois des recours. Demain, elle évoluera peut-être vers la validité des effets de complaisance : même au cas où tout recours serait refusé, l'action civile refusée à la victime du délit ne saurait entraver l'action publique (l'individu qui a perdu son procès au Civil, le Ministère Public peut saisir le Tribunal Correctionnel s'il y a lieu, mais alors cet individu ne pourra se porter partie civile : art. 336. C. P.). L'effet de complaisance produit tous ses effets envers les tiers : Le Ministère Public est un tiers quand il exerce l'action publique, qu'aucune fin de non recevoir personnelle à celui qui l'exerce ne peut écarter. Enfin, le simple bon sens nous dicterait la réponse à défaut d'argument juridique : si l'effet de commerce est valable, le délit d'abus de confiance peut être réalisé ; si l'effet est de complaisance, frappé de nullité, le délit disparaît bien que dans cette hypothèse l'auteur du détournement ait commis une faute supplémentaire en mettant cet effet en circulation.

La jurisprudence s'est d'ailleurs ralliée à notre thèse :

la première décision en ce sens semble être un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine, en date du 23 Avril 1904 : « Dans les opérations dites de compte à demi, consistant dans la présentation à l'escompte d'effets de complaisance, la nullité de ces valeurs créées sans cause légitime, bien qu'opposable par tous tiers intéressés, n'empêche pas que celui qui a reçu les effets pour les escompter, dans l'intérêt commun des deux parties, ne doit être considéré comme le *mandataire* de celui qui les lui a confiés, et ne soit tenu de lui rendre compte à ce titre, soit des dites valeurs, soit de la moitié de la somme réalisée par leur négociation.

« Refuser, en pareil cas, toute action à la partie lésée, en invoquant la nullité des opérations de cette espèce, serait favoriser indûment et laisser sans répression des agissements frauduleux qui, par leur nature même, rentrent dans les prévisions et les dispositions expresses de la loi pénale.

« Constitue, en conséquence, un abus de confiance le fait, par celui qui a reçu d'une autre personne des valeurs de complaisance, afin de les escompter dans l'intérêt commun de tous deux, de détourner ces effets à son profit exclusif » (Tr. Corr. Seine, 23 Av. 1904 — Gaz. Trib. 1904-2-142).

La nullité de la convention, dite opération à compte à demi, ne fait aucun doute, et celui au préjudice duquel ces traites de complaisance ont été ainsi détournées, ne pourrait certainement pas exercer un recours, devant les tribunaux civils, pour obtenir le remboursement. Le tribunal correctionnel n'avait pas, dans l'espèce, été saisi de demandes en restitution des parties civiles ; comment aurait-il statué ? Sans doute, le tribunal aurait rejeté ces

demandes essentiellement civiles de leur nature, en les déclarant fondées sur une convention illicite, dont il réprimait pourtant la violation, pénalement.

En matière d'effets de complaisance, le délit d'abus de confiance sera le plus souvent réalisé par celui qui, chargé d'escompter de tels effets, en détournera les fonds : le délit existe bien. Mais de nouveaux cas sont apparus, beaucoup plus fréquents et plus importants depuis quelques années.

Souvent, des administrateurs de sociétés anonymes puisent dans la caisse sociale ou acceptent, au nom de la société, des traites qu'ils escomptent ensuite pour leurs besoins personnels, généralement pour financer leurs spéculations personnelles. Souvent, ces administrateurs acceptent, en qualité de représentants de la société, des effets de complaisance, tirés sur la société par des tireurs non créanciers ; au cas de non paiement à l'échéance, en apposant sa signature sur l'effet, l'administrateur a engagé la société, qui est devenue débitrice de ces billets.

Ces agissements, qui mettent en péril l'existence des sociétés, même solides et puissantes, sont-ils punissables ? Examinons la seconde hypothèse : l'administrateur qui accepte, au nom de la société, des effets de complaisance, tirés sur la société par des commerçants gênés, commettent-ils un abus de confiance ? La jurisprudence actuelle répond affirmativement ; un important arrêt du Tribunal Correctionnel de la Seine a jugé, en son audience du 4 Décembre 1925 (Gaz. Tr. 1926-2-572), que « Indépendamment de son application aux détournements « commis en violation d'un mandat ordinaire, l'art. 408 « C. Pénal peut être appliqué à un associé qui a le pouvoir de gérer et d'administrer la chose commune, et qui

« emploie à un intérêt personnel les valeurs de la société.
« Le directeur-administrateur d'une société qui accepte,
« au profit de tiers qui n'étaient pas créanciers de la
« société, des effets de pure complaisance, doit être con-
« sidéré comme ayant détourné une partie de l'actif social ;
« en effet, en apposant sa signature sur lesdits effets, il
« n'ignorait pas qu'au cas de non paiement à l'échéance
« la société deviendrait débitrice, et qu'elle était exposée
« soit à les rembourser, soit en cas de refus à être con-
« damnée par le Tribunal de Commerce.

« Le détournement est commis par le seul fait de l'accep-
« tation des effets, qui en permet l'escompte. Il n'est pas
« indispensable que le produit des fonds escomptés ait
« bénéficié directement au prévenu, ou ait été remis entre
« ses mains, pour qu'il en fasse bénéficier les tiers ; il
« suffit qu'il ait eu un intérêt quelconque à accepter les
« effets au profit, soit de créanciers personnels, soit de
« parents ou amis, à qui il procurait ainsi des fonds au
« détriment de la société. »

Dans cette espèce, le directeur-administrateur de la Société Siap fut condamné à 3.000 frs d'amende pour avoir accepté deux traites de 19.800 frs et de 100.000 frs, tirées par un sieur S..., son créancier personnel, sur la société qui a été condamnée à en payer le montant au tiers porteur. Cette décision est-elle justifiée en droit ? Certainement, car elle se fonde sur des principes indiscutés en matière d'abus de confiance.

La première objection souvent invoquée consiste à se demander si l'administrateur d'une société est bien un mandataire, atteint par l'art. 408 : manifestement la qualité d'associé est compatible avec celle de mandataire. Les gérants et les administrateurs de sociétés doivent être

considérés comme les mandataires de leurs co-associés, si la société n'a pas la personnalité morale : ce point est aujourd'hui indiscuté (V. notamment Cass. 12 Févr. 1881, D. 1882-I-187 ; Cass. 22 Août 1895, D. 1897-I-425) ; dans les sociétés qui ont la personnalité morale, ils sont considérés comme les mandataires de leurs co-associés et de la société elle-même (V. art. 22 de la loi du 24 Juillet 1867).

Par suite, tout détournement par les administrateurs de deniers, quittances, marchandises, effets mobiliers, qui leur ont été confiés, les rend coupables d'abus de confiance. Dans l'espèce, le détournement avait porté sur l'actif social : la société est devenue débitrice de sommes qu'elle ne devait pas effectivement, et qu'elle pouvait cependant être contrainte de payer car son mandataire, par un abus de ses pouvoirs l'avait engagée, en acceptant des effets dont l'escompte devait profiter à des tiers entièrement étrangers à la société.

En vain l'administrateur aurait invoqué qu'il n'avait retiré aucun profit personnel de ce détournement : l'enrichissement de l'auteur n'est pas une condition requise pour que le délit soit consommé. En vain, il aurait invoqué que la société n'avait subi aucun préjudice : il faut remarquer que, conformément à la doctrine, un préjudice éventuel et possible suffit comme élément constitutif du délit. Dans l'espèce, du reste, le préjudice était actuel, puisque la société avait payé la traite ainsi acceptée, sans avoir reçu aucune valeur ; mais le jugement souligne que si la société avait refusé le paiement, le tiers porteur de bonne foi ne pouvant se voir opposer le défaut de cause, aurait obtenu en justice, condamnation de la société. Le patrimoine social subit donc nécessairement un préjudice, et ainsi toutes les conditions sont réunies pour justifier

l'application de l'art. 408 aux administrateurs malhonnêtes.

Cette jurisprudence est très intéressante et doit être suivie ; elle permet, en effet, la répression des traites émises ou acceptées par complaisance, avec l'intention de nuire à un tiers. Trop souvent, il est impossible d'appliquer l'art. 405, l'art. 408 sera le texte qui remédiera à cette impossibilité ; ainsi, le champ de la répression pénale sera élargi heureusement.

Le Tribunal Correctionnel de la Seine avait jugé, dans le même ordre d'idées, en son audience du 22 Janvier 1925 (R. J. S., 1926-40). Cependant, en 1931, une triste affaire que nous avons déjà évoquée, remettait toute la question des agissements commis par les administrateurs de société, en discussion ; l'affaire Oustric fit adopter, à la Section Financière du Parquet, une solution étrange qui fut peut-être dictée, plus par souci d'une bonne politique que par crainte d'une bonne justice. La Banque Oustric avait consenti à la Holding Française un très important découvert ; pour amortir, en partie au moins, cette avance, en Janvier 1930, la Banque fit créer par les sociétés de chaussures, dont les actions avaient été achetées par la Holding, de nombreuses traites de complaisance, destinées uniquement à alimenter, par le produit de leur escompte, la trésorerie de la Banque. Le montant de ces traites s'élevait à 25.766.218 frs et ne correspondait à aucune opération commerciale. Ces traites ne furent pas inscrites, lors de leur création, sur les livres des sociétés, tireuses ou acceptrices, libellées au bénéfice de la Banque Oustric, celle-ci les escomptait, soit à la Banque de France, soit à la Société Générale. Aux échéances, les traites furent renouvelées, jusqu'au jour de la chute de la Banque Oustric.

Oustric, administrateur de la Banque et administrateur des sociétés de chaussures, paraissait bien avoir détourné le patrimoine de ces sociétés pour une somme égale au montant des traites, car les sociétés ainsi engagées par une signature sans contre-partie, se verront un jour prochain réclamer le paiement des traites, acceptées par les administrateurs : Oustric et son complice Michel Nathan, Erlich.

M. Vuillaume, commissaire aux comptes de la Société des Chaussures Françaises, comprenant le préjudice causé, par les administrateurs, à la société, porta plainte avec constitution de partie civile. Or, après de longues délibération de la Section Financière du Parquet, le Procureur de la République conclut, dans ses réquisitions, à un non-lieu : « Si les agissements d'Oustric et d'Erlich, qui ont
« ainsi ruiné les actionnaires des sociétés de chaussures
« qui leur étaient confiées, sont critiquables au plus haut
« point, et apparaissent comme frauduleux, il ne semble
« pas, en revanche, qu'ils tombent sous le coup de la loi
« pénale. On ne peut soutenir, en effet, que les fonds des
« sociétés de chaussures ont été détournés par leur admi-
« nistrateur au moment de la création des traites, puisque,
« jusqu'à présent, les sociétés tireuses ou acceptrices
« n'ayant pas payé les traites, aucun fonds n'est encore
« sorti de leur patrimoine. »

Ainsi, d'après le réquisitoire, pour que le délit d'abus de confiance soit consommé, il faut que l'acceptation ou la création de traites de complaisance, par l'administrateur, entraînent pour la société, ainsi engagée, un préjudice immédiat ; c'est-à-dire, un décaissement engendré directement par la signature que le coupable administrateur a donnée. Si, au contraire, à l'échéance, l'effet est

renouvelé, et si, entre temps, l'administrateur démissionne, le paiement que la société effectuera, soit à présentation de la traite, soit sur poursuites, ne sera qu'une conséquence *indirecte* de l'abus de pouvoir commis par l'administrateur : le renouvellement a opéré novation de l'engagement primitif et libère ainsi l'administrateur. Il y a tentative d'abus de confiance, or la loi ne punit pas cette tentative.

Cette doctrine émise par le Parquet a causé, en fait, la ruine de nombreuses sociétés ; elle est éminemment pernicieuse. En effet, lorsqu'une banque refuse l'escompte de traites de complaisance créées par un administrateur, ses associés, apprenant cette nouvelle, somment le coupable de donner sa démission ; puis, pour remédier à la carence de la trésorerie, ils demandent à la banque créancière un renouvellement des valeurs en circulation. Ce décaissement, imposé à la société, ne se produit qu'à l'échéance de la nouvelle traite ; l'administrateur coupable aurait alors simplement tenté de soumettre le délit d'abus de confiance, tentative non punissable.

Cette opinion, admise par le Parquet, est contraire à l'unanimité de la doctrine : Garraud écrit que le préjudice résultant de l'abus commis doit être réalisé ou simplement possible (V. Dr. Pénal, V, n° 2318). Garçon confirme : « Le délit existe si le dommage est possible, au « moment du détournement, encore bien qu'il ne se produise pas ensuite en fait » (Code Pénal annoté, art. 408, n° 14).

Nous avons vu que le Tribunal Correctionnel de la Seine avait consacré cette doctrine plusieurs fois en 1925 ; il faut ajouter que, dans l'espèce commentée (Tr. Com. Seine, 5 Déc. 1925 ; Gaz. Trib. 1926-2-202) le préjudice était non seulement possible, mais actuel. Cependant, nous estimons

que le dommage existe dès le jour où le dommage est créé ; l'acceptation suppose la provision, et les divers signataires sont solidaires, dès lors, le préjudice est certain dès que la signature est apposée sur l'effet. Ou bien, la société paiera à l'échéance, sur présentation par le porteur, ou bien elle refusera et sera automatiquement condamnée à payer.

Nous regrettons très vivement que le Parquet, bien timide en la circonstance, ait rejeté l'abus de confiance pour retenir seulement le détournement de titres remis en dépôt. Il est à redouter que la Section Financière ne revienne pas sur sa jurisprudence ; aussi, certains parlementaires qui se sont émus de voir les agissements frauduleux de certains administrateurs rester impunis, ont, en Mai 1932, déposé un projet de loi tendant à compléter l'art. 45 de la loi du 24 Juillet 1867 et ainsi conçu : « Tout administrateur d'une société qui... aura utilisé le crédit de la société qu'il administre pour des fins étrangères à l'objet social, sera puni d'un emprisonnement d'un an, au moins, et cinq ans au plus, et d'une amende de 500 à 10.000 frs, sans préjudice des restitutions civiles. » Le texte ainsi présenté par M. Lesache (1) qui prévoyait également les prélèvements indus pour l'usage personnel de l'administrateur, devait être approuvé dans son principe, afin d'opposer à la doctrine de la Section Financière, un texte de loi devant lequel elle aurait été contrainte de s'incliner. Sans doute, la lettre du texte aurait dû être remaniée, car une loi pénale doit être précise, son interprétation étant toujours restrictive ; mais c'est la seule critique à faire au projet.

Comme beaucoup d'autres, ce projet intéressant fut

(1) PAUL CHEVALIER et JEAN HESSE.

abandonné ; en 1934 le Sénat le reproduit pourtant presque intégralement, dans un projet de loi sur l'épargne, voté le 22 Juin, mais que la Chambre des Députés ne prit pas en considération.

En 1934, l'affaire Stavisky fit exploser la colère publique, profondément émue par les scandales financiers qui se succédaient à un rythme accéléré (2) ; le gouvernement Doumergue ramena, au lendemain des événements du 6 Février, la paix intérieure. En dehors de cet objectif rapidement atteint, le gouvernement méconnut ses devoirs, et n'apporta aucun remède aux vices qui avaient failli ébranler et renverser tout l'édifice politique et social de la France. Le gouvernement suivant chercha les réformes les plus urgentes, et ainsi furent pris les nombreux décrets-lois de l'année 1935.

Il y avait lieu d'augmenter et de rendre plus effective la responsabilité des administrateurs de sociétés ; le décret du 8 Août 1935 renforça le système répressif institué par la loi de 1867 (art. 15) notamment en attribuant le caractère délictuel à des faits jusque-là non réprimés par le législateur (V. Journ. Off. du 9 Août 1935, texte du décret du 8 Août, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs).

Aux termes du décret, l'art. 15 de la loi du 24 Juillet 1867 est ainsi modifié : « Sont punis des peines portées par l'art. 405 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de cet article, à tous les faits d'escroquerie...

... 6° Les gérants qui, de mauvaise foi, ont fait des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un but personnel, ou

(2) Citons pour mémoire les affaires Aéro-postale, Oustric, Lyon-Allemand, Société de Dives.

pour favoriser une autre société, dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement... »

Les rédacteurs de ce texte se sont visiblement inspirés du projet Lesache, bien qu'ils n'aient pas employé les mêmes termes. Ainsi, la nouvelle législation s'étend à tout *usage contraire à l'intérêt* de la société ; peu importe que cet usage soit, ou non, accompagné d'une appropriation ou d'un prélèvement du patrimoine social. Il suffit que l'administrateur ait agi de mauvaise foi. Les tribunaux auront souverain pouvoir d'apprécier si l'usage du crédit de la société était contraire à l'intérêt social et si l'administrateur était de mauvaise foi.

Les peines nouvelles sont extrêmement sévères, car les amendes ont été aggravées par suite de la majoration des centimes additionnels (Décret du 16 Juillet 1935, Journ. Off. du 17) et car les peines prévues aux art. 405 et 408 du Code Pénal ont été modifiées par les deux décrets-lois du 16 Juillet 1935 et du 8 Août 1935 (Journ. Soc. 1935-626).

La nouvelle responsabilité pénale des administrateurs de société doit être approuvée, car elle ne gêne en rien les mandataires honnêtes, qui sont encore en France la grande majorité à la tête des sociétés et entreprises, mais elle permettra de poursuivre impitoyablement ceux pour qui le rôle d'administrateur de société doit être une source de richesses, au détriment de la société. Ils oublient que leur mission est de servir la société dont les intérêts leur sont confiés, et non pas se servir d'elle : espérons que ce nouveau texte aura une action préventive, et qu'il soit appliqué avec sévérité toutes les fois que le délit prévu sera consommé.

CONCLUSION

Nous avons analysé en détail la jurisprudence française en matière d'effets de complaisance, il importe de jeter un coup d'œil rapide sur les conceptions étrangères.

1° LE DROIT ANGLAIS. — La lettre de change semble avoir été introduite en Angleterre au XVII^e siècle ; la coutume des marchands anglais s'est fondue avec le « Common Law » (Droit coutumier proprement dit) et avec l'« Equity » (Droit prétorien qui s'est substitué). Le droit du change est donc un compartiment du droit général mais les Anglais ont senti l'inconvénient de laisser un droit aussi précis sous l'empire de la coutume ; sous l'influence de l'« Institute of Bankers » et des Chambres de Commerce, le Parlement votait, le 18 Août 1882, le « Bill of Exchange Act ».

Le principe qui domine la loi et la jurisprudence anglaises est que la lettre de change est un instrument négociable c'est-à-dire selon la définition généralement admise : « un titre donnant la propriété à tout individu qui l'acquiert à titre onéreux, pourvu que le titre soit tel et en un tel état que le vrai propriétaire eut pu transférer la convention ou obligation y contenue par simple remise de l'acte. » L'effet de commerce doit être en somme l'équivalent du papier-monnaie et il faut obtenir qu'il soit payé. Partant de cette idée essentiellement pratique, les Anglais ont voulu le résultat sans se soucier du fonde-

ment juridique de leur système. Les effets de commerce sont basés sur le crédit personnel ; on n'exige pas de provision, notion de crédit réel.

Le droit anglais connaît évidemment les effets de complaisance (*acommodation bill*) ; les économistes ne réprouvent du reste pas leur usage (1).

L'effet de complaisance est « accepté par le tiré sans contrepartie (*value*) pour procurer au tireur de l'argent ou du crédit » (*Oriental financial corporation c/Overend*, 1871, 7 Ch. App. 142, p. 146) ; on les englobe souvent sous le nom de *Finance Bills* qui visent tous les effets émis dans le but de se procurer de l'argent (*accomodation*, *mutual accomodation*, *cross acceptances*...). Dans le langage familier, on les appelle parfois *kites* (*cerf-volant*).

Le *Bill of exchange Act 1882* reconnaît la validité des effets de complaisance ; trois règles principales dominent, en effet, le droit du change, distinct sur ces points du droit commun.

1° L'art. 27 édicte : « La cause de valeur pour une lettre de change peut être constituée par toutes causes suffisantes pour donner validité à un contrat simple ; par une dette ou obligation préexistante. » Et l'art. 28 : « est partie à une lettre de complaisance toute personne qui a signé la lettre comme tireur, accepteur ou endosseur, sans avoir reçu valeur et dans le but de prêter son nom à une autre. » Ainsi, peu importe que la « considération » (*cause raisonnable*) (2) existe entre les parties primitives.

2° La preuve d'une « considération » n'est pas exigée ;

(1) STUART MILL, *Political Economy* III-154 ; MACLEAD, *Banking* I-387, *Economy* I-586.

(2) V. Thèse de BRESSE : *La Considération en Droit Anglais*, Dijon 1911.

on la présume. L'art. 30 édicte en effet : « Toute partie dont la signature figure sur une lettre de change est présumée l'être devenue contre valeur. »

3° Enfin, il résulte de l'article 29 que si le titre juridique de la personne qui a transféré l'effet est defectueux, le transfert n'en est pas moins valable et « le détenteur » régulier qui a pris une lettre dont la rédaction est en règle et parfaite, pourra en obtenir paiement.

Ainsi, l'effet de commerce a un caractère abstrait : il est valable en lui-même indépendamment de tout engagement antérieur, ce qui facilite grandement son aptitude à circuler. L'effet de complaisance est précisément un effet qui n'est fondé sur aucun engagement antérieur, sur aucune transaction commerciale. Examinons les conséquences :

A. *Effets entre les parties.* — Nous allons prendre l'hypothèse où le bénéficiaire de la complaisance (accommodated party) est le tireur, et le complaisant (accommodation party), le tiré.

a) Le principe est que l'effet est libéré (discharged) quand il est payé par la personne qui est le principal débiteur ; or le principal débiteur en la forme, en apparence, ne l'est pas nécessairement en la substance : ainsi au cas de complaisance, le débiteur réel est le bénéficiaire de la complaisance ; le complaisant joue simplement le rôle d'un garant bien qu'il soit sur la traite la première personne responsable. L'« accommodated party » est censée avoir pris l'engagement de fournir les fonds à l'échéance au complaisant, c'est le devoir de la partie pour la complaisance de laquelle le billet est tiré de fournir la somme nécessaire pour payer le porteur. »

Si elle manque à son obligation, l'accepteur appelé à payer aura donc une action contre elle; cette action, dite « action for money paid », n'est pas une action en répétition de l'indû. Elle est basée sur l'idée que le complaisant a payé le porteur sur la demande expresse ou implicite du tireur, débiteur principal en réalité (Rechervaise c/Lewis, L.R. 7, C.P.P 377 — Re Fox, Walter et C^{ie} 1880 6 Digest 128-855 — Beston c/King — 6 Digest 319-2123). Il a du reste été jugé que : « si le complaisant fait un paiement volontaire, en pleine connaissance de cause que le paiement n'était pas obligatoire, il n'a pas le droit à indemnité » (Seigle c/Seigle, 6 Digest 129-862).

Au cas de recours, l'indemnité s'étend non seulement au montant de la somme payée au porteur, mais encore aux frais du procès engagé en vain contre le porteur s'il y avait de prime abord un terrain de discussion (Hammond et C^{ie} c/Bussey 17 Digest, 110.214).

b) Dans l'émission de complaisance, le bénéficiaire (accomodated party) ne peut agir à l'échéance contre le complaisant puisque c'est lui qui doit libérer l'effet ; le second joue vis-à-vis du premier le simple rôle de garant. Si le complaisant était attaqué par le bénéficiaire, il soulèverait l'exceptio doli, tirées de ce que « la complaisance engendre à la charge de l'accomodated l'obligation de fournir les fonds à l'échéance et à la charge de l'accomodating l'obligation de signer sans recevoir de valeurs. »

c) Si l'« accomodated party » envoie les fonds à l'accepteur complaisant avant l'échéance et tombe en faillite, que se passe-t-il ? La règle anglaise distingue selon que le bénéficiaire failli est détenteur ou non de l'effet : dans la première hypothèse, le titre est remis au liquidateur, dans la seconde il ne passe pas au liquidateur. Si le complai-

sant a reçu les fonds du bénéficiaire devenu failli avant l'échéance, il conserve l'argent reçu afin de pouvoir faire face aux poursuites et retirer sa signature (V. Rey Hooliy, 1918, 4, Digest 335 3143). Au cas de complaisance l'effet n'est jamais dévolu au liquidateur de la faillite ; le bénéficiaire peut endosser l'effet au nom d'un tiers, même après avoir été déclaré failli, et ce tiers peut exercer des poursuites contre le complaisant.

d) Il arrive parfois que deux ou plusieurs personnes acceptent de devenir parties à une traite pour complaire à un tireur ; dans ce cas, tous les complaisants jouent le rôle de co-garants vis-à-vis du débiteur réel et ils sont liés « inter se » à ce titre sans regarder leur ordre d'inscription sur l'instrument (Wolmerhauser c/Gullier 1893, 26 Digest 146 1099, Godsell c/ Lloyd 1927, 6 gest 324-2155).

B. — *Effet vis-à-vis des tiers.* — L'art. 28 du B.E.A. 1882 est très net : « Toute partie à un effet de complaisance est tenue vis-à-vis du détenteur régulier par cette lettre ; il importe peu que le détenteur quand il a pris la lettre, ait su ou non que la partie était telle par complaisance. »

Ainsi le caractère abstrait de l'effet de commerce apparaît à l'égard des tiers, la convention de complaisance intervenue entre les parties disparaît. Foi est due au titre : « Chaque partie dont la signature apparaît sur le billet est censée par le fait même de sa signature (thereto) être une partie régulière. Toute convention de complaisance intervenue entre le tireur et l'accepteur est inopposable au porteur régulier qui a contre les parties responsables les mêmes droits que le porteur d'un effet régulier »

Beveridge c/Liddell 14 D. 328 — Reynold c/Wheeler 302 J.).

Qu'entend-on par détenteur régulier ? L'art. 28 répond : « On est détenteur régulier quand on a pris une lettre dont la rédaction est en règle et parfaite. » Le droit anglais rejette toute question de bonne ou mauvaise foi et ne se soucie pas de savoir si le porteur a connu ou non la complaisance de l'accepteur ; en toute hypothèse, celui-ci a droit à paiement.

Si le porteur ne détient pas le billet d'une façon régulière (in due course), l'accepteur complaisant pourra alors soulever l'exception de non-valeur, à charge par lui de rapporter la preuve du vice. Sans cette preuve, le détenteur est toujours présumé légitime (Jatam c/Halsar, 23 R.B.D. 345). Le cas le plus fréquent où le titre de la personne qui a négocié la traite est affectée de vices est énoncé à l'art. 29 B.E.A., à savoir : « Quand elle a obtenu la lettre ou son acceptation par fraude, violences ou autres manœuvres contraires à la loi ; ou pour une cause illicite ou quand la négociation constitue un abus de confiance ou est accomplie dans de telles circonstances qu'elle constitue une fraude » (V. Miller c/Rome, I. Sur. L.G. 447).

Puisque le débiteur principal est le tireur, le complaisant jouant simplement le rôle de garant, il est bien évident que le « Détenteur qui a obtenu de l'accommodated party une partie de la somme due peut seulement recouvrer la différence sur l'accepteur complaisant » (Cook c/Lister 6 Digest. 247.1584).

II. — DROIT ALLEMAND. — La loi générale allemande sur le change (Allgemeine Deutsche Wechselordnung) fut mise en vigueur le 5 Juin 1859 comme loi fédérale,

c'est-à-dire appliquée et imposée à tous les Etats de la Confédération du Nord par le Reichstad.

Après l'unification de l'empire, il n'y eut aucun changement : la loi de la Confédération devint loi d'empire applicable à tout le territoire. Le droit du change est basé sur des conceptions juridiques abstraites : la lettre de change est caractérisée essentiellement par la très grande rigueur envers le débiteur. Le débiteur signataire de la traite s'engage à payer la somme indiquée, indépendamment de toutes dettes lui servant de fondement. La lettre de change est entièrement distincte de l'obligation préexistante qui lui sert de soutien ; sans doute en règle générale, il y a une dette réelle mais cette dette peut ne pas exister et l'obligation du débiteur n'en est pas moins valable car l'obligation est littérale (art. 23).

Les Allemands connaissent évidemment les effets de complaisance sous ses diverses formes : si un tiré accepte une traite sans couverture ou sans avoir contracté une dette réelle envers le tireur, son acceptation est complaisante (*Gefälligkeits accept*). Par application des principes du droit du change, l'effet de complaisance est valable : le tiré ne peut pas refuser le paiement au porteur. Il faut étudier les conséquences de cette validité.

1° *Entre les parties* : « L'acceptation oblige le tiré par le droit de change, même envers le tireur » ; par le fait même de sa signature, il s'engage et cet engagement cambiaire suffit pour que le créancier ait une action sur le débiteur, action fondée uniquement sur le titre écrit. La position du tiré est donc particulièrement défavorable, puisque l'obligation inscrite sur la traite est la preuve d'une dette et puisqu'il n'y a aucun lien entre cette obligation et l'existence d'une dette antérieure.

Sans doute, le tiré pourra invoquer contre le tireur, bénéficiaire de la complaisance, qu'il n'a contracté aucune dette ; il devra alors apporter la preuve que son acceptation était pour la forme (*Proformawechsel*) et que le tireur avait promis de verser des fonds à l'échéance. Les moyens de défense contre l'action en paiement, exercée par le tireur, sont très limités ; pour établir qu'en réalité il ne doit rien, il n'a pas le droit de recourir à la preuve testimoniale ; il dispose seulement de la preuve par titres.

Si le tiré complaisant a payé la traite, il aura un recours contre le tireur grâce à une action basée sur la convention de complaisance (*Revalierunsklage*). Si le tireur est tombé en faillite, le tiré peut produire à la faillite.

2° *A l'égard des tiers.* — Si la lettre de change est aliénée, la position du tiré complaisant devient extrêmement rigoureuse. L'indépendance de la traite, vis-à-vis de la dette qui lui sert de fondement devient absolue. L'acquéreur d'une lettre de change ne court donc aucun risque ; la nullité matérielle d'un endossement n'affecte pas la validité d'un endossement postérieur.

L'acquéreur devra simplement examiner si, au point de vue de la forme, la lettre de change est régulière. Si oui, le tiré complaisant ne peut invoquer aucune exception pour refuser le paiement ; seules seraient permises au débiteur les exceptions qui pourraient résulter de rapports juridiques existant entre lui personnellement et chaque nouveau créancier.

Le tiré complaisant doit donc payer la traite au preneur ou aux bénéficiaires d'endossement ; il lui restera le recours bien difficile contre le tireur par son action en remboursement (1).

(1) Le droit soviétique a adopté cette conception strictement formaliste du droit cambiaire par l'ordonnance du 20 Mars 1922.

Nous pouvons maintenant dégager les conclusions de cette étude ; nous avons rencontré trois conceptions du droit cambiaire.

1° *Le système anglais* (Angleterre, Etats-Unis, colonies anglaises) veut assurer la sécurité des règlements par effets de commerce ; il pose le principe que l'engagement du tiré doit avoir une cause, mais la traite devant être un instrument négociable, la cause de l'engagement est présumée. Ainsi, l'effet de complaisance est valable.

2° *Le système germanique* (Allemagne, Italie, Autriche, Brésil...) consacre le triomphe de la notion abstraite du change ; les droits créés par l'effet de commerce résultent de la lettre elle-même. L'obligation du tiré est un engagement littéral et abstrait, indépendant de toute dette envers le tireur. L'effet de complaisance est donc valable.

3° *Le système français*. Après notre analyse détaillée nous pouvons tenter de faire la synthèse du droit du change en France. L'ensemble des auteurs et de la jurisprudence estime que l'effet de commerce est un simple écrit constatant l'existence d'une créance, née de relations juridiques antérieures entre le tireur et le tiré. Le tiré s'engage comme débiteur de la créance portant provision ; pour expliquer l'incorporation de cette créance antérieure dans la traite, plusieurs théories ont été proposées (cession de créances, délégations, engagement unilatéral...) Le tiré s'engage envers les porteurs en vertu du lien de droit qui le rattache au tireur ; dès lors si cette convention est nulle par application des principes du Code Civil, l'engagement du tiré devient nul à l'égard des tiers porteurs. La jurisprudence a dû faire une distinction entre les porteurs de bonne et

de mauvaise foi : vis-à-vis des premiers, le tiré ne peut opposer l'exception, tirée de la nullité de son engagement ; vis-à-vis des autres, le tiré peut soulever l'exception et refuser le paiement.

Ainsi l'effet de complaisance est déclaré nul, sauf les hypothèses où l'engagement du tiré peut se ramener à une convention licite (ouverture de crédit, prêt mutuel de crédit caution, etc). En toutes hypothèses, les droits du porteur de bonne foi sont sauvegardés ; nous avons vu la difficulté à préciser cette notion de bonne foi.

Nous estimons que cette conception est erronée ; selon nous l'effet de commerce est un titre, soumis à des règles de formes déterminées, engendrant des obligations propres. Le tiré accepteur est engagé vis-à-vis du tireur par la dette contractée envers lui mais en outre il s'engage, en signant la traite, à payer son créancier ou toute personne indiquée par ordre de son créancier. Par sa signature, il contracte une obligation nouvelle, indépendante de tout engagement préexistant.

Si le rapport de droit entre tireur et tiré est inexistant ou entaché de nullité, le bénéficiaire de la traite n'en subira pas les conséquences car il n'a pas à connaître ce rapport. Le tiré s'engage au même titre que le tireur ; si son acceptation est complaisante, le bénéficiaire pourra exiger le paiement car le lien juridique entre lui et le tiré est absolument détaché de l'opération initiale.

Le raisonnement est le même vis-à-vis des porteurs successifs (1) ; ceux-ci reçoivent un effet régulier en la forme, ils font foi au titre et considèrent tous les signataires,

(1) Depuis le D.-L. 30 Octobre 1935, la clause à l'ordre n'est plus exigée ; du moment que l'effet porte la mention « lettre de change », il est endossable, par définition.

valablement obligés envers eux. Si le porteur connaît la convention de complaisance intervenue entre le tireur et le tiré, il n'en est pas moins fondé à exiger le paiement ; cette convention est en effet une « *res inter alios acta* » qui ne lui est pas opposable. Le tiré doit payer en toutes hypothèses car il s'engage par l'apposition de sa signature ; un simple fait matériel peut créer des obligations juridiques. La réalité de la signature manifeste l'existence de l'engagement du tiré.

Au point de vue juridique, la validité de l'effet de complaisance doit être prononcée ; si l'opération initiale entre tireur et tiré est affecté de vices, rien ne s'oppose à donner au tiré une action contre le tireur ; infidèle à ses engagements, le tireur qui n'a pas envoyé les fonds à l'échéance, sera poursuivi par le tiré qui a dû payer.

Il nous reste à déterminer les raisons profondes qui empêchent la jurisprudence de se rallier à cette conception ; elles sont essentiellement d'ordre pratique. La lettre de change est, en France, un instrument de crédit ; par l'organisation de notre système bancaire, le porteur de la traite à l'échéance sera presque toujours le banquier escompteur. Le souci de la jurisprudence est donc de favoriser par tous les moyens le sain mécanisme du crédit ; elle veut le résultat, elle le justifie ensuite et doit dans ce but recourir à des théories fort subtiles.

Ainsi, pour favoriser les banques d'escompte, la jurisprudence puis la loi (8 Février 1922, Décret-Loi 30 Octobre 1935) ont recours à la théorie de la transmission de la provision ; dès le jour de la création de la lettre de change, le porteur devient propriétaire de la provision. L'utilité est la suivante : le banquier escompte très souvent des traites qui ne sont pas encore acceptées ? Si avant

l'échéance et avant l'acceptation du tiré, le tireur tombait en faillite le banquier aurait recours contre le seul tireur et produirait à la faillite au marc-le-franc ; par contre le tiré verserait à la masse la totalité de sa dette. Grâce à la transmission de la provision dès le jour de la création de la traite, le banquier est garanti contre les risques de la faillite du tireur, il sera payé par le tiré.

Ce système favorise donc le commerce bancaire et facilite le crédit en permettant de présenter à l'escompte des traites non acceptées. La notion abstraite amènerait une perturbation dans le monde des affaires, car les commerçants devraient avant l'escompte faire accepter les traites, et les difficultés pratiques seraient nombreuses.

La jurisprudence a cherché à sauvegarder l'honnêteté des relations commerciales ; nous avons déjà exposé les critiques soulevées par les économistes et les banquiers contre le trafic de complaisance, et nous avons vu qu'elles se sont imposées à nos Cours et Tribunaux. L'effet de complaisance doit être déclaré nul, disent-ils en substance ; sinon les commerçants et certaines banques en feront usage abusif : admettre la validité de tels effets serait donner une prime à la fraude et à la tromperie, et permettre à beaucoup de trouver dans ce trafic un « *modus vivendi* » préjudiciable à l'intérêt général.

Il faut avouer que cette crainte est basée sur le caractère du Français : il est un fait certain, nous avons un besoin inné et instinctif de frauder. Nous aimons frauder l'Etat dans nos déclarations de succession, d'impôts, de douanes ; nous faisons parfois des prodiges de comptabilité et de combinaisons pour éviter le paiement de quelques centaines de francs. Du reste, ce n'est pas l'appât du bénéfice réalisé qui nous

pousse dans cette voie, c'est plutôt le besoin sportif de tromper le fisc. En Angleterre, les fraudes sont à peu près nulles ; en France les inquisitions les plus rigoureuses ne les empêchent pas.

Sur un autre terrain, le caractère fraudeur du français apparaît : malgré la répression pénale, les délits de chèques sans provision sont innombrables et les juges eux-mêmes, considérant ce délit presque naturel, appliquent avec bienveillance la loi du 2 Avril 1917. En Angleterre où la circulation des chèques est bien plus intense, il est rare de voir émettre un chèque sans couverture car ce serait contraire au « fair-play », de même qu'en France, refuser le paiement d'une dette de jeu serait considéré par tous contraire à l'honneur.

Chaque peuple a sa psychologie ; la jurisprudence adapte les règles de droit aux tendances et aux caractères de ses justiciables. La jurisprudence française a voulu sauvegarder les intérêts des commerçants honnêtes et des banques sérieuses ; elle a déclaré que le porteur de mauvaise foi serait privé de tout recours.

Plus que quiconque, nous sommes soucieux de l'intérêt public et de l'ordre économique mais nous croyons qu'en admettant la validité des effets de complaisance, la confiance dans les titres destinés à circuler serait accrue. Lorsque la banque d'Etat émet ces billets, ceux-ci ont force libératoire dans tous les pays. Si un débiteur me paie avec des billets volés, je suis cependant valablement payé. Si je vais à la banque d'émission échanger mes billets contre des lingots d'or, la banque me fera l'échange sans se soucier de la provenance de mes billets ; elle fait honneur à sa signature, et par cette certitude d'être payée, la circulation fiduciaire est possible.

Il devrait être de même en matière d'instrument négociable : le tiré accepteur doit payer en toutes hypothèses. Il promet par l'apposition de sa signature de s'acquitter entre les mains de celui qui présentera l'effet à l'échéance convaincu d'être contraint à payer, le tiré complaisant réfléchirait avant de s'engager et le nombre de signataires complaisants diminuerait certainement. L'intérêt des banques serait également sauvegardé ; le crédit serait facilité car la banque attacherait autant d'importance à la signature du tiré qu'à celle du tireur, sans crainte d'être déclaré porteur négligeant ou de mauvaise foi.

Il est permis d'espérer que cette solution sera admise dans un avenir prochain ; le décret-loi du 30 Octobre 1935 introduit les conventions de Genève relatives à l'unification du droit du change. Cette adoption de la loi uniforme, sauf certaines réserves, est une nouvelle concession à la notion abstraite du change. Le législateur français modifie ces conceptions juridiques par évolution et non par révolution : il ne faut peut-être pas l'en blâmer.

Vu et Permis d'Imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

VU :
Le Président de la Thèse,
ESCARRA.

VU :
Le Doyen,
ALLIX.

BIBLIOGRAPHIE

Annales de droit commercial.

BAUER : *Der Wechsel.*

BEAUCÉ : *Conflit de lois en matière de lettre de change*,
Thèse 1932, Paris.

BRACKERS DE HUGO : *Les effets de complaisance*, Thèse,
Lille 1925.

CAPITANT : *De la cause des obligations.*

CAUBOUÉ : *La conduite des banques.*

CHALMERS : *Bill of Exchange Act.*

COSAK : *Lehrbruch des Handelsreelits.*

COURCELLE-SENEUIL : *Opérations de banque.*

CURTI : *Le droit anglais.*

DALLOZ : *Bulletin législatif.*

Recueil hebdomadaire de jurisprudence.

Recueil périodique.

ESCARRA : *Traduction du traité de Droit Commercial de*
Vivante.

GARÇON : *Code Pénal annoté.*

GARRAUD : *Traité de Droit Pénal.*

Gazette des Tribunaux.

Gazette du Palais.

GRUNHUT : *Wechsebrecht.*

HAMEL : *Banque et Opérations de Banque.*

HEMARD : *Les Effets de Complaisance*, Thèse, 1900, Paris.
Journal des Sociétés.

Journal des Tribunaux de Commerce.

La Banque et ses Services.

LACOUR : *Traité de Droit Commercial.*

Law of England and supplement.

LESCOT : *Les Effets de Commerce.*

LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de Droit Commercial.*

MADRÉ : *Revue Critique de Législation et Jurisprudence*,
1935.

MIRÉAUX : *Miracles du Crédit.*

PRÉVOT et PISSAVY : *Traité des Faillites.*

Revue de Droit Bancaire.

RIPERT : *La règle morale dans les obligations civiles.*

ROCHE : *Les effets de complaisance*, Thèse, 1911, Dijon.
Semaine Juridique.

SIREY : *Recueil des lois et arrêts.*

STEVENS : *Droit Commercial Anglais.*

Union Syndicale des Banquiers.

THALLER et PERCEVOU : *Traité de Droit Commercial.*

WITHERS : *The meaning of money.*

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER : DÉFINITION DE L'EFFET DE COMPLAISANCE	9
§ 1. <i>Principaux mécanismes de tirage</i>	9
1° L'effet de circulation	10
2° Tirage en l'air	13
3° Traite sans provision	13
4° Tirage croisé	15
5° Tirage en cavalerie	18
§ 2. <i>L'effet de complaisance</i>	19
CHAPITRE SECOND : LA VALIDITÉ DES EFFETS DE COMPLAISANCE	23
§ 1. <i>La doctrine</i>	23
§ 2. <i>Etude de la jurisprudence, son évolution depuis 1900</i>	40
CHAPITRE TROISIEME: CONSÉQUENCES DE LA JURIS- PRUDENCE ACTUELLE	90

§ 1. <i>Conséquences juridiques</i>	90
1° Rapports entre les parties	90
2° Rapports entre les parties et les tiers por- teurs	106
§ 2. <i>Sanctions du trafic de complaisance</i>	118
1° Sanctions civiles	118
2° Sanctions pénales	127
A. Banqueroute simple	127
B. Le Délit d'Escroquerie	133
C. L'Abus de confiance	165
CONCLUSION	175

